

Le Conflit du Sahara "Occidental"

**Et
Les Perspectives
D'un Maghreb
Citoyen**



Majallat Ar-rabii

N° 6 / Aout 2018

Le Conflit du Sahara

**Et les
Perspectives
D'un Maghreb
Citoyen**

Majallat Ar-rabii

Publiée par le CERM / Maroc

Centre d'Etudes et de Recherches. M. Bensaid Ait Idder

*9, rue Bagdad. Rce Maréchal Ameziane. Casablanca
Tél : 0522471085 / Fax : 0808386689*

*Site Web : www.cerm.ma
E-mail : centre.bensaid@gmail.com*

Impression

*Omega Graphique
67, rue 35. Lot2. Hay Sadri. Casablanca
Tél : 0522724211 / Fax : 0522724207*

Conception & Couverture

Abderrahman Zakari

Dossier de Presse

2013 / ص 34

Dépôt légal

ISBN

*Ce travail est le fruit d'une collaboration entre chercheurs
maghrébins dont les noms suivent :*

1- Auteurs :

*Rahamim(Raymond) **BENHAIM** Maroc-France)*

*Aissa **KADRI**(Algérie)*

*Fayçal **CHERIF** (Tunisie)*

*Mostafa **BOUAZIZ**(Maroc)*

*Otmane **MANSOURI**(Maroc)*

*Abdelhafid **AMAZIRH**(Maroc-France)*

*Abderrahman **ZAKARI**(Maroc)*

*Brahim **OUCHELH**(Maroc-France)*

*Abdelmajid **BELGHZAL**(Maroc)*

2- Editing et traduction :

*Mustapha **MEFTAH***

*Abderrahman **ZAKARI***

*Mohamed **LAALAMI***

*Said **BENNANI***

*Aicha **ABOUNAYE***

*Amine **ACHRAF***

*Abdellatif **ELYOUSFI***

*My Seddiq **EL MALKI***

*Nour Ed-dine **JALAL***

”

Numéro spécial initié et coordonné par :

*Mostafa **BOUAZIZ***

*Abderrahman **ZAKARI***

*Mustapha **MEFTAH***

*Abdellatif **ELYOUSFI***

*Mohamed **LAALAMI-OUALI***



Ce numéro est publié avec le soutien
du Ministère de la Culture

Avant propos

Les intelligentsias maghrébines ne cachent plus, depuis l'avènement du 3^{ème} millénaire, leur amertume quant à la longévité du conflit du Sahara Occidental. Au temps de la mondialisation déstructurante, des Etats-Nations et de leur espace de souveraineté, les peuples de la région aspirent à l'éclosion d'un « Maghreb citoyen » comme processus d'insertion positive dans le monde de demain. Contrairement à cette perspective stratégique, le cours effectif des développements politiques n'augure que plus de dispersion. Au-delà des bonnes intentions, ou des incriminations des uns et des autres, le conflit du Sahara occidental hypothèque toute construction du Maghreb, émanant aussi bien des Etats que des institutions de la société maghrébine. Aujourd'hui il nous semble qu'il est impératif, pour éviter que la région ne sombre dans un chao général, de renverser cette tendance, et d'initier un processus de dialogue, de convergence, et de production du commun maghrébin. Des alternatives positives aux conflits à la division, et à l'anéantissement mutuel sont indispensables. Le Centre d'Etudes et de Recherche Mohamed Bensaïd (CERM), s'est inscrit, depuis sa création en 2010, dans ce mouvement d'espoir, œuvrant à l'éclosion d'un Maghreb citoyen.

En 2012 le CERM organisa un grand colloque à Casablanca sous le thème : « Le Maghreb au miroir du printemps arabe ». Il fut un carrefour générationnel et un moment d'échange d'idées et de propositions citoyennes. En effet il s'agit de trois générations de maghrébins, les promoteurs des indépendances, les pionniers de la modernité et les jeunes du printemps maghrébin. Les cinq pays du

Maghreb étaient représentés par les intelligentsias de leur société. Le moment était historique, les échanges très riches, et l'idée d'un Maghreb citoyen prenait forme. Une partie des actes de cette grande rencontre maghrébine sont éditées dans ces deux ouvrages (en Arabe et en Français) consacrés au Maghreb et au Sahara.

Tout au long de cette dernière décennie le forum social Maghrébin, le partenaire idoine du CERM, parcourt le Maghreb et fédère les actions et les bonnes intentions pour qu'un commun maghrébin émerge et transcende les blocages et les déchirures notamment en mobilisant les jeunesses en action. Une partie des résolutions et propositions du Forum sont éditées dans ce travail.

Depuis 2015 le CERM s'est assigné comme préoccupation principale de participer activement à l'établissement d'un dialogue sérieux entre intelligentsias maghrébines, sans exclusion aucune, afin de circonscrire le conflit du Sahara Occidental, et promouvoir une solution maghrébine.

Le CERM, avec un réseau d'intellectuels et de militants maghrébins a initié un projet de rencontres et de dialogue dont les objectifs étaient à la fois modestes et compliqués.

D'abord arrêter le processus de tension et d'escalade entre le Maroc et l'Algérie qui alimente une « culture d'affrontement et de haine » néfaste, à long terme, aussi bien aux identités locales qu'à l'identité maghrébine. Ensuite initier un dialogue constructif entre les différents acteurs du conflit du Sahara Occidental.

Enfin engager le débat sur une possible solution maghrébine. Le conflit n'a que trop duré et ses impacts négatifs sur les sociétés maghrébines sont tellement destructeurs que la paix et la stabilité dans la région sont sérieusement menacées.

Le CERM, et ses partenaires maghrébins, ont entrepris des tournées de rencontres et de persuasion, en Algérie, en Tunisie, en Mauritanie, en Espagne, au Maroc, en France, en Suède, et en Hollande. Des personnalités libyennes et des collaborateurs de l'ONU ont été associés à cette quête du dialogue. Une conférence internationale à Marrakech devait couronner ce déploiement maghrébin. Une des complications de cette conférence était la présence de tous les acteurs sahraouis,

notamment le POLISARIO, qui pour le CERM fait partie de la solution. Aussi des contacts au très hauts niveaux des Etats Marocain et Algérien ont été organisés. Leurs avais été accordé en dépit des réticences des ultras des deux côtés. La conférence allait avoir lieu à Marrakech fin Mai 2016.

Allaient être présents tous les acteurs y compris une délégation du Polisario ; des représentants de l'ONU, des officiels marocains et algériens, des académiciens maghrébins et internationaux, des observateurs européens et de l'Amérique latine, et des représentants de la société civile subsaharienne.

La deuxième complication était le risque de dialogues de sourds et des éventuels clashes destructeurs. Le comité d'organisation, pour contourner cette éventualité, mit au point un déroulement des débats en séances plénières sur la base d'un texte préparé, à l'avance par le CERM.

Les intervenants institutionnels étaient invités à commenter les axes principaux du texte et à proposer des alternatives. Les chercheurs académiques avaient la charge de dépassionner les échanges et d'approfondir les approches. Les modérateurs et un comité de synthèse, tous maghrébins, allaient formuler les premières convergences.

On ambitionnait à ce que la conférence lancerait « l'Appel de Marrakech » pour un Maghreb citoyen et pour une solution maghrébine au conflit du Sahara Occidental.

Trois cent soixante personnes étaient conviées à cette grande rencontre maghrébine dont cinq dirigeants du POLISARIO.

Quelques semaines avant l'ouverture de la conférence, le CERM a été contraint de reporter la tenue de la conférence. Deux événements ont permis aux ultras, algériens et marocains, de porter atteinte à la dynamique positive que le CERM a initié. Il s'agit de la visite de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Banki-moon, aux territoires sahariens, et la dégradation de l'état de santé du président du POLISARIO, décédé quelques semaines après.

Le CERM et ses partenaires maghrébins ne s'avouent pas vaincus. Un projet stratégique de cette ampleur ne manque pas d'obstacles.

Toutes les forces qui tirent profit de la situation du conflit et d'escalade, étaient et sont encore hostiles à ce que les maghrébins produisent, en commun, les bases d'un avenir de paix et de citoyenneté. Mais le seul avenir fiable pour les peuples de la région est la construction commune du Maghreb citoyen. L'initiative du CERM et ses partenaires continue dans des formes nouvelles.

Dans le volume actuel ; nous publions les contributions des chercheurs, écrites en français, ainsi que des comptes rendus des délégations qui ont parcouru l'espace mixte maghrébo-européen.

Dans une prochaine édition nous publierons en arabe les autres communications et d'autres commentaires. Vers la fin de l'année 2018, le CERM publiera le texte de synthèse qui aurait été la base des débats, de la conférence internationale à Marrakech. Une synthèse en cinq langues, portant le titre :

« le conflit du Sahara... une solution maghrébine est possible »

Au-delà des résistances et des blocages, un volontarisme heureux, porté par des potentialités maghrébines déterminées, ne peut qu'ouvrir la voie à l'émergence d'une conscience maghrébine et à une production du commun.

*Pour le **CERM**
Mostafa BOUAZIZ
Casablanca, Septembre 2018*

Première partie

Le Conflit du Sahara
Regards
Croisés



LE CONFLIT DU SAHARA

« Occidental »

ECLAIRAGES



Mostafa BOUAZIZ

Historien/ Cerm-Maroc

Donner un adjectif à Sahara engage déjà le locuteur dans le conflit. Pour la majorité des marocains, le Sahara est Marocain. Pour l'Algérie et le Polisario, le Sahara est la patrie du peuple sahraoui représenté par la République Arabe Sahraouie (RASD). Pour les Nations Unies il s'agit d'un conflit non résolu de la décolonisation du territoire, donc le Sahara en question ne peut avoir comme adjectif qu'**occidental** ce qui est une localisation géographique. Bien entendu le conflit est plus complexe, c'est un produit à la fois de l'histoire coloniale, de la géopolitique au Maghreb, des liens

sociaux dans la région, et des développements politiques depuis l'indépendance des pays de l'Afrique du Nord .

1) La singularité de la colonisation du Maroc est un premier élément dans cette complexité saharienne. Le pays ne fut pas seulement colonisé mais aussi réparti en cinq zones, deux administrées par la France (le Maroc du Centre et du sud et l'actuelle Mauritanie) deux par l'Espagne (le Maroc du Nord et le Sahara occidental) et une classée zone Internationale administrée par un conseil des nations (Tanger et sa région).

2) Le choix du Maroc, lors des négociations pour l'indépendance, de séparer souveraineté et intégrité territoriale, de recouvrer la première immédiatement après la signature de l'acte d'indépendance le 02 Mars 1956, et d'étaler la seconde sur le temps en optant pour une récupération par étapes des territoires occupés (1956, 1958, 1969 et 1976...), constitua la deuxième complication. Les puissances internationales et les forces régionales interprétèrent cette démarche comme un début de renoncement à un « droit historique » surtout après la reconnaissance, par le Maroc, de la Mauritanie comme Etat indépendant.

3) L'interpénétration organique entre l'Armée de libération marocaine (ALM) et le FLN algérien, notamment au niveau des camps d'entraînement (dans l'Oriental marocain), des écoles de formation militaires (Jnan Rhouni à Tétouan), des achats d'armes en Europe, et des négociations communes avec l'Egypte nassérienne, fut le troisième élément de complication. Sous la houlette du héros de la guerre du Rif (1921-1926) Mohamed

Ben Abdelkrim El Khattabi , qui présida à partir du Caire " le Comité de libération du Maghreb", un projet de fusion des armées de libération des pays de l'Afrique du Nord dans une seule armée nommée « Armée de libération du Maghreb Arabe » (ALMA) fut mis en œuvre dans une perspective d'une négociation commune pour l'indépendance des trois pays, en même temps, et la création d'un seul Etat Maghrébin souverain. La *realpolitik* des nationalistes tunisiens et marocains commandait des négociations pays par pays. Comme la France était la puissance colonisatrice des trois pays, et comme elle n'était politiquement prête, avant 1962, qu'à des négociations avec la Tunisie et le Maroc, les réseaux maghrébins de Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi et le FLN algérien rejetèrent la stratégie de négociation pays par pays, parce que son prix politique serait l'« Algérie française ». Pour dissiper cette crainte, les nationalistes marocains et tunisiens décrétèrent la « question algérienne » **question nationale**. Ils s'engagèrent à ce que leur futur Etat indépendant fournira toute l'aide nécessaire au FLN jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Ainsi, le Sultan du Maroc consentit à ce qu'une partie de l'Armée de Libération marocaine se déploie dans le sud du Maroc et œuvre à la libération du Sahara occidental dont nul ne contestait, à l'époque, la marocanité. Concernant le Sahara oriental, dont la province de Touat (considérée par la France comme marocaine jusqu'en 1900), le Roi Mohamed v refusa l'offre française de délimiter définitivement la frontière de ce côté- là de peur d'étouffer la résistance algérienne. En contrepartie, le Gouvernement Provisoire de la République

Algérienne (GPRA) s'engagea dans un protocole signé avec le Maroc, de renégocier le tracé des frontières orientales du Maroc, et de trouver une solution à l'amiable concernant les provinces marocaines du Sahara oriental.

4) Pour des questions de politique intérieure, et de dissensions quant à la stratégie de construction de l'Etat national marocain, le Maroc n'a pas exploité la situation créée sur le terrain par l'Armée de libération marocaine. L'Espagne, épuisée par le harcèlement de l'ALMS, était disposée à négocier en 1959 son retrait du Sahara occidental. Stratégiquement, seul, Ceuta et Mellilia l'intéressaient. Le Maroc ne finira jamais de regretter d'avoir laissé passer une telle opportunité. D'ailleurs, dans cette conjoncture, l'ALMS a été dissoute en 1960 dans des circonstances troubles.

5) La guerre des sables (Octobre 1963) entre le Maroc et l'Algérie indépendante marque la fin de l'entente cordiale entre les deux frères maghrébins. La délimitation pacifique des frontières entre les deux pays laisse la place à l'affrontement armé. Le Maroc s'accroche à un droit historique et l'Algérie se mure derrière le principe africain de ne pas remettre en cause des frontières héritées du colonialisme. Ainsi s'installa entre les protagonistes un dialogue de sourds qui perdure.

6) Après la reconnaissance de la Mauritanie en 1969, le Maroc engage un dialogue avec l'Algérie pour dégeler les relations entre les deux pays et relancer l'idée du grand Maghreb. Une rencontre tripartite à Ifrane (Maroc) amène l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc à signer en 1972 un protocole qui entérina la souveraineté de l'Algérie sur le

Sahara oriental, principe d'une exploitation commune des richesses de la région avec la garantie de l'accès de l'Algérie à la cote atlantique via un couloir aménagé à travers le Sahara occidental. Un compromis qui semblait positif et arrangeait tout le monde excepté les populations frontalières, notamment celles de Figuig.

7) En 1973, les étudiants sahraouis, excédés par les brimades des polices espagnoles au Sahara occidental, manifestèrent au sud du Maroc, et réclamèrent des autorités marocaines une politique sérieuse de récupération du Sahara. Ils furent violemment réprimés par les forces de l'ordre marocaines. La réaction à la répression a été radicale. Un groupe de ces manifestants malmenés décida de mener, tout seul, sa guerre de libération. Il créa le Polisario et fut soutenu d'abord par la Libye de Kadhafi, puis par l'Algérie de Boumedienne qui voyait dans ce nouvel acteur un facteur qui changeait la donne au niveau géopolitique de la région.

8) L'agonie du général Franco ouvrait en Espagne un processus de démocratisation du régime. Les partis nationalistes marocains proposaient au Roi Hassan II d'exploiter cette conjoncture et d'activer la récupération du « Sahara occidental marocain ». Il répondit positivement et fait du Sahara la première préoccupation de la monarchie. Il interpella l'Espagne, les Nations Unies, et permit aux partis nationalistes de mobiliser les Marocains. Ainsi l'affaire saharienne devient populaire.

9) L'Espagne, la Mauritanie et l'Algérie manifestèrent leur hostilité au projet marocain, chacune suivant ses intérêts et sa

propre stratégie. Sur proposition du Maroc, l'ONU accepta de demander à la Cour Internationale de Justice à Lahay un avis consultatif sur la question. Il fut rendu le 16/10/1975. Avis partiellement favorable au Maroc en évoquant des liens d'allégeance entre les sultans du Maroc et les populations du Sahara occidental, car il évoque aussi des liens culturels avec « l'ensemble mauritanien » ce qui est une formule très vague. L'ONU ne trancha pas le problème et n'exclura pas l'option d'« autodétermination » des populations. Le Maroc considéra qu'il était dans son droit et engagea la « Marche verte ». Quant à l'Algérie elle opta pour « l'autodétermination » et soutient avec vigueur le Polisario. Ainsi éclata le conflit qui dure depuis quatre décennies.

10) Dans la foulée de la « Marche Verte », de la mort de Franco, et sur la base du protocole de 1972, le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie, signèrent à Madrid (1975) un accord tripartite par lequel l'Espagne, cède la partie Nord du Sahara occidental (La Saqya El Hamra) au Maroc, et la partie sud (Le Rio de Oro) à la Mauritanie. L'Algérie et le Polisario écartés, engagèrent des opérations armées. La violence s'installa dans la région, et dura plus de 15 ans.

11) En 1979, la Mauritanie, épuisée par le harcèlement du Polisario et les pressions de l'Algérie, se retira de Rio de Oro. Le Maroc et le Polisario, dans une course contre la montre, se disputèrent la récupération de cette province. Il y eut conflit armé et le Maroc eut gain de cause. Les notables de la province prêtèrent allégeance au Roi Hassan II le 14 août 1979. L'Algérie contesta la présence marocaine, parlant d'annexion illégale, et

apporta son soutien actif au Polisario et à la République Arabe Sahraouie créée en Algérie et installée partiellement dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf dans le Sahara oriental.

12) Après un état de guerre épuisant pour toutes les parties, et après des affrontements diplomatiques aux Nations Unies, et à l'OUA, au sein du groupe des Non alignés, et au cœur de la Ligue Arabe, Les Nations unies décrétèrent à partir du 6 septembre 1991, un cessez- le- feu et acceptèrent que l'ONU, trouve une solution politique tout en contrôlant sur le terrain le cessez- le- feu. C'est l'installation de la Minurso au Sahara, et c'est le long processus d'identification et de dénombrement des sahraouis qui a échoué et fait place à des négociations, en vue d'une autre alternative de solution. Dans cette perspective, le Maroc a présenté un plan d'autonomie en 2007. Les différents représentants du Secrétaire général de l'ONU ont échoué à amener les deux parties, le Maroc et le Polisario, à accepter une solution négociée. L'antagonisme demeure. En face de la « souveraineté marocaine » non négociable, le Polisario et l'Algérie avancent « le droit du peuple sahraoui à s'autodéterminer », c'est l'enlissement et l'escalade diplomatique. Entre temps, les populations habitant le Sahara occidental, ou réfugiées à Tindouf dans le Sahara oriental, soulevaient, chacune à l'encontre des autorités en place, des problèmes de gouvernance et de droits humains. C'est là une nouvelle complication du problème. Elle élargit le champ des acteurs et complique davantage la problématique.

13) Depuis quelques années, Le Maroc propose donc une solution politique dans le cadre d'une « régionalisation

élargie ». Selon le plan d'autonomie, les populations du territoire gèreraient démocratiquement les affaires locales dans le cadre de la souveraineté marocaine. La nature de l'autorité locale, ses prérogatives précises, et ses liens avec les autorités centrales de l'Etat marocain seraient l'objet des discussions entre les parties en conflit. A ce jour les négociations organisées par l'ONU, sous les auspices du Conseil de sécurité, n'ont pas avancé d'un iota.

14) - Le conflit a porté et porte atteinte aux intérêts vitaux des peuples de la région maghrébine. Il encourage, par sa longévité, les différents mouvements identitaires en exacerbant les particularismes ethniques, linguistiques, régionalistes et religieux.

15) - Ce conflit hypothèque les chances de développement dans la région en faisant absorber par les politiques militaires et budgétaires des parts importantes des produits intérieurs des Etats de la région. Le cout du « non Maghreb » dépasse l'entendement.

16) Les attentes des populations maghrébines en termes de démocratie, de droits humains, et de développement durable appellent des reformes profondes aux niveaux des structures mentales et culturelles, et aux niveaux de systèmes de gouvernance, et qu'il serait plus productif et durable que ces réformes se fassent en bonne intelligence entre Etats et peuples de la région.

17) Les données du monde actuel, notamment la globalisation de l'économie internationale et la mondialisation des systèmes d'échanges et de communication, ne permettent à des acteurs

d'accéder au rang de partenaire actif que s'ils atteignent une « masse critique » capable d'agir significativement sur la scène internationale .De ce fait l'édification du Maghreb et l'organisation du monde méditerranéen sont des impératifs stratégiques.

18) La paix dans le monde est menacée par différentes zones de conflits. Celle du Sahara, en dépit des violences qu'elle secrète, peut encore être engagée dans un processus de règlement pacifique équitable, qui ouvrirait la voie à des coopérations positives, et qui donnerait sens aux trois grands vœux « le Maroc est l'Avenir de l'Algérie » « l'Algérie est l'Avenir du Maroc » et « Le Maghreb est l'Avenir aussi bien de l'Europe que de l'Afrique subsaharienne »



LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL UNE APPROCHE HISTORIQUE



Otmane MANSOURI

Historien. Président de l'A.M.R.H/ Maroc

Multiples et diverses ont été les angles d'analyse du conflit du Sahara occidental qui perdure depuis des décennies affectant le présent et le devenir de générations de maghrébins du conflit.

Il est remarquable de noter que l'approche historique a été marginalisée, alors qu'elle est la plus indiquée pour chercher les origines du conflit et ses véritables enjeux, loin des positions, des intérêts et des conjonctures locales, régionales et internationales et des calculs politiques des uns et des autres..

Le conflit du Sahara Occidental pèse sur nous depuis des décennies affectant négativement des générations de maghrébins, qui ont vu s'éloigner l'aspiration à un Grand Maghreb.

Nos pays ont perdu un temps précieux et sont aujourd'hui aux derniers rangs dans tous les indices relatifs au développement humain et au progrès.

Le retour à l'histoire est donc, primordial, pour comprendre les complications de la situation actuelle et les perspectives possibles de sa résolution d'une manière bénéfique pour les populations de la région maghrébine.

Jusqu'à l'occupation ottomane, le Maghreb était une entité unique, certes mouvante, sujette comme toute l'Afrique du Nord et le Moyen Orient à des divisions, amputations, des élargissements, liés aux vicissitudes des luttes entre les différentes dynasties, les sous-dynasties, les chefferies militaires ou religieuses...ne reconnaissant ni frontières, ni Etats-Nations, ni les Pays (au sens moderne).

Le Maroc actuel était un Maghreb extrême (Aqsa), l'Algérie actuelle, un Maghreb central et la Tunisie actuelle, ex-Ifriqiya, un Maghreb proche de l'Orient arabo-musulman.

Paradoxalement, l'appellation qui nous lie à Marrakech est commune à l'Europe coloniale et à la renaissance arabo-orientale.

Avant et après « l'indépendance » officiellement et en dialectal, les mgharbas appellent toujours leurs pays le Maghreb : Al Maghrib.

Aux origines du conflit

Le problème trouve sa genèse avec l'occupation de l'Algérie par la France en 1830 qui a détruit, irréversiblement, les structures anciennes du Maghreb et mis en place un système étranger avec ses propres lois différentes de celles qui prévalaient avant.

L'occupant français a entrepris dès son avènement à élargir le territoire « français » en Algérie même, pis a entrepris de s'étendre aux dépens des contrées voisines avec des frontières préétablies qui ne seront pas modifiées par l'établissement des protectorats en Tunisie et au Maroc, avec donc une présence provisoire au contraire de l'Algérie, considéré comme un territoire français.

Le Maroc à ce moment là va être la victime de l'assaut de La France et les puissances européennes coloniales qui ont mis à profit la défaite marocaine à Isly, en punition de leur soutien à l'émir Abdelkader, puis l'assaut naval contre Tanger en 1844, puis de la « guerre » de Tétouan en 1869, pour imposer la partition de la partie occidentale et saharienne du Maghreb à une partition en zones d'administration française (Mauritanie actuelle, et Maroc central et oriental (entre Arbaoua au Nord et Sidi Ifni au Sud), espagnole sur la partie saharienne du nord de la Mauritanie (Saqia El Hamra, Oued Eddahab, Tarfaya, Sidi Ifni) et les enclaves et les présides du Nord méditerranéen et internationale sur Tanger.

A la suite de ces interventions-invasions, ont été établis au Maghreb et dans la région, des entités étrangères aux structures naturelles, démographiques et aux liens historiques qui ont existé depuis des siècles.

Ces entités politiques étaient, tout simplement, le fruit de la répartition des intérêts entre les puissances coloniales avec le dessin de frontières au cordeau pour le Sahara.

Les Indépendances et les problèmes des frontières héritées du colonialisme

La Tunisie et le Maroc ayant acquis leurs indépendances formelles avant l'Algérie, la France a conservé les territoires annexés auparavant à l'Algérie et les frontières établies,

d'autant plus, que le Maroc a refusé toute négociation sur les frontières avant l'indépendance de l'Algérie.

L'Algérie indépendante a, de son côté, considéré que tous les territoires hérités du colonialisme sont algériens, et a défendu dans les organisations internationales le principe de l'inviolabilité des frontières laissées par le colonialisme

De son côté, le Maroc a considéré cette position comme un reniement des engagements du Gouvernement Provisoire Algérien, estimant nécessaire de revenir à la situation précoloniale, surtout que certains territoires de l'est marocain ont été annexés après l'indépendance du Maroc.

Ces divergences ont conduit à l'exacerbation du litige et au déclenchement de la guerre des sables en 1963, qui s'est terminée sans que les causes des conflits soient levées.

Cet imbroglio historique est intervenu dans une conjoncture historique particulière marquée par :

La consécration de l'inviolabilité des frontières issues du colonialisme ;

Le « réalisme » marocain privilégiant une émancipation de jure, même amputée de facto ;

Le choix officiel d'accepter une émancipation par étapes ;

L'accord marocain avec la Résistance Algérienne de reporter toute négociation territoriale concernant les frontières à l'instauration de l'Algérie indépendante ;

La rupture brutale de la guerre des sables de 1963.

Il faut dire que le Maroc n'a cessé, d'une manière plus ou moins formelle, à œuvrer pour la récupération de ses territoires usurpés, notamment, ceux du Sud. Il a ainsi demandé l'intervention de l'Organisation des Nations Unies, pour libérer et récupérer le Sahara et Sidi Ifni et pu reprendre Tarfaya et Sidi Ifni, jusqu'au recouvrement officiel du Sahara au grand dam de l'Algérie, qui a fait du conflit du Sahara un axe premier de son action diplomatique.

L'histoire montre l'absence de volonté politique de trouver une solution au conflit du Sahara Occidental malgré l'implication de l'ONU. Le référendum décidé en 1992 n'a pu être organisé faute d'accord sur les listes des personnes à consulter et leurs identités, et des populations pouvant y participer. Ensuite, ni les négociations entre les protagonistes, ni le projet d'autonomie n'ont pu aboutir.

Comment l'approche historique peut-elle faire sortir le dossier de l'impasse actuelle ?

Il est clair qu'un conflit qui a duré plusieurs décennies ne peut être réglé rapidement et aisément. Il faut du temps pour explorer les solutions possibles et se libérer progressivement des séquelles du passé. Il est nécessaire également qu'il y ait une volonté politique commune de clore le différend et régler le conflit. Cette volonté permettra de construire la confiance et la recherche commune d'un horizon plus large qui donne la priorité à l'action commune libérée de tout chauvinisme pour construire le grand Maghreb commun.

Dans cette optique, l'histoire de la région et celle de l'humanité peut mettre en lumière un autre horizon :

1-S'inspirer du passé

Avant la colonisation européenne, l'espace maghrébin était ouvert à la circulation et la résidence des maghrébins qui avaient les mêmes origines, la même langue, les mêmes croyances religieuses et la même histoire, qu'ils ont construit ensemble, l'épanouissement de la civilisation arabo-andalouse, les victoires communes (Zellaqa, les Trois Rois..), les épopées

de **l'émir Abdelkader, d'Omar El Mokhtar, et d'Abdelkrim El Khattabi**, la lutte contre le colonialisme...

Histoire commune que les maghrébins ont construite ensemble dans la solidarité et la pleine conscience d'appartenir au même avenir commun.

En effet, l'édification d'un grand Maghreb unifié a été une espérance portée par beaucoup de dirigeants politiques, de résistants et de simples citoyens depuis le déclenchement de la résistance au colonialisme.

Même cette lutte a toujours eu une dimension maghrébine avec la constitution des premiers noyaux maghrébins en France et en Egypte et l'écho des luttes entreprises dans chacun des trois pays : Tunisie, Algérie et Maroc en particulier.

Rappelons-nous l'écho considérable de l'assassinat de **Ferhat Hachad**, l'action au Caire **d'Abdelkrim El Khattabi**, les zones de repli marocaines du Front de Libération Nationale...

Les maghrébins se prêtaient volontiers au jeu du recensement de ce que le Maghreb allait pouvoir tirer de la complémentarité entre ses composantes, grâce à l'histoire commune, à la culture commune, aux croyances communes, aux langues communes et à la lutte commune pour l'émancipation.

Cette intégration maghrébine a été perçue comme une menace pour la pérennité des intérêts coloniaux (notamment français) même après les indépendances.

Aussi, les puissances coloniales ont-elles anticipé pour piéger et prévenir tout progrès dans le sens d'une intégration maghrébine, puissamment aidées par le « pragmatisme » qui a prévalu chez le Mouvement de Bourguiba et chez le Mouvement National marocain et le Palais Chérifien qui dès 1955 a permis la remise en selle d'affidés du colonialisme.

2-Comparer avec des situations historiques similaires

○ L'exemple de l'Union Européenne

Généralement, les maghrébins comparent la situation de l'Union européenne où des pays que plein de choses séparent, s'unissent pour occuper une place éminente dans le monde avec celle qui prévaut dans nos cinq pays pourtant liés par les langues, les croyances, l'histoire, les traditions et les origines.

Mais la comparaison doit remonter à l'histoire des conflits intereuropéens, notamment les deux guerres mondiales qui ont laissé des séquelles profondes sur les populations européennes : des dizaines de millions de victimes et des destructions inimaginables.

Pourtant ces traumatismes ont donné naissance à l'unification, la coopération, la construction européenne, l'abolition des frontières à la circulation des personnes, des biens et des capitaux.

Nous aussi, maghrébins, devons-nous transformer les frontières entre nos Etat, en autant de ponts pour la coopération, l'ouverture, la création des richesses, des emplois, le développement des infrastructures.

Nous aussi, devons-nous apprendre à penser maghrébin et à construire et défendre notre rang dans le monde.

○ Les dangers de l'escalade et le risque de guerre

La guerre est la pire des options pour le Maghreb. Regardons les destructions en Irak, En Syrie, au Yémen et dans notre voisinage immédiat en Lybie, pour le plus grand bénéfice des grandes puissances, marchandes d'armes, et de leurs entreprises qui profitent après des marchés de reconstruction, sans oublier les dettes et la dépendance. Pour en arriver à la négociation qui était beaucoup plus utile, plus éthique et plus raisonnable avant la guerre.

Un Maghreb uni ne peut être construit sur les ruines d'une guerre fratricide, ni aux dépens d'une de ses parties.

Aussi la coordination, la concertation, la vision globale coopérative sont à même de renforcer le Maghreb face aux défis qui le menacent.

○ **La nécessité de dépasser le cadre où le colonialisme a enfermé le Maghreb**

A l'instar des autres pays arabes, nos pays maghrébins sont restés prisonniers du carcan où nous a mis le colonialisme.

Dans l'Orient arabe, les accords de Sykes et Picot ont créé de toutes pièces, des entités étatiques, sans obéir à aucune logique et tracé des frontières sans aucune considération pour les réalités humaines, géographiques, historiques et économiques. Le Maghreb, lui, a été divisé en espaces, en Etats séparés par des frontières, des drapeaux et des dénominations pour exacerber les appartenances étriquées aux dépens, de l'appartenance commune.

Les particularités ont été mises en avant pour accentuer les différends, les litiges réels ou supposés et les conflits afin de nous détourner de l'essentiel :

- réussir la réappropriation collective de cet espace maghrébin qui est le nôtre en commun ;

- amorcer notre nécessaire émancipation de la vision étriquée de nous-mêmes et du monde, où nous a confiné le colonialisme et ;

- coopérer ensemble pour construire ce grand Maghreb auquel aspirent les populations de la région.

Ceci nous impose de nous libérer de notre perception égocentrique auto satisfaite et accepter de nous regarder tels que nous sommes réellement avec nos faiblesses et notre sous-développement. Qu'on se le dise, nos cinq pays pèsent très peu dans le concert des nations, aujourd'hui, moins que des pays, plus

petits géographiquement et démographiquement, moins pourvus en ressources naturelles, mais qui, cependant, nous dépassent et de loin en termes de développement et en progrès économiques, scientifiques et techniques.

Nous devrions nous rendre compte que nous avons perdu plus d'un demi-siècle et que nous continuons à en perdre, permettant à davantage de nations d'Europe, d'Amérique et d'Asie d'avancer et de se développer.

Nous, nous restons au bord du chemin à les regarder nous distancer dans la prise en main de leurs difficultés et des attentes de leurs populations et tenter de se libérer, autant que faire cela se peut, des aléas des cours des matières premières, de la météorologie, de la démographie ou des nouvelles menaces planétaires, écologiques, scientifiques, stratégiques, sécuritaires....

Sachons que même si nous prenons nos responsabilités pour, tout de suite, mettre le Grand Maghreb sur les bons rails et la bonne direction, des décennies sont nécessaires pour rattraper notre retard, en fait, nos retards !

Si au contraire, nous continuons à tourner le dos à nos responsabilités communes, à nous-mêmes et au sens de l'histoire, il n'y aura, peut-être plus d'espoir, ni pour l'espérance maghrébine, ni pour nos pays et populations, prises, chaque pays et chaque population, séparément.

Quelles conclusions tirer de cette approche inspirée des leçons de l'histoire ?

Rappeler les faits historiques n'a pas pour objectif de pratiquer l'auto flagellation, ni d'établir les responsabilités de telle ou telle partie !

Le véritable objectif est de nous inspirer des leçons de notre histoire et de celle des autres peuples, pour adopter une vision qui serve les aspirations et les intérêts des peuples maghrébins et pour éclairer les choix des étapes à suivre pour rattraper ce qui peut l'être, avant qu'il ne soit trop tard !

Pour ce, il nous paraît nécessaire de :

- Nous affranchir du legs colonial et adopter une démarche nouvelle planifiée et coordonnée en commun pour servir les intérêts des Etats du Maghreb.
- Considérer les frontières comme autant d'opportunités de coopération et de développement et non des barrières sécuritaires et militaires et les transformer en foyers d'investissement et de captation de projets communs.
- Se focaliser sur ce qui réunit et non ce qui sépare et construire la confiance pour l'investissement commun en commençant par les domaines dans lesquels il n'existe aucun différend, et qui ne demandent pas de grosses dépenses en temps et en effort, pour réhabiliter l'espace maghrébin et le valoriser chez les maghrébins et dans le concert des nations.
- Répartir l'investissement dans l'espace maghrébin et le diversifier en donnant la priorité aux infrastructures et à la communication, pour désenclaver les régions marginalisées, relier les pays du Maghreb et permettre aux maghrébins de circuler dans cet espace sans entraves, faciliter la circulation des marchandises et des capitaux, développer le tourisme intérieur et équiper le grand Sahara pour qu'il joue un rôle premier dans la connexion des pays maghrébins avec l'Afrique subsaharienne et développer la coopération économique avec elle.
- Multiplier et diversifier les opportunités de coopération bénéfique et constructive dans les domaines de la culture, des arts, des sports et de la communication, encourager la recherche scientifique et mutualiser les efforts dans les domaines de

l'enseignement, de la santé et du développement des ressources humaines.

○ Donner l'importance nécessaire à de véritables maux souvent sous-évalués, quoiqu'ils touchent à la dignité du citoyen maghrébin et notamment, la pauvreté, la précarité, l'analphabétisme, le chômage, et la situation sanitaire, sans oublier la justice, l'équité et l'égalité des chances.

Autant de maux qui entravent tout véritable développement et pour lesquels, la mutualisation des efforts, la coopération et le partage des expériences sont nécessaires.

Si nous privilégions une telle approche, le conflit du Sahara n'aura plus de sens et reviendra à son statut de problème secondaire.

Le vrai enjeu sera alors de savoir comment faire du grand Sahara un pont pour bâtir une véritable coopérative intermaghrébine d'abord, puis entre le Maghreb et d'autres pays d'Afrique, ainsi qu'avec l'Europe, l'Orient et le reste du monde.

Texte traduit de la langue arabe par :
Mustapha Meftah



LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

AU MAGHREB, A L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE ET AUX NATIONS UNIES



Abdelmajid BELGHZAL

*Activiste au sein de la société civile/
Spécialiste des questions du Sahara*

Le problème du Sahara Occidental a connu plusieurs péripéties sur les plans international et régional, au sein de l'Organisation des Nations Unies, des pays du voisinage ou de l'Organisation de l'Union Africaine, devenue ensuite, l'Union Africaine.

Le traitement du problème du Sahara Occidental par les pays maghrébins

Malgré leurs divergences sur le sujet, l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc ont tenté de réagir ensemble aux manœuvres espagnoles visant à organiser un référendum dans le Sahara.

Les dirigeants des trois pays ont tenu trois sommets pour mettre en œuvre une action diplomatique commune pour libérer le Sahara.

Le premier sommet s'est tenu le 14 septembre 1970 à Nouadhibou en Mauritanie au cours duquel, les parties ont étudié la situation au Sahara et convenu de renforcer leur coopération pour accélérer la libération de la région du joug colonial conformément aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies, et pour ce faire, ont mis en place un comité tripartite de coordination chargé du suivi des développements concernant l'émancipation de ces territoires sur les plans politique et diplomatique.

Ce comité s'est réuni du 4 au 6 janvier 1972 à Alger. Les participants se sont félicités du développement positif de leurs relations et réaffirmé leur volonté commune de coopérer pour régler le problème du Sahara.

Le Comité s'est ensuite réuni, une seconde fois les 8 et 9 mai 1973 en Mauritanie et exprimé dans le communiqué final leur profonde préoccupation face au comportement du gouvernement espagnol et ses visées au Sahara.

Un sommet s'est ensuite réuni à Agadir au Maroc les 23 et 24 juillet 1974, clôturé par un communiqué commun précisant que les trois parties ont axé leur intérêt aux développements du problème du Sahara qui subit le joug colonial espagnol.

Les participants réaffirment leur attachement au principe d'autodétermination et son application dans un cadre permettant aux habitants du Sahara d'exprimer leur avis en toute liberté conformément aux résolutions des Nations Unies. Le communiqué a en outre, affirmé la détermination des parties à approfondir leurs relations mutuelles et mettre en œuvre une politique africaine commune.

Ce fut la dernière velléité de convergence entre les trois pays.

Le conflit aux Nations Unies

ONU, premier acte : les années 1960 : décolonisation et autodétermination

En 1961, l'ONU a mis le problème du Sahara dans le cadre du Chapitre XI, considérant le territoire comme ne bénéficiant pas de l'autonomie.

A partir de 1963, il est devenu parmi les sujets récurrents de la problématique de la décolonisation de la région.

La première résolution de l'Assemblée Générale en date du 16 décembre 1963 sous le numéro 2072 demandait à l'Espagne, puissance administratrice, de prendre rapidement, les mesures nécessaires pour la libération des territoires d'Ifni et du Sahara de la domination coloniale et d'ouvrir les négociations en vue de régler le problème de souveraineté relatives à ces deux territoires.

Deux remarques sur cette résolution :

- Elle a lié le sort du Sahara avec celui d'Ifni et ce en dépit de l'opposition de l'Algérie et de la Mauritanie qui ont appelé à dissocier les deux territoires.
- Elle a appelé l'Espagne à ouvrir des négociations et non de consulter les habitants par la procédure de l'autodétermination. Quoique la résolution n'ait pas déterminé le pays avec qui l'Espagne doit négocier, les documents de l'ONU parlent du Maroc. D'ailleurs, l'Espagne avait informé l'ONU être entré en négociations avec le Maroc. Mais ces négociations n'ont abouti que pour Ifni.

Une deuxième résolution adoptée sous le numéro 2229 le 20 décembre 1966 a pris une autre direction avec 4 principales dispositions :

1-L'Assemblée Générale confirme la résolution 2072 et prend acte la décision de la puissance administratrice (l'Espagne) d'appliquer pleinement les dispositions de ladite résolution.

2-L'Assemblée Générale affirme le droit des populations d'Ifni et du Sahara à l'autodétermination conformément à la résolution 1514. La résolution ajoute cependant concernant Ifni, sa demande à l'Espagne pour qu'elle prenne immédiatement les mesures nécessaires pour activer la libération du territoire et de fixer avec le Gouvernement marocain, en prenant en considération les souhaits de la population, la procédure de dévolution des prérogatives.

En ce qui concerne le Sahara, l'Assemblée Générale demande à l'Espagne de définir dans les meilleurs délais possibles, conformément aux souhaits des populations autochtones du Sahara espagnol, et après consultation des gouvernements mauritanien et marocain et toute autre partie intéressée, la procédure d'organisation d'un référendum, permettant aux populations du territoire d'exercer librement leur droit à l'autodétermination...

Notons que les gouvernements marocain et mauritanien ont accepté devant l'Assemblée Générale le référendum.

3-L'Espagne, le Maroc et la Mauritanie ont rejeté l'implication de toute partie intéressée.

4-La résolution ne parle pas d'indépendance du Sahara.

La Saisie de la Cour Internationale de Justice

Afin de contrecarrer l'action espagnole essayant jusqu'en 1974 à organiser un référendum refusé par le Maroc ; ce dernier a fait adopter par l'Assemblée Générale de l'ONU, la résolution N°3292 demandant à la Cour Internationale de Justice de répondre à deux questions :

Le Sahara Occidental était-il terra nullus ?

En cas de réponse négative, quelles ont été les relations légales qui liaient ce territoire au Maroc et avec l'ensemble mauritanien ?

La Cour Internationale de Justice a émis son avis dans lequel elle contestait que le territoire était terra nullus avant la colonisation espagnole, avançant l'existence de liens légaux d'allégeance de certaines tribus du Sahara avec les sultans du Maroc, sans que ces liens puissent traduire une souveraineté marocaine, avançant également l'existence de rapports territoriaux entre le Sahara et l'ensemble socio-culturel mauritanien et recommandait l'autodétermination des populations du territoire.

Cet avis ambigu confortait toutes les parties sans faire avancer la solution du conflit.

La Marche Verte

Suite à cet avis de la Cour Internationale de Justice, le Maroc a organisé la Marche Verte pour récupérer le Sahara le 6 novembre 1975 et malgré la résolution N°380 du Conseil de Sécurité de l'ONU demandant au Maroc de retirer immédiatement tous les participants à la marche des territoires du Sahara occidental.

Le Maroc a annoncé le 9 novembre 1975, l'arrêt de la Marche après l'ouverture des négociations tripartites devant aboutir au traité de Madrid entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie.

Le Traité de Madrid et l'ONU

Le 14 novembre 1975, fut annoncée la conclusion du traité de Madrid, mettant fin aux responsabilités et pouvoirs espagnols au Sahara et mettant en place une administration tripartite provisoire pour gérer les affaires du Sahara jusqu'à ce que le Conseil de la Jamâa Sahraouie décide du sort des territoires.

Les parties se sont engagées à respecter la décision de la Jamâa et fixer la date du retrait espagnol du Sahara au 28 février 1976.

L'Algérie s'est immédiatement opposée au Traité.

L'Assemblée Générale de l'ONU, quant à elle, a pris le 20 décembre 1975 deux résolutions contradictoires :

La première résolution N° 3485A, affirmant l'attachement de l'Assemblée Générale au principe de l'autodétermination et son intérêt à voir ce principe appliqué par les habitants du Sahara Occidental selon des modalités leur garantissant la libre expression de leur volonté, conformément aux résolutions des Nations Unies.

La seconde résolution N°3485B, stipulant que l'Assemblée Générale a pris acte de l'Accord de Madrid et demandé à l'Administration provisoire de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir aux habitants du Sahara, originaires du territoire d'exercer l'autodétermination à travers des consultations libres avec le concours d'un représentant de l'ONU désigné par le Secrétaire Général de l'Organisation.

La Mauritanie et le Maroc ont insisté pour que le représentant de l'ONU ait la qualité d'observateur, ce qu'a refusé le Secrétaire Général, vouant à l'échec l'application de la résolution.

ONU, deuxième acte :la parenthèse africaine(1976-1983)

Se basant sur la décision des dirigeants africains d'organiser un sommet dédié à l'affaire du Sahara, la résolution n° 33/45 prise par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1976, décide de reporter l'examen de la question du Sahara à la trente-deuxième session de l'Assemblée Générale, demandant au Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), d'informer le

Secrétaire Général de l'ONU des développements que connaîtra la question.

En 1978, l'Assemblée Générale de l'ONU adoptera deux résolutions divergentes :

La première N° 33/31 A : réaffirme le droit imprescriptible des habitants du Sahara à l'autodétermination et à l'indépendance et la responsabilité des Nations Unies dans son exercice, demandant à la 4^{ème} Commission (de la décolonisation) de continuer à suivre l'affaire avec l'espoir que l'OUA puisse trouver une solution;

La seconde N° 33/31 B, stipule que l'Assemblée Générale a pris acte de la décision du Conseil des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA de mettre en place un comité spécial des chefs d'Etat et exprimé sa certitude que le comité spécial examinera tous les documents afférents à l'affaire pour préparer un sommet extraordinaire de l'OUA sur le sujet.

l'OUA a pris le 12 juin 1983 une résolution AGH/104 demandant des négociations directes entre les parties en conflit pour mettre fin aux opérations militaires et mettre en place les conditions nécessaires au référendum.

La reconnaissance de la République Arabe Sahraouie par l'OUA et le retrait marocain de l'Organisation allait faire revenir le conflit au sein des Nations Unies.

ONU, troisième acte : référendum et recensements....

Le Secrétaire Général des Nations Unies Javier Pérez de Cuéllar a réussi à travers sa médiation de 1985 à 1991, à faire conclure un accord entre les parties visant d'une part un cessez-le-feu et d'autre part la création d'une mission onusienne pour l'encadrement du référendum (MINURSO).

Le processus du référendum était en effet voué à l'échec depuis le début. Ainsi, la Commission d'enquête des Nations Unies qui a visité la région en 1975, a mis en évidence les difficultés

d'organiser un référendum dans le territoire et ce pour quatre raisons essentielles :

La difficulté de distinguer entre les populations sahraouies et celles des régions voisines au Maroc et en Mauritanie

Le caractère incomplet du recensement espagnol.

L'octroi par l'Espagne de cartes de séjour à de nombreux étrangers.

L'existence d'un grand nombre de réfugiés sahraouis au Maroc, en Algérie et en Mauritanie et les divergences quant à leur recensement dans les pays voisins et l'indétermination de leur nombre.

Signalons que plusieurs résolutions de l'Assemblée Générale des nations Unies ont demandé à l'Espagne depuis 1966 de permettre le retour de tous les réfugiés sahraouis, ce qui a permis au Maroc de présenter les listes des sahraouis résidant au Maroc.

Le Secrétaire Général a à son tour mis l'accent dans son rapport au Conseil de Sécurité en 1999 sur la difficulté de réalisation du processus d'identification avant 2002.

Cette même préoccupation a été partagée par l'Ex- Secrétaire Général Boutros GHALI qui était persuadé que le référendum ne pourrait avoir lieu que si les parties étaient convaincues de l'importance d'un choix d'une solution politique au conflit.

A cet effet, le Maroc a présenté une liste comportant environ 181000 candidats, tandis que le Polisario a présenté 39000 candidats et la MINURSO 1000 candidat mauritanien.

Cependant les parties ne partageaient pas la même vision du référendum. Ainsi, le Polisario le considérait comme une voie vers l'indépendance tandis que le Maroc y voyait une confirmation de la souveraineté marocaine.

Le Conseil de Sécurité a fini par demander au Secrétaire Général dans sa résolution n° 1048 en 1996 de proposer une démarche alternative si aucun progrès n'est réalisé.

ONU, quatrième acte : la période Baker

Face à l'enlisement du conflit, le Secrétaire Général Kofi Annan nomme un représentant spécial, M. James Baker qui s'est

retrouvé devant les positions tranchées des parties : le POLISARIO appuyé par l'Algérie, ne voulait rien de moins qu'un processus d'autodétermination, le Maroc proposait l'autonomie sous souveraineté marocaine.

En 2000, M. Baker a proposé un premier projet octroyant l'autonomie au Sahara occidental. Le projet fut accepté par le Maroc et rejeté par le Polisario et l'Algérie qui a avancé l'idée d'une partition du territoire entre les parties du conflit. Idée rejetée par le Maroc.

Suite à cet échec, M. Baker a présenté un deuxième plan, préconisant un régime d'autonomie par les habitants du territoire pendant 5 ans, suivi d'un référendum pour choisir soit l'indépendance, soit l'intégration au Maroc, soit l'autonomie.

ONU, cinquième acte : la période Christofer Ross

Face aux échecs des tentatives onusiennes et à l'enlisement, le Conseil de Sécurité et le Secrétaire Général de l'ONU tentent de pousser les parties à arriver à une solution politique juste et acceptable, prenant à la fois acte des difficultés insurmontables de la voie référendaire et de la proposition marocaine d'autonomie.

Malgré les résolutions, les contacts et les pressions, malgré l'alternance de périodes de détente et de tension avec le représentant du Secrétaire Général de l'ONU, le conflit ne parait pas sur la voie du règlement.

*Traduit de la langue arabe par :
Mustapha MEFTAH*



ENJEUX ET DEFIS DE L'INTEGRATION MAGHREBINE



Aissa Kadri

*Sociologue(Algérie)/ Directeur de l'Institut
« Maghreb-Europe »*

La mondialisation globalisante avec ses crises jette une lumière crue sur la forte dépendance de nos pays et l'ampleur de nos faiblesses et de notre sous-développement et la persistance des freins qui continuent d'entraver tout processus d'intégration maghrébine qui aurait pu mettre nos pays et la région dans un processus vertueux de développement économique, social, technique et scientifique.

Or, la réalité et la pertinence du Maghreb ont de très fortes racines historiques, expriment de fortes complémentarités



« Sahara Marocain La Position Nationale révolutionnaire »

Première édition, Juillet 2016.

régionales évidentes occultées par des oppositions politiques entretenues depuis trente ans qui entravent une insertion proactive, compétitive et bénéfique à l'économie mondiale, notamment en construisant un partenariat maghrébin avec l'Afrique Sub-Saharienne et euro-méditerranéen novateur plus solidaire.

Pourtant, bien des initiatives d'intégration maghrébine ont vu le jour

La première expérience d'intégration économique maghrébine est née au cours de deux conférences des ministres de l'Economie du Maghreb, la première le 26 septembre 1964 et la seconde le 26 novembre de la même année à Tanger.

Ces deux conférences ont abouti à la création du Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM) « chargé d'étudier l'ensemble des problèmes afférents à la coopération économiques dans le Maghrebi ».

En 1967 le CPCM préconise d'engager les pays maghrébins sur 5 ans dans un processus de réductions des droits de douane, d'assurer la libre circulation de certains produits et la création d'une Banque maghrébine d'intégration pour financer les projets d'intérêt commun et favoriser cette industrialisation simultanée et équitable.

Cette première entreprise n'a vu ni ses objectifs de développement du commerce, ni la diminution des dépendances réalisés.

La deuxième grande entreprise l'Union du Maghreb Arabe avait été fondée le 17 février 1989 à l'initiative des chefs d'Etat

d'Algérie, du Maroc, de la Tunisie, de la Libye et de la Mauritanie pour :

la consolidation des « rapports de fraternité qui lient les Etats membres et leurs peuples »,

la « réalisation de la libre circulation des personnes, des services, des marchandises et des capitaux

une politique commune pour le développement industriel, agricole, commercial et social des Etats membres.

Malgré les potentialités très importantes de cette union, le constat est clair : l'U.M.A est un échec, malgré les atouts et les facteurs de l'histoire, de l'économie, de la démographie et de la géographie :

L'analyse des données macro-économiques révèlent une distorsion structurelle du commerce intra-maghrébin qui enregistre les niveaux les plus bas au monde comparativement aux autres groupes économiques : moins de 3 %.

Le PIB de l'ensemble des pays du Maghreb est de seulement 0,54 % du PIB mondial.

Le poids cumulé des échanges de PM dans le commerce mondial se situe à 0,6 % des exportations ou des importations mondiales.

La défaillance des mécanismes maghrébins de coordination des politiques économiques et une insertion exclusivement verticale à l'espace européen font que les relations intermaghrébines se réduisent à une somme de relations bilatérales, parfois contradictoires, rarement complémentaires. En effet, « pour accroître leur potentiel d'attractivité des investissements étrangers, les pays se livrent le plus souvent à une concurrence excessive qui entraîne une surenchère fiscale, et un désarmement des politiques publiques. Ensuite, les complémentarités économiques sont neutralisées, chaque pays optant pour des positionnements sectoriels identiques ce qui provoque une

dispersion des ressources productives et affaiblit le potentiel d'économies d'échelle.

Un bloc régional permet d'attirer les investissements en leur offrant un marché plus vaste. Faire venir des investisseurs en Tunisie ne se justifie que si, à partir de cette base, ils peuvent ensuite exporter vers la Libye, l'Algérie... Or, Faute d'ouverture sur ses voisins, chaque pays d'Afrique du Nord perdait 2 à 3 % de points de taux de croissance par an.

Compte tenu des défis occasionnés par les échéances charnières auxquelles les économies maghrébines devraient faire face, le coût du non-Maghreb peut s'avérer insoutenable pour les économies de la région.

Or, tous les obstacles à la réalisation de l'intégration maghrébine reflètent une déconstruction invisible du Maghreb par les décideurs politiques.

Il est temps de sortir du « souverainisme » pour plaider pour un autre Maghreb uni, pluriel et démocratique, s'appuyant sur la société civile et les nouvelles générations, pour dénoncer l'incapacité des pouvoirs en place à répondre aux aspirations légitimes des peuples.

Comment relancer l'UMA ? Quelles nouvelles alternatives à l'UMA ?

Il s'agit donc de sortir de l'immobilisme en recréant le lien entre tous les démocrates du Maghreb.

Il ressort un besoin de rétablir la confiance, libérer toutes les énergies sur le plan institutionnel et politique, celui des politiques sociales, le terrain éducatif et culturel et recréer un horizon social pour la jeunesse de l'ensemble des pays maghrébins.

L'intégration du Maghreb est un impératif stratégique. Elle passe par une refondation des relations entre l'Algérie et le Maroc, comme cela s'est passé entre la France et l'Allemagne en 1963, avec l'apurement des contentieux hérités du passé et le partage d'une vision commune tournée vers l'avenir.

Elle passe par des réformes institutionnelles de fond dont certaines ont démarré sur les plans nationaux (réformes constitutionnelles, participation plus large des sociétés civiles, régionalisation, plus grande place aux femmes, reconnaissance des droits des minorités etc...

Sur le plan institutionnel, la relance de l'intégration pourrait passer par la formation d'un Comité des Sages associant tous les concernés chargé de dresser un inventaire des obstacles qui se dressent devant l'intégration et de formuler un nouvel agenda stratégique et opérationnel pour l'UMA.

En parallèle, le Conseil consultatif de l'UMA pourrait être transformé en véritable Parlement des peuples du Maghreb avec un droit de regard et de co-décision.

Un conseil des régions et de la diversité culturelle pourrait également être mis sur pied, pour associer l'ensemble des composantes socio-culturelles du Maghreb.

Le Maghreb a plus que jamais besoin d'hommes et de femmes visionnaires pour montrer la voie vers l'union l'intégration avec de nouvelles façons de se retrouver.

La carence la plus grave à ce niveau est celle de l'absence de projet mobilisateur de la société, qui est pour beaucoup dans la

percée des mouvements radicaux qui proposent des alternatives suicidaires qui séduisent de larges masses laissées pour compte. La violence qui en a souvent découlé, de façon plus ou moins intense a été instrumentalisée pour renforcer le sécuritaire autour de l'idée de barrage contre l'islamisme..

Une autre prise de conscience est en train également de se faire, celle qui concerne une meilleure prise en compte des aspirations des peuples de la région, des aspirations des sociétés civiles qui se sont considérablement transformées aussi bien du point de vue démographique que social ou celui des pratiques et des représentations.

Le rôle et la volonté des parlementaires et des militants maghrébins de la société civile peuvent enclencher une dynamique autour de ce projet d'union maghrébine. Cela est possible en se dotant d'un projet démocratique ambitieux et fédérateur.

La réalisation de cette union maghrébine se heurte à plusieurs obstacles essentiellement politiques auxquels il est important de réfléchir pour les contourner à court terme, et essayer d'avancer dans la reconstruction d'un Maghreb uni, pluriel, démocratique en procédant par étapes sur une base de compromis.

Mais la construction d'un tel Maghreb est une entreprise multidimensionnelle qui ne saurait être analysée avec les seuls outils « politico-idéologiques » d'avant les printemps maghrébins. L'approche pratique de la perception de l'intérêt général par les classes dirigeantes a révélé un déni des réalités régionales.

Pour mieux cerner les divergences et convergences entre les projets d'intégration ou d'immobilisme, il est indispensable de s'appuyer sur d'autre méthode et plus particulièrement celle qui relève de la dialectique : déconstruction-reconstruction.

***L'intégration du Maghreb
à la lumière des nouveaux acteurs, une
reconstruction du Maghreb par le Bas pour freiner
le processus la déconstruction par le haut***

Si on revient au passé, force est de constater l'existence d'une identité commune surtout pour les pays du centre Nord-Africain : Tunisie, Algérie et Maroc, construite tout au long de l'histoire. L'apogée fut la lutte solidaire contre le colonialisme. En dépit des incertitudes qui planent sur l'avenir, il ne fait guère de doute qu'il y aura un avant et un « les printemps arabes » où le projet d'Union du Maghreb Arabe (UMA) bénéficie d'une opportunité historique pour sortir de l'ornière dans laquelle il se trouve depuis 1994 car la société civile maghrébine se fait de plus en plus porteuse de changement.

Actuellement l'U.M.A ne peut pas fonctionner parce qu'elle a été fondée sur des régimes présidentiels forts, à l'ombre desquels prospèrent corruption et clientélisme, sans les peuples.

Ce gâchis est symptomatique d'un déficit démocratique : ces Etats n'ont pas toujours l'habitude de rendre des comptes à leur population.

Les femmes et les hommes de la société civile ont été parties prenantes des mouvements sociaux du « printemps arabe », qui a ouvert la voie vers de nouveaux rapports de force et vers l'affirmation de nouvelles opportunités de transformations du Maghreb. Ces forces sociales ont la volonté de dépasser les blocages politico-bureaucratiques en s'appuyant sur la société civile pour peser sur des orientations vers plus en vue de construire ou reconstruire un Maghreb plus autocentré sur ses valeurs.

Un nouveau sentiment d'unité maghrébine émerge de ce réveil commun et pousse vers des retrouvailles entre nos peuples.

Les sociétés civiles de la région sont de plus en plus dynamiques et courageuses, et ne se résument pas à la seule alternative islamiste. Les mouvements de contestation existent au niveau local et au niveau national. Mais ils sont morcelés et peu organisés. Toutes les organisations n'ont pas atteint la masse critique pour peser sur le débat public. Si elles veulent atteindre ce niveau elles doivent se fédérer pour être en capacité d'articuler plusieurs problématiques.

Si tout n'est pas joué du moins, les « masses maghrébines » redevenues acteurs politique se félicitent de ce que les peuples puissent désormais faire entendre leur voix. Mais, le choix de l'intégration économique nécessite une décision politique.

Si les Pays du Maghreb ont développé un « régionalisme » institutionnel, ils ne semblent pas avoir instauré un « institutionnalisme » régional, un système de règles et de coordination, politique et économique que l'on pourrait qualifier de « maghrébin ».

S'il est admis que les pays du Maghreb ont un héritage historique et culturel commun, le succès de tout projet d'intégration nécessite une volonté politique de surmonter les différends et un discours plus audible qui mette l'accent sur les intérêts mutuels stratégiques. Ce sont là les deux piliers qui vont permettre de mobiliser les énergies afin de relever les défis économiques tant en termes de création d'emplois qu'en termes de développement territorial équilibré, ainsi que les défis sociaux et sécuritaires communs aux pays maghrébins.

L'intégration maghrébine donnera naissance à un marché de près de 90 millions de consommateurs. Elle permet de faire de la région un pôle attractif des investissements étrangers.

La création d'une zone de libre-échange entre les pays du Maghreb permettrait de quintupler le niveau des échanges bilatéraux car, il y a une certaine complémentarité potentielle entre les économies des pays du Maghreb. L'Algérie et la « Libye » sont grands producteurs de pétrole et de gaz en Afrique, tandis que le Maroc et la Tunisie possèdent des secteurs d'exportation compétitifs.

Il faut une volonté politique pour dynamiser le commerce régional, ce qui suppose de surmonter les tensions nationalistes. Elle doit s'exprimer dans des projets d'infrastructures, de transports notamment, qui facilitent le mouvement des marchandises, des services et des hommes. Car il y a de fait une complémentarité très importante entre certains pays du Maghreb notamment, avec les deux pays pétroliers la « Libye » et l'Algérie et les deux autres, le Maroc et la Tunisie, qui ont une main-d'œuvre abondante plus diversifiée. Aujourd'hui, une petite fenêtre d'opportunité s'ouvre à partir de la Tunisie. Espérons que les voisins, l'Algérie notamment, saura en profiter pour multiplier les échanges.

Un des objectifs de l'UMA est la libre circulation des biens et des personnes ainsi que la révision des règlements douaniers pour arriver à la création d'une zone de libre-échange.

Tout ceci doit se traduire en premier lieu par une levée des restrictions douanières qui entravent la circulation des marchandises et réduisent le commerce et l'échange économique entre les pays du Maghreb. La réduction des droits et taxes applicables aux importations conduirait à un accroissement des échanges entre les cinq pays.

Ensuite, il faut veiller à la réouverture des frontières, des routes et des chemins de fer entre l'Algérie et le Maroc et œuvrer à la réduction des coûts du transport dans les pays du Maghreb qui s'élèvent jusqu'à deux fois la moyenne des pays industrialisés et

dépassent de 25 % la moyenne dans les pays en développement. En outre, les échanges bilatéraux doivent souvent transiter par des ports européens avant d'atteindre leur destination finale, maghrébine pourtant !

Il faut en troisième lieu que les maghrébins puissent circuler sans entraves à l'intérieur de tout le Maghreb. Qu'ils puissent avoir une carte d'identité maghrébine et qu'ils puissent entreprendre, travailler, étudier, créer, commercer sur tout l'espace maghrébin.

La réalité mouvante, instable, qui se développe ces dernières années en dépit des fermetures, laisse entrevoir des tendances vers de plus en plus d'interrelations maghrébines confortées par des circulations intra-maghrébines, de travail, d'études, d'expertise, d'entrepreneuriat, de savoirs faire, qui construisent silencieusement un Maghreb par le bas.

Quatrièmement, Il faut penser à encourager la mise en place de programmes d'échanges de lycéens et d'étudiants, doctorants, chercheurs... Les politiques de recherches doivent être également harmonisées avec des mobilités et des formes de collaborations institutionnalisées à travers les associations professionnelles.

Cinquièmement, il est primordial de lever les barrières administratives et techniques qui entravent la fluidité des échanges commerciaux entre les pays du Maghreb. Certaines barrières n'ont aucun fondement juridique et sont imposées de manière arbitraire.

Sixièmement, les décideurs politiques devront également restaurer la crédibilité du projet d'intégration, à travers la mise en œuvre de mécanismes transparents de suivi, d'évaluation et de règlement des différends commerciaux entre les entreprises du Maghreb.

Le processus d'intégration économique au Maghreb arabe ne doit pas se limiter uniquement à la réforme des politiques commerciales. Il doit aussi comprendre la réhabilitation de l'environnement de l'investissement et l'amélioration de la gouvernance économique et politique et l'harmonisation des politiques sociales.

Enfin, l'approfondissement de l'intégration maghrébine favoriserait l'apparition de nouvelles formes de spécialisation susceptibles d'induire une réallocation optimale des facteurs de production et de conforter l'insertion du Maghreb dans le commerce mondial d'une manière qui lui permette de tirer pleinement profit des « bienfaits » de la mondialisation, tout en stimulant la différenciation des échanges intra régionaux et la mise en œuvre de processus à rendements croissants et à économie d'échelle.

***L'intégration économique :
de nouvelles ressources financières
pour le Maghreb***

La coopération économique dans le Maghreb ne répond pas aux objectifs d'une croissance régionale solidaire. Elle doit se renforcer pour stimuler l'économie de chacun des pays. Le blocage de l'intégration régionale par les dirigeants maghrébins ne doit pas être un frein pour que le Maghreb économique existe.

La création d'un espace économique intégré favoriserait la position du Maghreb dans la géographie de l'investissement mondial.

« Le potentiel d'augmentation des flux d'investissements étrangers à destination du Maghreb serait, toute chose égale par ailleurs, de 3 milliards de dollar par an ».

Au total, le gain annuel issu de la concrétisation de l'intégration se monte au moins à 4,6 milliards de dollars, sous réserve que les potentiels du commerce intra-zone et des entrées d'IDE soient portés à des niveaux comparables à ceux observés dans les autres regroupements de pays émergents ou en transition. La région du Maghreb est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis, économiques d'abord, mais également sécuritaires et seule l'intégration économique, amenant croissance, développement et cohésion sociale, pourrait lui permettre de les surmonter.

Selon une étude de la Banque Mondiale, la non-intégration économique coûte à la région entre 3 et 9 milliards de dollars chaque année. « le Maghreb uni n'est plus une option, mais plutôt une obligation si la région ne veut pas rater le train de la mondialisation.

Les effets de transferts technologiques découlant des investissements étrangers devraient soutenir la croissance économique dans la mesure où ils suppléent à l'investissement domestique sans l'évincer, dynamiser le marché du travail dans les pays maghrébins et leur permettent de réaliser des avantages comparatifs encore mal exploités.

« L'intégration économique des pays de l'Union du Maghreb peut créer entre 2% et 3% de PIB supplémentaire par an pour chaque pays » selon le FMI, en précisant que certains défis devront toutefois être réglés, notamment « la complexité des procédures et la bureaucratie, les doubles barrières douanières, la faible ouverture aux systèmes de l'investissement étranger et l'insuffisance des infrastructures ».

Confrontés aux mêmes problèmes structurels : pression démographique, chômage des jeunes, pauvreté, corruption, fuite des cerveaux, inégalités régionales, les pays du Maghreb

pourraient faire de l'intégration un « catalyseur » de croissance et de développement.

***Le nouveau rôle de l'Union du Maghreb
des entrepreneurs (UME) :
impulser le secteur privé
et toutes les mobilités transfrontalières***

Le développement économique de l'U.M.A. ne pourra se faire que sur de nouvelles bases,; une dynamique de réflexion et d'action autour des problèmes réels, d'imaginer une troisième voie populaire et démocratique qui puisse s'appuyer des partenariats publics privés (P.P.P.).

Lors du forum de Marrakech, les confédérations patronales des cinq pays du Maghreb réunies dans l'Union maghrébine des Employeurs vont confirmer la mise en place d'une « Initiative Maghrébine du Commerce et de l'Investissement » (IMCI) visant à développer les échanges intra maghrébins. Il s'agit d'une tentative de dépasser le blocage politique de l'intégration régionale.

Ce forum, organisé à l'initiative de la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) qui préside l'Union maghrébine des employeurs (UME), vise à relancer l'intégration économique en panne de l'Union du Maghreb arabe (UMA) à travers une initiative du secteur privé.

« Les pays du Maghreb devraient s'engager dans un processus de transformation obligatoire pour répondre aux attentes des Maghrébins en termes de prospérité », a souligné le président de la Confédération algérienne du patronat (CAP), Boualem M'rakach, lors d'un atelier placé sous le thème « Combien coûte le non Maghreb ? »ii.

Dans ce cadre, M'rakach a estimé que les opérateurs économiques sont « les seuls capables de construire le Maghreb », soulignant le rôle important que peut jouer l'action entrepreneuriale dans ce processus.

Il a, en outre, salué la mise en place de l'Initiative maghrébine du Commerce et de l'Investissement (IMCI), visant à développer les échanges intra maghrébins.

De son côté, la présidente de l'Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), Ouided Bouchamaoui, a passé en revue les défis liés à l'intégration maghrébine, dont la libre-circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes, notant la nécessité d'adopter une approche sectorielle à travers la recherche des synergies entre les pays ayant des avantages comparatifs dans des secteurs différents.

Le rôle de la diaspora maghrébine dans le monde

Les pays maghrébins individuellement n'arrivent pas à offrir des postes d'emplois à la hauteur de leur qualification mais le Maghreb intégré et uni pourrait le faire. Ces compétences de la diaspora maghrébine peuvent jouer un rôle déterminant sur plusieurs domaines :

être un ciment dans la mesure où les maghrébins constituent souvent à l'étranger une unité en faisant abstraction de leur nationalité individuelle* ;

Investir dans leur pays d'origine ;

Constituer un socle pour tout développement futur dans les domaines de pointe et le développement d'une stratégie industrielle telle que la technologie de l'information et de la

communication, la santé, la pharmacopée, la création d'un réseau maghrébin de technopole de recherche, d'innovation... En effet, Ces dernières années les qualifications de 20% des migrants maghrébins a complètement changé et nous constatons :

Que le profil des émigrants récents a beaucoup changé et devient de plus en plus composé de jeunes formés dans leurs pays d'origine (surtout les plus qualifiés dans certains domaines de pointe : informatique, électronique, médecins généralistes ou spécialisés..), ce qui représente un coût non négligeable pour le Maroc et un handicap pour le développement par manque de cadres qualifiés ;

Qu'un grand nombre de diplômés des universités ou grandes écoles européennes ou nord-américaines reste et travaille à l'étranger ... C'est le risque que représente « l'immigration choisie ». C'est non seulement un coût de la formation mais aussi un appauvrissement en cadres d'excellence

Mais le Maghreb est encore trop peu tourné vers le Sud

Les arguments objectifs ne manquent pas pour une coopération économique étroite entre le nord et le sud du continent africain. Pourtant, seulement 1,2 % des exportations algériennes sont à destination de l'Afrique subsaharienne. Respectivement, 1,7 % et 1,6 % pour le Maroc et la Tunisie. En retour, ces pays ne sont pas plus clients des produits africains puisque seulement 1,6 % de leurs importations proviennent du reste du continent. Si les échanges demeurent donc assez faibles, plusieurs aspects des relations Maghreb-Afrique subsaharienne évoluent

Ayant un poids économique considérable sur le plan continental, l'UMA pourrait de ce fait bénéficier d'un partenariat avec les communautés économiques sous régionales (CEDEAO, SADC, CEEAC, et le COMESA) et à terme trouver des débouchés à même de stimuler certains secteurs jusque-là restés embryonnaires faute d'un marché conséquent. Il bénéficierait également de son avantage comparatif pour la production manufacturière au regard du déficit dans cette branche au sud du Sahara, et à terme devenir un pôle régional à l'échelle continentale. C'est là où réside le rôle fondamental de l'intégration régionale pour la mise en marche d'une telle dynamique (CEA-AN 2010, Conditions économiques et sociales).

Une coopération plus soutenue avec les communautés économiques régionales de l'Afrique sub-saharienne aurait également un effet positif si l'on tient compte de la taille de cette région et des taux de croissance qu'elle a enregistrés depuis une dizaine d'années.

Les coûts du non Maghreb

Nous avons longuement analysé ce que pourrait apporter l'intégration maghrébine aux pays et peuples de la région. En réalité, il faut mettre ces manques à gagner au passif des dirigeants de la région et avoir en tête, le niveau de développement dans lequel aurait du se trouver notre région, si on avait pris dès le début des années 60 la voie de l'intégration et du partenariat. Quel gâchis !

L'absence d'une approche globale et coordonnée du développement traduisant l'aspiration à édifier une société évoluée, ouverte sur le monde avec une économie performante et capable de faire face à la compétitivité internationale n'a pas

permis d'avancer dans une direction constructive. A ceci s'ajoute :

Le défi posé par l'extraordinaire progrès scientifique et technologique ainsi que l'évolution fulgurante et rapide des techniques informatiques et de communication ;

L'accroissement du rythme de production et d'exportation au plus bas coût ;

L'intensification de la concurrence internationale pour :

la conquête des marchés extérieurs,

la mobilisation des capitaux.

Ceci n'a pu être possible que dans un contexte international où les frontières et les barrières protectionnistes sont bannies et où les regroupements régionaux constituent un facteur essentiel et positif pour toute intégration au processus mondial en évitant les retombées négatives.

En outre, la formidable explosion des technologies de communication et de formation ouvrent des perspectives de développement socio-culturelles sans limites et pourraient permettre à nos peuples de combler les retards accumulés en accédant directement à la connaissance et relever ainsi les défis posés par le monde moderne. Là aussi, aucun des pays maghrébins ne peut faire face seul à ces défis sans que cela présente un coût exorbitant, non seulement sur le plan financier, mais aussi sur la qualité et la pérennité des moyens qui seront mis en œuvre. Seul un cadre maghrébin, plus large et optimal peut permettre une adéquation entre les objectifs assignés et les moyens disponibles en offrant ainsi une expertise de haut niveau et un enrichissement réciproque.

Par ailleurs, on évalue à près de 100 milliards de dollars le montant de l'épargne qui a déserté le Maghreb, tandis que ses ressortissants à l'étranger rapatrient chaque année plus de 15 milliards de dollars, soit plus de 8 % des revenus en devises ou

encore 5 % du PNB global des cinq pays, ce qui permet à certains de combler le déficit de leur balance commerciale. Cette diaspora de 10 millions maghrébins à travers le Monde est également inutilisée et non considérée

Un autre coût qui échappe à toute quantification, c'est le gain (ou le coût de la perte de ce gain) que peut tirer un Maghreb uni et intégré face à ses partenaires, pays ou groupement régionaux par rapport aux négociations menées par chaque pays. Si au lieu que chaque pays maghrébin négocie individuellement, les cinq pays maghrébins négocient unis face à leurs partenaires pays ou groupements régionaux telle que l'Union Européenne, leur poids unis leur permettra plus d'avantage.

À cela s'ajoute le coût de la course aux armements entre le Maroc et l'Algérie, estimé à trois points de croissance. Trois points qui non seulement offriraient un espoir à la jeunesse, mais contribueraient à éviter des désordres sociaux, donc un risque accru de dérives politiques et idéologiques.

Ces enjeux sont vitaux, car sans une vision de complémentarité, d'intégration et de solidarité et une politique économique adéquate, il est à craindre que le Maghreb ne serve, à terme, de déversoir pour les produits de ses partenaires, qui seuls tireraient profit de la levée des barrières douanières. Certains pays croient réaliser un développement économique pérenne en faisant la sous-traitance dès qu'il y a une opportunité de fabriquer dans un autre pays à un coût plus bas. L'intégration contribuera aux regroupements d'entreprises permettent d'atteindre des tailles optimales et mutualiser le financement de la recherche. Airbus n'aurait jamais existé sans l'intégration européenne et concurrencer les géants américains.

Il y a lieu de prendre en compte les défis futurs, enjeux majeurs, qui généreront un coût certain si les pays maghrébins ne les affrontent pas unis. J'en cite ici quelques-uns :

La désertification galopante ;

La raréfaction de l'eau et sa gestion ;

La sécurité alimentaire...

Conséquence, le Maghreb est aujourd'hui la seule région la moins intégrée.

Le Non-Maghreb représente donc un coût qui grève plusieurs domaines : culturel, scientifique, politique, économique et financier qu'il faut identifier et mesurer. Il est temps que la société civile et les forces vives du Maghreb assument le rôle d'avant-garde qui leur incombe et se constitue en force de propositions en instaurant une dynamique maghrébine nouvelle.

L'initiative du *CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MOHAMED BENSAÏD AIT IDDER* s'inscrit dans cette optique. En effet, l'organisation d'une rencontre qui a pour objectif d'instaurer un dialogue constructif et libre de toute contrainte entre maghrébins ne peut être qu'une pierre inaugurant l'édifice maghrébin.

Déjà certaines organisations ont lancé des initiatives comme le Forum des Entrepreneurs Maghrébins et d'autres qu'il est long de citer ici. Pour concrétiser ces propositions il faudrait :

Inventorier et analyser les conséquences de l'inexistence du Maghreb sur les politiques économiques et sociales des pays, en mettant en évidence les pertes et déficiences qu'elle entraîne pour les peuples ;

Identifier les aspects négatifs qu'elle implique pour ses partenaires, et en particulier l'Union européenne ;

évaluer ensuite les potentialités que suscite la création d'un espace régional en s'appuyant sur les expériences réussies ailleurs et les écueils rencontrés ;

élaborer des recommandations pour relancer le processus, une sorte de feuille de route pour la construction du Maghreb dont le premier chantier serait la création d'un organe maghrébin pour la jeunesse, à l'instar de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Un tel travail constituerait un puissant moteur et une base de réflexion qui inciteront les dirigeants à résoudre leurs conflits dans une optique régionale, à ouvrir leurs frontières et à prendre le chemin de la construction maghrébine. Cette même dynamique pourrait faire sortir les associations maghrébines existantes (avocats, ingénieurs, écrivains..) de leur léthargie. Une telle intégration ne se décrète pas, elle se construit patiemment à travers la mise en place de moyens adéquats, et notamment d'institutions dont le fonctionnement ne saurait être perturbé par un quelconque différend entre États. Pour cela, il est nécessaire que les gouvernants maghrébins acceptent qu'une autorité supranationale puisse diriger la future Union Maghrébine et se plier à ses décisions comme c'est le cas pour tous les regroupements régionaux dans le Monde. C'est la clé du développement économique et social qui permettra une croissance durable, créatrice d'emplois, et la réduction de la pauvreté. La réalisation du Grand Maghreb est inéluctable. Tout retard pris dans l'élaboration de cet espace communautaire incombe aux gouvernants : eux seuls en assumeront la responsabilité devant l'Histoire.

Publications du CERM



"الاتحاد الوطني لطلبة المغرب"

EVOLUTIONS POLITIQUES AU PAYS DU GRAND MAGHREB

ECHECS DES ETATS ET ATTENTES DES PEUPLES



Abderrahman ZAKARI

Cerm / Maroc

Il est certain que les parcours suivis par les pays du grand Maghreb au lendemain de leur indépendance (politique) mettent en évidence quelques aspects distinctifs et parfois même opposés, du moins d'un point de vue politique et idéologique. Ainsi il n'y a aucun rapport entre l'option socialiste déclarée de l'Algérie (puis la Libye après le premier septembre 1969) avec ce qu'elle induit, au niveau externe, comme positionnement dans le mouvement tiers-mondiste, refus de l'impérialisme et alliances internationales dans les conditions de la guerre froide et, au niveau interne, comme modèle

socioéconomique autocentré, et les choix du Maroc et de la Tunisie qui ont emprunté un parcours totalement opposé, avec

cependant une différence notoire vue les initiatives déléguées au Maroc par le camp occidental dans la région et les tentatives d'appropriation par la Tunisie des valeurs du libéralisme et de la modernité occidentale dans la construction interne de l'un des modèles précoces de la laïcité dans le monde arabo-islamique.

Cette hypothèse de la distinction et de la spécificité pourrait être consolidée et poussée davantage si on y ajoutait les facteurs historiques et culturels qui mettrait en évidence la particularité de l'Algérie non seulement par rapport aux pays du Maghreb mais aux pays arabes dans leur intégralité, eu égard à la colonisation française dont le poids structurel a profondément marqué l'identité et la personnalité algériennes.

Cette même hypothèse pourrait également être retenue pour expliquer la différence des réactions des pays du Maghreb et de leurs régimes vis-à-vis des « révoltes du printemps arabe ». Réactions marquées par des « exceptions » marocaine, algérienne et mauritanienne corroborant l'essentielle continuité de l'existant avec toutefois certaines mesures et modifications généralement ponctuelles et symboliques, et des ruptures violentes en Tunisie et en Libye où les rêves de la révolution et ses promesses furent entremêlés aux complots de la contre révolution et ses traquenards, aux conflits politiques, économiques et sociaux opposant les forces et les parties en compétition, outre les accrochages géopolitiques stratégiques et les calculs des puissances impérialistes. Celles-ci peuvent user à distance de leur capacité de contrôle, de manœuvre, de récupération et d'orientation comme ce fut le cas en Tunisie,

ou intervenir directement par le fer et le feu comme ce fut le cas en Libye.

Mais au-delà de ces aspects distinctifs, qui suffisent à nous prémunir contre les généralisations, nous aident à saisir les situations dans leur complexité et aiguissent notre attention quant au changement conjoncturel des données au sein du même pays, il est des représentations et des recoupements essentiels, profondément enfouis dans l'Histoire, et dont l'impact peut être déterminant dans l'orientation du devenir actuellement en gestation.

En effet, malgré ces différences et ces spécificités, les pays du Maghreb indépendant souffrent communément de deux échecs flagrants : l'échec en interne de la démocratie et du développement d'une part, et l'échec de la construction de l'union maghrébine, d'autre part.

Grand échec de la construction démocratique et du développement

Dans l'élan enthousiaste qui caractérise la période postindépendance, les pays du Maghreb se sont lancés dans des programmes ambitieux et volontaristes visant à moderniser les différentes infrastructures économiques, sociales et éducatives. Programmes partagés entre industrialisation, réforme agraire, construction et développement des infrastructures de base, initiation du secteur public et des politiques d'emploi, réforme des systèmes éducatifs, lutte

contre l'analphabétisme ...Dans tout cela, le rôle de l'Etat fut axial et déterminant.

Cependant, il n'y avait pas de différence réellement significative entre la voie portant sur l'industrialisation adoptée alors par l'Algérie et celle privilégiant l'import et l'industrialisation prônée par la Tunisie et le Maroc, du moins comme ce fut le cas pour le gouvernement d'Abdallah Ibrahim précisément.

Seulement, les années quatre vingt allaient connaître les débuts d'une attaque, puissante et globale, menée par les forces du capital mondial dans sa phase néolibérale, par le biais de ses instances de sapes : le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce. L'endettement et les programmes d'ajustement structurel figuraient alors parmi les armes de prédilection.

Certes, durant les années soixante dix l'Algérie était moins intégrée dans le système capitaliste et la division internationale du travail que le Maroc et la Tunisie dont les tendances libérales s'enracinaient davantage ; mais cela ne suffisait nullement pour l'immuniser contre les crises du capital ni contre les effets négatifs de sa propre transition du modèle économique centré sur soi vers un modèle basé sur l'export. D'ailleurs, ultérieurement, la crise économique et financière de 2007- 2008 allait en fournir l'illustration parfaite, d'autant plus que durant la décennie qui l'a précédée l'instauration de nouvelles règles du jeu suivait un rythme accéléré. Ces règles consistaient à dépouiller partout l'Etat des éléments de souveraineté et de défense qui subsistaient encore et à lui imposer l'ouverture des frontières en éliminant toutes les législations à visées protectionnistes: les capitaux et les

marchandises des puissances néocoloniales pouvaient s'y déverser sous le label « ouverture commerciale » « libre échange, « encouragement des investissements étrangers »... Force est de constater que les économies qui avaient le plus pâti de cette crise étaient celles qui avaient tissé des liens puissants, voire de dépendance à l'égard du commerce extérieur qui s'était alors érigé en moteur principal de la mondialisation. En effet, pour la première fois depuis six décennies, le commerce international allait accuser une baisse de 9% en 2009 ; les revenus du tourisme une perte de 8% et les investissements étrangers une réduction de 50%... outre, la régression de la position des USA et de l'Europe en faveur de la Chine et de nouveaux pays émergents. Tel fut désormais le nouveau contexte économique international qui allait peser de tout son poids sur la situation interne au Maghreb :

En Algérie, après la crise de la dette externe (1980) plusieurs indicateurs laissaient entrevoir les difficultés nouvelles et les défis majeurs auxquels le pays allait se heurter dix ans plus tard (1990) : aggravation du chômage parmi la population active (30%) ; baisse des revenus (27%) ; augmentation du taux d'inflation (30% en moyenne annuelle) ; propagation de la précarité et de la pauvreté au milieu de larges tranches, rurales notamment. Le pays n'a pu dépasser cette conjoncture -momentanément- que grâce à la hausse considérable et successive des revenus pétroliers (qui étaient passés de 10 M de dollars). Avec ces moyens gigantesques, l'Algérie était en mesure de lancer des programmes de développement économique et social : création de fonds en vue du développement des infrastructures de base ; de l'agriculture ; pour le financement de la dette du secteur privé ; le logement, la lutte contre la précarité et la pauvreté dans le monde rural notamment ainsi

que la promotion de l'emploi et le financement de l'allocation chômage... outre les subventions destinées à l'importation des produits alimentaires. Malgré tous ces efforts le pays ne pouvait échapper aux soulèvements sociaux qui allaient éclater en Décembre 2010 et Janvier 2011 suite à l'augmentation des prix de l'huile et du sucre.

Naturellement, loin s'en faut, la situation n'était guère plus reluisante dans les autres pays du Maghreb. Au Maroc à titre d'exemple, malgré une année agricole exceptionnelle (2009) où la production a atteint un taux record de plus de 5%, tous les indicateurs avaient subi une tendance baissière, parfois même aigüe. Ainsi le compte courant de la balance des paiements avait enregistré un déficit dépassant 5% du PIB, comme ce fut le cas d'ailleurs pour les indicateurs afférents aux échanges extérieurs dont la régression (17%) avait impacté toutes les exportations du pays à l'exception des phosphates : le tourisme et les virements effectués par les marocains du monde avaient baissé de 10% et les investissements directs étrangers de 30%. Une année plus tard (2010), la dette du trésor allait atteindre 50% du PIB. S'il est possible d'attribuer le doublement du déficit commercial en l'espace de 10 ans (2000 et 2010) à l'augmentation vertigineuse des factures énergétiques et alimentaires depuis la crise de 2007- 2008, force est de constater que l'origine du mal demeure structurelle : elle procède du modèle économique adopté par le pays et qui est fondé sur l'ouverture commerciale et la libération des échanges dans un rapport inégal.

Durant la même période, les indicateurs de l'économie tunisienne allaient suivre la même tendance baissière : entre 2008 et 2009, les investissements directs étrangers avaient

chuté de 1,9 milliards d'Euros à 1,2 Milliard d'Euros ; les exportations étaient passées de 21,5 à 17,6 ; le secteur textile et vestimentaire avait régressé de 15% et les industries mécaniques et électroniques de 8,9%. Quant à la croissance du PIB, elle allait passer de 6,3% en 2007 à 3,5% en 2009.

Mais si l'impact de la crise structurelle dans les centres du capital mondial était clairement perceptible au niveau social, ses répliques dans la région maghrébine, le maillon le plus faible, allaient être plus dures et plus douloureuses.

Ainsi, nonobstant quelques différences relevées çà et là, il convient de relever que les racines et les raisons sociopolitiques des soulèvements populaires et des révolutions, qui ont fortement ébranlé certains régimes et renversés d'autres, sont identiques. En effet, après les « révoltes du pain » au Maroc (1981), en Tunisie (1983-1984), en Algérie et en Mauritanie (1988)...une nouvelle vague de soulèvements allait éclater dans les régions les plus marginalisées en réaction à l'amplification des inégalités territoriales (effondrement du monde rural, contrastes saisissant entre les espaces rural et urbain, et à l'intérieur d'une même ville, entre des foyers modernes au luxe tapageur, fermés et surveillés, et la misère noire qui règne à leurs marges). Il en est de même pour la différence des classes, entre la majorité populaire et l'oligarchie corrompue et dissolue qui tend vers plus de rétrécissement et d'hermétisme, telles des bandes fondées sur des bases régionales ou familiales. Celles-ci renforcent davantage le caractère autocratique, policier et répressif de leur despotisme politique.

Outre la similitude spatiale de ces mouvements sociaux l'on relève une autre portant sur le statut de leurs avant gardes où les jeunes diplômés au chômage occupent des positions prééminentes. Grâce à eux, ces mouvements de masse ont acquis une dimension nationale et politique. Et dans les deux

cas, ce fut une réaction double ; d'abord contre la crise, ensuite contre certains moyens de la dépasser vu les luttes catégorielles et parfois intestines qui y prévalaient et qui mettaient en évidence deux aspects notoires : la dissolution des tissus sociaux et la régression de la dimension politique au niveau national. Tel fut le résultat de deux actions convergentes : l'étiollement du rôle dévolu aux partis et aux syndicats traditionnels, et l'intensité de la répression opposée aux différents modes d'expression politiques et civiles contre lesquelles le bâton et la carotte des régimes restent vains.

Le poids du facteur démographique fut déterminant dans l'amplification du chômage et le changement profond de sa nature vu que la base de la pyramide des âges au Maghreb est constituée de jeunes. Ces derniers, dont les diplômés, ont donc souffert plus que les adultes et les autres tranches de la population. En Algérie, entre 2000 et 2008, le taux de chômage parmi les jeunes diplômés avait atteint 34,9% contre 19% parmi les sans diplômes. Au Maroc, ce taux était de 8,8% contre 5,2%. Quant au pourcentage de l'emploi précaire, il était de 34,9% en Algérie, de 35,7 en Tunisie et de 51,1 au Maroc sur le total global de l'emploi.

Mais outre l'appauvrissement, l'ignorance systématisée et la privation de tous les droits de la citoyenneté, les causes directes des déflagrations résident dans le déni de la valeur de l'être humain en tant que tel de la part des régimes en place et leur tentative acharnée à le détruire de l'intérieur en anéantissant chez lui tout estime de soi, tout sentiment d'appartenance à une nation ou communauté et en l'exposant quotidiennement à toutes les formes de mépris et d'humiliation partout, dans chaque poste d'autorité ou service

public. Ainsi, rompre avec cette culture de la soumission et de la résignation allait être pour les nouvelles générations un passage obligé en vue de la libération des énergies et des dynamiques, et le signe d'instauration d'une culture politique nouvelle, qui ne connaît ni la peur ni l'impossible, outre des formes de discours et de communication plus audacieux et plus efficaces... La peur commençait à changer de camp ; le bâton de la répression et ses balles commençaient à reculer devant juste une chanson, une caricature, un poème, un slogan politique... processus qui allait atteindre son paroxysme avec les révolutions du « printemps arabe ». Partout, ces dernières revendiquaient liberté, justice, démocratie et dignité avant d'ôter toute légitimité aux régimes corrompus, despotiques et exiger leur renversement.

***...Plus grand encore est l'échec
de l'unification
du grand Maghreb***

A l'exception de l'unité de son prolongement géographique et humain, l'entité géopolitique maghrébine ne manifeste aucune autre forme d'unité, malgré les conditions objectives propices à l'intégration dont il dispose. Signalons à titre d'exemple et non des moindres ses composantes humaines de base (amazigh, arabe, islamique, andalouse, juive et africaine distinctives de l'identité collective de la personnalité maghrébine ; l'unité de sa sphère géoculturelle (religion, rite et langue) ; son unité historique (lutte contre le colonialisme) ainsi que son devenir commun. En outre il convient de mettre en évidence les niveaux rapprochés de son développement économique,

ses problèmes sociopolitiques actuels et la conscience aigüe de son incapacité à y faire face avec l'efficacité nécessaire à l'intérieur des frontières étriquées de chacun des pays, dans un contexte marqué par la mondialisation et sa dynamique en cours : la construction de méga fusions et de méga pôles.

Malgré tous ces éléments, il est triste de constater que les pays de la région persistent à naviguer à contre courant de toutes leurs forces, dilapidant ainsi les ressources de leurs peuples respectifs en s'engageant les uns contre les autres dans un processus d'usure réciproque, sans grand intérêt pour le devenir inexorable : une perte certaine pour tous.

Pire encore, il est regrettable de constater que le terme « paradoxe », habituellement usité pour qualifier la réalité actuelle du Maghreb, ne suffit plus pour traduire cet état de fait ni la dimension des nouvelles menaces qui le guettent : que les dysfonctionnements des Etats et des régimes ne se transmettent aux peuples également.

Car, quelles que soient la nature et la dimension des menaces extérieures, effectives ou supposées, le plus grand danger qui se dresse contre la construction du Maghreb réside dans la persistance de cette continuité constante, radicale et irrationnelle qui caractérise la pratique politique des pays de la région les uns envers les autres, de même que la cécité stratégique dont ils font montre quant à leur devenir commun. En effet, fermer les frontières, chasser les communautés, nourrir les tendances chauvines, entretenir les sentiments de haine allant jusqu'à la rupture des liens de coopération, de fraternité et de parenté même restent dans ce contexte des indicateurs significatifs.

De ce semi fait de patriotisme chauvin, les régimes n'ont récolté que des formes de raidissement et de repli identitaires exempts de nationalisme, déclarant ouvertement leur hostilité à la nation et à la citoyenneté en tant que liens fédérateurs et niant tout autre principe fondateur de la collectivité hors de la religion (ou plus précisément une perception particulière de la religion), de l'ethnie, de la région ou de la langue selon le cas...

Il est également triste de constater que tout cela se passe exactement alors que dans la perception occidentale transparait une évolution notoire quant à l'importance de l'intégration de cette région, en tant qu'ensemble constitué et spécifique, eu égard à la profondeur des liens entretenus avec la rive nord de la méditerranée d'une part, et la région sahélo-saharienne de l'autre, outre le monde arabe... Depuis la chute du mur de Berlin et les attaques du 11 septembre, le regard porté sur cette région n'a cessé d'évoluer. Considérée d'abord comme une source de menaces démographique et terroriste -islamiste- dont on devait se prémunir (après la disparition de la menace communiste, totalitaire venant de l'«Orient») ; comme source d'approvisionnement en matières brutes, multiples et variées (pétrole, gaz, phosphates, uranium, fer, charbon, plomb, zinc, eaux...) ou comme marché pour écouler les produits, cette région est désormais considérée comme un enjeu géopolitique et stratégique pour affronter les puissances concurrentes, traditionnelles (dont les USA) ou nouvelles (Chine, Russie, Inde...). Aujourd'hui, elle commence enfin à être perçue en tant que partenaire, du moins au niveau du discours, malgré la généralité et la confusion qui entourent la définition de ce partenariat et son contenu aussi bien chez les deux parties que parmi les composantes de chacune d'elles.

Dans le cours des relations entre les deux sphères il s'agit donc d'une étape autre ; elles qui oscillaient en permanence entre colonisation, décolonisation et retour de la colonisation entre des parties identiques et différentes à la fois. Ainsi, le passage du « dialogue euro-arabe » (1973), au « dialogue 5+5 » (1990), au « processus de Barcelone » et « la politique du voisinage européen » (1995), au projet de « l'union pour la méditerranée » (2008) dénote de la tentative récurrente de trouver un moyen de se défaire progressivement du poids de l'héritage colonial. L'on aspire apparemment à établir des relations de types nouveaux tels que le « voisinage », le « partenariat privilégié », le « statut avancé », même si cette quête ne se limite pas toujours à la seule région maghrébine tel qu'il ressort clairement de l'« union pour la méditerranée ». Celle-ci étant diluée dans une sphère plus large et moins homogène qui charrie plus de difficultés et de nouveaux obstacles comme le problème de la circulation des personnes, l'intégration de l'entité sioniste en tant que membre...

Cependant la difficulté majeure, la vérité amère c'est que jusqu'au jour d'aujourd'hui il n'existe pas de partenariat euromaghrébin au sens strict du terme ; seulement un partenariat bilatéral liant l'Europe à tel pays du Maghreb ou tel autre, notamment le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Cela n'est pas uniquement dû à l'absence d'un interlocuteur du même niveau dans la rive Sud en tant qu'ensemble intégré ; mais hélas également au fait que ces pays eux-mêmes ne veulent toujours pas s'adresser à ce partenaire sur le mode pluriel, sachant pertinemment que leurs acquis pourraient ainsi être démultipliés. Ce faisant, les pays du Maghreb renforcent la position de l'autre partie en tant que décideur exclusif, déterminant seul le cadre du partenariat, ses règles, son contenu et son agenda.

Et tant que ces pays n'auront pas rectifié et réformé ce qui doit l'être aux niveaux interne et transversal, et tant que leurs volontés ne se seront pas unifiées sur la base des intérêts suprêmes de leurs peuples et de leurs sphères, ils risqueront de dilapider les cartes qu'ils détiennent pour impacter leur environnement arabe, méditerranéen, africain et européen. Ils seront tenus au premier chef pour responsables de la persistance de cette vision européenne double, antinomique, tiraillée entre deux extrêmes : l'intérêt (du partenariat) et la peur (des frontières) ; l'ouverture (économico-politique) et le repli (humain).

L'émergence d'une citoyenneté nouvelle, euromaghrébine, incarnée par des binationaux qui gagnent progressivement en visibilité au sein d'institutions productrices de savoir, de connaissance, de littérature, d'art et de sport ; au sein de la société civile et politique et qui seront l'avant-garde chargée de rétablir les passerelles entre les deux rives, par delà les frontières géographiques, politiques, culturelles et linguistiques. Il faudra avant tout rompre dans chaque pays avec la logique du régime et du paternalisme en faveur de l'Etat fédérateur, puis réparer s'engager à rétablir les relations -hélas détruites- de voisinage, de fraternité, de coopération entre les Etats ainsi que l'unité entre les peuples.

Certes, depuis leur indépendance les pays du Maghreb ont connu effectivement la construction de certaines formes d'union oscillant entre union totale, bilatérale ou tripartite. Seulement aucune d'elles n'a pu servir de socle : le projet de Tanger (1958), première expression d'une puissante volonté d'union maghrébine, fut avorté en tant que rêve... Quant à la commission consultative permanente créée en 1964, chargée de faciliter la libre circulation des biens et des

personnes, d'établir les fondements de l'intégration économique et de proposer les lignes d'une politique commune de coopération avec la communauté européenne, elle n'a pu réaliser aucune percée unioniste dans l'enfermement national. Aussi a-t-elle été tout simplement dissoute en 1975...D'autre part, le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération entre l'Algérie et le Maroc (Ifrane 1969), et le protocole signé en 1972 entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, censé fournir des sorties honorables pour toutes les parties en conflit (affirmant la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, celle de l'Algérie sur le Sahara oriental outre l'octroi d'un couloir vers l'Atlantique ainsi que l'exploitation commune des ressources de la région...) ne devaient pas avoir plus de chance devant la réalité du terrain... Il en fut de même pour la convention de l'Union du Maghreb Arabe (1989), réunissant les cinq pays et ouverte à d'autres membres potentiels arabes et/ou africains car même ses membres fondateurs n'ont pas su mener une coexistence pacifique. Cette convention fut étouffée dans le berceau, laissant derrière elle déception et scepticisme.

Et toutes les tentatives de rapprochement, bilatéral ou tripartite, ne furent que des réactions conjoncturelles unionistes en apparence mais foncièrement engagées dans les stratégies d'axes concurrents, changeants et sans horizon stratégique véritable. Tel fut d'abord le cas pour le rapprochement tuniso-libyen en 1974 (union de Djerba) ; puis algéro-libyen en 1975 (union de Hassi Messaoud) ; puis algéro-tuniso-mauritanien en 1983 (convention de fraternité et de concorde) et maroco-libyen en 1984 (union arabo-africaine). En tant que manœuvres conjoncturelles ces tentatives ont peut-être réalisé les objectifs escomptés ; mais elles ont sapé l'essence même de la logique unioniste, cautionnant davantage le repli de chaque pays sur

soi et banalisant à l'extrême une revendication populaire foncière. De force de mobilisation grandiose elles en ont fait un conte ou une blague !

Il est certes des embuches et des obstacles historiques, idéologiques, politiques et même psychologiques non négligeables légués par la colonisation (tracé des frontières) et procédant de relations passées entre les régimes et les pays de la région ; mais quels que soient les différends entre l'Algérie, la Libye la Tunisie et même la Mauritanie ; et quels que soient les différends entre le Maroc, la Mauritanie et la Libye, ou encore entre la Tunisie et la Libye...la pente la plus raide, la plus dure à franchir demeure sans conteste le conflit maroco-algérien. En effet les frontières, triturées et découpées par le colonisateur avant d'être léguées aux deux pays, constituent des bombes à retardement. Elles sont parmi les plus longues de la région et sont toutes objet de conflit entre le Maroc et l'Algérie, à l'exception d'une bande de 150 kilomètres à peu près, allant de « Taniet Sassi » en direction de la Méditerranée et ayant fait l'objet de l'accord « Lalla Maghnia » en 1845.

Ce qui a donné au conflit plus de consistance et d'ampleur c'est l'existence sur les lignes frontalières ou à proximité de zones contenant des ressources naturelles importantes (fer à Tindouf, phosphates au Sud marocain). Il en est de même pour les frontières algéro-libyennes (gaz) et algéro-tunisiennes (fer et phosphates). Consistance et ampleur intensifiées davantage par la concurrence stratégique entre le Maroc et l'Algérie pour le leadership dans la région ainsi que par leurs positionnements idéologiques pendant la guerre froide et son impact sur leurs alliances et leurs politiques étrangères. Et puis ce fut la confrontation directe pendant « la guerre des sables » (1963)

annonçant une ère nouvelle dans les relations entre les deux voisins, fondées sur la suspicion et la confrontation. Confrontation entre la revendication marocaine portant sur la rectification de ses frontières avec son Sahara oriental et la récupération de ce que le colonisateur en a prélevé pour l'adjoindre au territoire algérien, y compris la région des « Touat » dont la marocanité était reconnue historiquement et juridiquement, y compris par l'autorité coloniale française elle-même (jusqu'en 1900). D'ailleurs le Maroc du temps de Mohammed V s'abstenait constamment d'accéder à la demande française d'en tracer les frontières définitivement, de peur que le prix à payer fût l'étouffement de la résistance algérienne et sa privation de sa base arrière. Il préférait reporter la question jusqu'à ce que l'Algérie puisse arracher son indépendance. Confrontation entre cette exigence marocaine et celle de l'Algérie : ne pas toucher aux frontières héritées de la colonisation. Exigence qui est en contradiction aussi bien avec les engagements publics explicites qu'avec la conduite du gouvernement provisoire algérien qui avait alors signé un protocole avec le Maroc à ce sujet, portant sur le règlement de la question de ses régions Sud dans le cadre des relations de fraternité ; fraternité du sang, du voisinage et des armes.

Mais avec le retour de la question du Sahara du Sud (Sahara occidental) à l'ordre du jour au milieu des années soixante dix, aucun moyen diplomatique, politique et même militaire n'allait être épargné, poussant les deux pays dans la plus grande impasse qu'ils aient jamais connue. Surtout que le rapport des forces politiques a permis de reformuler la nature du conflit sous forme de deux droits opposés : le droit du Maroc à parfaire son intégrité territoriale d'une part, et le droit à

l'autodétermination pour un peuple qui allait faire une soudaine apparition, de l'autre.

Fort heureusement, grâce à la main invisible de l'Histoire, un certain nombre de faits et de développements allaient s'accumuler dans l'autre sens, laissant entrevoir au loin une mince lueur d'espoir. En effet, outre les données historiques qui mettent en évidence la propension des peuples maghrébins - intégrés de par la géographie, l'Histoire et le devenir commun - à se défendre collectivement en cas de besoin (carnage de Sétif en Algérie, l'assassinat du leader syndicaliste tunisien Ferhat Hachad, exil du Sultan Benyoussef...), ; qui montrent que leurs moudjahidines contre le colonisateur ont partagé l'eau, le sel et les armes et qu'ils se sont entraînés dans les mêmes camps, formés dans les mêmes écoles, armés auprès des mêmes sources comme ce fut le cas pour l'armée de libération marocaine et le front de libération nationale algérienne : portés par leurs ambitions, ils avaient entrepris d'unifier à un moment donné toutes les armées de libération sous la bannière de « l'armée de libération du Maghreb arabe »... Outre tout ceci, voilà que les révolutions du « printemps arabe » sont venues renverser plusieurs données et imposer à tous pour la première fois un moment de méditation sur le processus précédent dans son intégralité. Partant de là, la révolution a renversé le régime de Benali en Tunisie et une agression militaire, caractérisée et multinationale, a ciblé la Libye : elle n'en a pas seulement renversé le régime mais en a aussi détruit l'entité et le tissu nationaux, la transformant en terreau et plateforme pour le terrorisme international au niveau régional et continental.

La leçon principale que les régimes en ont peut-être tiré c'est que le jeu des nations et des puissances fut et est encore basé

sur le même principe : alimenter et même créer des foyers de tension ou encore des conflits internes et les internationaliser afin de justifier l'intervention politique et militaire. Tout cela dans un contexte où la mondialisation a créé une forme d'union sans précédent entre la géographie et la politique ; au point que n'importe quel conflit, interne ou bilatéral, peut susciter un écho à l'étranger et acquérir aisément des dimensions régionales et internationales effectives. Ou il peut tout aussi bien en emprunter les apparences à des fins géopolitiques et géostratégiques. Ces régimes ont constaté de visu comment les « protecteurs » ou les « alliés » peuvent être parfois les premiers à sacrifier leurs « protégés » et leurs « subordonnés » les plus faibles en vue de s'assurer des intérêts autrement plus fiables et globaux.

En plus de s'assurer les conditions de son propre développement dans une sphère régionale démembrée, sans autonomie ni volonté fédératrice, menacée de surcroît en interne et de l'étranger, la Tunisie lança son initiative (2012) de raviver l'Union du Maghreb Arabe. Et à son ordre du jour elle plaça en premier lieu la question du Sahara, le nœud central et chronique dans la région dont la solution passe par un dialogue de fond entre l'Algérie et le Maroc avant de faire face de manière collective et efficiente aux menaces sécuritaires et stratégiques. Justement parce que ces menaces ne sauraient être affrontées autrement bien que cette condition à elle seule reste insuffisante. Car il s'agit de la sécurité totale de la région : politique, économique, sociale, alimentaire, énergétique et environnementale. Cela va au-delà de la nécessité de faire face à la menace terroriste en Libye, au Sahel et la région subsaharienne.

Et bien que cette initiative n'ait malheureusement pas reçu l'accueil principiel mérité, son souffle stratégique et son sérieux perceptibles à la fois dans son refus de cautionner la logique persistante (ne pas toucher aux « tabous ») et dans sa volonté de créer une percée dans l'immobilisme prévalent s'ajoutent au statut moral particulier de la Tunisie au lendemain de la révolution et à son rôle effectif de force stabilisatrice dans la région... Autant de facteurs qui dictent la continuité de ce rôle et son renforcement en attendant que les autres composantes redescendent sur terre, se rendent à l'évidence et quittent l'arbre étriqué de la patrie pour la vaste forêt de la concorde, de la complémentarité et de l'intégration régionale. A ce propos il convient de rendre hommage à la décision unilatérale des autorités tunisiennes de permettre aux citoyens maghrébins de s'installer librement dans le pays pour travailler ou investir en leur accordant entre autres le droit de vote aux élections municipales.

Il est certain que les changements induits par les « révolutions du printemps » seront une force de propulsion pour la construction du grand Maghreb qui fut l'un de leurs slogans, l'une de leur revendication. Surtout si ces changements pouvaient être renforcés par la dynamique d'initiatives transversales enclenchées autant par les partis que les organisations de la société civile en osmose avec une opinion publique pressante dans les cinq pays.

Il est vrai que la position officielle de l'Algérie après ces révolutions n'est plus ce qu'elle était auparavant. La chute du régime de Benali en Tunisie et celui de Ghaddafi en Libye lui permettront de revérifier minutieusement ses calculs quant à la nature et à la source des menaces potentielles qui la guettent. Et si tel était le cas, ces menaces viendraient de l'Est (Libye) et non de l'Ouest Maroc). Voilà ce qui

constitue entre autres l'arrière fond permettant d'appréhender l'arrêt de la détérioration des relations, la diminution des guerres médiatiques, l'échange des visites, la reprise de la coopération bilatérale dans un certain nombre de questions et de l'évocation à peine perceptible de la réouverture éventuelle des frontières...

Par ailleurs, il serait possible d'y voir l'effet conjugué et non négligeable de deux autres facteurs. D'abord la fin au niveau des relations internationales de l'ère unipolaire dévastatrice en faveur d'une certaine forme d'équilibre grâce à l'émergence économique et commerciale de la Chine et au retour agissant de la puissance militaire et diplomatique de la Russie. Puis l'emballlement de la cadence des mégafusions et des grands marchés régionaux de par le monde.

L'intégration maghrébine, ultime horizon stratégique...

Quoi qu'il en soit, la question de l'union du Maghreb et de son intégration s'inscrit dans le sens de l'évolution en cours. Car elle constitue l'une des réponses majeures aux défis multiples et complexes, internes et externes, économiques, sociaux, politiques, sécuritaire, géopolitiques et stratégiques. Désormais cette réponse ne dépend plus de la libre volonté de telle ou telle partie ; c'est une nécessité vitale pour leur survie à toutes. Sans union il n'ya plus d'échappatoire possible.

L'union est d'abord une nécessité économique vu la taille limitée des marchés du Maghreb et leur éparpillement. Leur intégration en un marché régional ou secondaire leur ouvrirait des opportunités non négligeables de s'étendre davantage vers

le Sud, le Nord et l'Orient, même s'il demeure insuffisant pour les hisser au niveau des marchés internationaux. Il leur donnerait plus de visibilité, plus d'attractivité au regard des investisseurs étrangers et en ferait un point de convergence pour les grands ensembles économiques, un espace d'interaction des continents et des univers culturels.

Dans une large proportion, les échanges commerciaux internationaux s'effectuent aujourd'hui à travers des zones régionalement intégrées : 60% à l'intérieur de l'union européenne ; 22% à l'intérieur de l'union des pays du Sud- Est asiatique (ASEAN) ; 19% pour le marché commun de l'Amérique du Sud (MERCOSUR) alors que pour la région maghrébine ce pourcentage ne dépasse guère 3%. En outre, face au gigantisme quant à la taille des marchés internationaux et au nombre de leurs consommateurs (213 millions pour le MERCOSUR ; 480 millions pour la zone de libre échange de l'ALENA ; 625 millions pour l'ASEAN ; 3 milliards pour le BRICS : Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud), celui de tous les pays du Maghreb réunis dépassera à peine (115 millions) le seuil de 100 millions de consommateurs à l'horizon 2030. A cela il faudrait ajouter le coût désormais exorbitant et reconnu du non Maghreb : il prive annuellement chacun des pays de 2 à 3 points du PIB...

L'union du grand Maghreb est deuxièmement une nécessité sociale : en effet, outre la nécessité actuelle de résoudre ou du moins atténuer l'intensité d'un certain nombre de problèmes sociaux dans l'immédiat ou dans un avenir très proche en vue de renforcer la stabilité, les pays du Maghreb se heurtent à un défi majeur : créer 8 millions d'emplois entre 2010 et 2020, uniquement pour absorber leur taux de chômage. Et pour satisfaire la demande des nouveaux arrivants, le PIB dans la région doit être quadruplé. Tel est le moyen de garantir la

stabilité et la paix sociales afin d'éviter de nouvelles secousses et de nouveaux soulèvements.

Troisièmement, l'union du Maghreb est une nécessité politique et géopolitique :

Car la préservation du cadre même de l' « Etat-Nation », qui, aujourd'hui, se trouve menacé de toute part, n'est possible que par son insertion dans de vastes horizons dont l'UMA ne représente que la condition nécessaire mais pas suffisante. En effet son intégration économique et son union politique vont élargir considérablement sa marge de manœuvre et lui conférer davantage d'autonomie. Cela lui permettra de faire face à l'eurocentrisme qui y voit un simple barrage sécuritaire et face à l'hégémonie des pays du Golfe, vu le danger de leurs projets aventuriers (surtout après l'étiollement du rôle de l'Egypte, de l'Irak et de la Syrie) et vu les conséquences de leurs rôles dévastateurs au niveau de la politique régionale et internationale. Eux qui attisent le feu de la discorde confessionnelle entre Sunnites et Chiites, créent et financent le terrorisme excommunicateur, ...Le Maghreb uni aura plus de poids au sein des organismes économiques (OPEC) et politiques (Organisation de la Coopération Islamique) internationaux ... Il pourra dans son environnement arabe (cause palestinienne), européen et africain jouer des rôles de plus en plus avancés

Texte traduit de de la langue arabe par :
Said BENNANI

LE POID DU **NON-MAGHREB** POUR LES MAGHREBINS



Abdelhafid AMAZIRH

Economiste et Expert Financier

Le mois dernier marque les 27 ans depuis l'accord de Marrakech signé en 1989 et créant l'« Union du Maghreb Arabe ». Cet évènement a suscité beaucoup d'espoir pour les maghrébins de ma génération qui avaient chanté avec espoir cette unité désirée avant les indépendances. En effet le Maghreb était jusqu'à présent une sorte de slogan ou de vœux pieux qui, à force de le répéter, a perdu toute crédibilité. Bien sûr les leaders nationalistes qui ont été à la tête de la lutte anticoloniale ont perçu l'importance d'une coordination de leur action et l'apport qu'elle peut apporter à leur combat. Cette coordination que certains ont voulu transformer en intégration a vite avorté car la puissance coloniale a

immédiatement mesuré l'impact et les conséquences pour elle d'une telle orientation.

Au lendemain des indépendances chacun a pris sa liberté, les rivalités Est – Ouest et les idéologies ont pris le pas sur toute coopération sérieuse et sincère. A ceci s'ajoute l'intransigeance du mouvement panarabe qui ne voit pas d'un bon œil et même combat toute tentative de sous-regroupement dans le monde arabe. L'opposition ou rivalité algéro-marocaine pour différentes raisons : frontières, choix économique-politique, Sahara ...en est la parfaite illustration.

Egalement, cette création de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) dans l'improvisation avec des objectifs propres à chacun et donc sans but commun n'a été qu'un épisode qui ne peut être classé que dans le répertoire des slogans et vœux pieux. Personne n'y croyait le jour de sa naissance car aucun acte significatif ou irréversible n'a été décidé comme cela était pour les différents regroupements régionaux. L'analyse des réalisations significatives de ce regroupement en est la preuve irréfutable de son inefficacité. Nous dénombrons une quantité de textes et de conventions sans mise en œuvre sur le terrain ; la seule exception est la création effective en décembre 2015 (la création a été décidée en 2013) de la Banque d'Investissement avec un capital de 100 millions de Dollars ce qui est insignifiant par rapport aux objectifs assignés à cette banque.

Depuis la création de l'UMA, d'autres regroupements économiques et politiques ont été créés à travers le Monde en Asie, en Amérique du Nord ou du Sud et même en Afrique Sub-Saharienne et d'autres déjà existant ont réalisé une intégration économique et financière jusqu'à la création d'une monnaie unique ou encore une monnaie commune.

Egalement d'autres pays qui avaient un niveau de développement équivalent aux trois pays Maghrébins (Algérie, Maroc et Tunisie) ont atteint un développement équivalent aux vieux pays industrialisés. Je ne cite que l'exemple de la Corée du Sud dont les données économiques en 1960 étaient comparables à celle des trois pays cités ci-dessus. Aujourd'hui, la Corée du Sud avec ses 50 millions d'habitants est la 12^{ème} économie mondiale avec des groupes industriels de taille mondiale et dans des secteurs de pointe.

Sans parler d'intégration, l'absence d'échanges intra-maghrébins ne représente que 1,5% faisant de la région qui a le taux le plus faible des échanges mondiaux. De même, le blocage d'intégration maghrébine coûte chaque année 3% de croissance économique. La commission Economique de l'Afrique estime que la réalisation d'une union maghrébine ferait gagner aux 5 pays l'équivalent de 5% de leur Produit Intérieur Brut (PIB). La Banque Mondiale de son côté évaluent la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 30% sur une dizaine d'années. Bien entendu, pour atteindre ces performances, il est nécessaire d'avoir une réelle et profonde intégration et procéder à des réformes structurelles pour réaliser un marché unifié porteur d'une dynamique vertueuse créatrice d'investissements et d'opportunité pour les entreprises de la région et de l'économie globale des cinq pays.

La fragmentation du Maghreb en pays protectionnistes avec une rivalité politique stérile ne pourrait être considérée par le reste du Monde et d'abord par ses voisins comme un espace économique instable et livré à des incertitudes.

L'absence d'une approche globale et coordonnée du développement traduisant l'aspiration à édifier une société évoluée, ouverte sur le monde avec une économie performante

et capable de faire face à la compétitivité internationale n'a pas permis d'avancer dans une direction constructive. A ceci s'ajoute :
Le défi posé par l'extraordinaire progrès scientifique et technologique ainsi que l'évolution fulgurante et rapide des techniques informatiques et de communication ;
L'accroissement du rythme de production et d'exportation au plus bas coût ;
L'intensification de la concurrence internationale pour :
la conquête des marchés extérieurs,
la mobilisation des capitaux.

Ceci n'a pu être possible que dans un contexte international où les frontières et les barrières protectionnistes sont bannies et où les regroupements régionaux constituent un facteur essentiel et positif pour toute intégration au processus mondial en évitant les retombées négatives.

En outre, la formidable explosion des technologies de communication et de formation ouvrent des perspectives de développement socio-culturelles sans limites et pourraient permettre à nos peuples de combler les retards accumulés en accédant directement à la connaissance et relever ainsi les défis posés par le monde moderne. Là aussi, aucun des pays maghrébins ne peut faire face seul à ces défis sans que cela présente un coût exorbitant, non seulement sur le plan financier, mais aussi sur la qualité et la pérennité des moyens qui seront mis en œuvre. Seul un cadre maghrébin, plus large et optimal peut permettre une adéquation entre les objectifs assignés et les moyens disponibles en offrant ainsi une expertise de haut niveau et un enrichissement réciproque.

La circulation des capitaux se heurte à des obstacles souvent difficiles à surmonter, même dans les pays qui, comme le Maroc et la Tunisie, ont entamé de timides réformes de structure. Les

investissements privés directs en direction du Maghreb ont doublé durant la dernière décennie, mais devraient quadrupler pour atteindre la moyenne des pays émergents. Par ailleurs, on évalue à près de 100 milliards de dollars le montant de l'épargne qui a déserté le Maghreb, tandis que ses ressortissants à l'étranger rapatrient chaque année plus de 15 milliards de dollars, soit plus de 8 % des revenus en devises ou encore 5 % du PNB global des cinq pays, ce qui permet à certains de combler le déficit de leur balance commerciale. Cette diaspora de 10 millions de maghrébins à travers le Monde est également inutilisée et non considérée. Aujourd'hui on estime que plus de 20% des migrants maghrébins ont un niveau d'éducation de Bac plus 5 années d'études faite dans leurs pays d'origine. A titre d'exemple, près de 50% des médecins marocains exercent à l'étranger.

Un autre coût qui échappe à toute quantification, c'est le gain (ou le coût de la perte de ce gain) que peut tirer un Maghreb uni et intégré face à ses partenaires, pays ou groupement régionaux par rapport aux négociations menées par chaque pays.

À cela s'ajoute le coût de la course aux armements entre le Maroc et l'Algérie, estimé à trois points de croissance. Trois points qui non seulement offriraient un espoir à la jeunesse, mais contribueraient à éviter des désordres sociaux, donc un risque accru de dérives politiques et idéologiques.

Malgré ces conséquences désastreuses, chaque État tente de freiner la libéralisation des échanges et, par contrecoup, du jeu politique, sachant pertinemment qu'un ensemble plus vaste imposerait une législation commune. Or tant que les dirigeants refuseront d'ouvrir les frontières à l'intérieur du Maghreb, ils interdiront tout élargissement du marché du travail à ces jeunes qui rêvent d'un emploi et qui, faute d'en trouver, se

trouvent condamnés à vivre du marché noir ou à émigrer clandestinement, avec tous les risques que cela comporte. Et tant que les États n'adopteront pas une politique favorable aux investisseurs, nationaux ou étrangers, le taux de croissance restera faible et l'épargne s'exportera au lieu de contribuer au développement.

L'extraordinaire progrès scientifique et technologique qui caractérise notre époque n'a pu se produire que dans un contexte international où les frontières et les barrières protectionnistes ont disparu au profit de vastes regroupements régionaux. Au Nord, le principal partenaire du Maghreb, l'Union européenne, s'élargit et tente, malgré les difficultés, de se structurer sur le plan politique ; elle risque, à terme, de se tourner irrémédiablement vers l'Est et d'oublier le Sud si le « désordre » économique devait perdurer dans cette partie du monde, compte tenu des maigres résultats du processus de Barcelone.

Il est donc clair que toute tentative individuelle de pays de taille moyenne pour intégrer ce mouvement de l'évolution mondiale contemporaine sera vaine et se traduira par des coûts exorbitants contribuant à hypothéquer le développement des populations pour plusieurs décennies.

Ces enjeux sont vitaux, car sans une vision de complémentarité, d'intégration et de solidarité et une politique économique adéquate, il est à craindre que le Maghreb ne serve, à terme, de déversoir pour les produits de ses partenaires, qui seuls tireraient profit de la levée des barrières douanières.

Il y a lieu de prendre en compte les défis futurs, enjeux majeurs, qui généreront un coût certain s'ils les pays maghrébins ne les affrontent pas unis. J'en cite ici quelques-uns :

- La désertification galopante ;
- La raréfaction de l'eau et sa gestion ;

-La sécurité alimentaire...

Conséquence, Le Maghreb est aujourd'hui la seule région la moins intégrée. Ceci se traduit par des flux intra régionaux les plus faibles : faiblesse des flux humains, des échanges de biens et services très limités, la circulation des idées et la coopération en matière de recherche scientifique quasi inexistantes... Il en résulte un cloisonnement culturel des sociétés de chacun des pays. L'espace économique et la capacité des marchés de chacun des pays sont exigus pour leur permettre de se doter d'entreprises industrielles et commerciales de tailles optimales et performantes ainsi que d'institutions financières pouvant opérer sur les marchés internationaux. Par contre, l'intégration régionale peut permettre :

de drainer les financements et les investissements extérieurs nécessaires à la mise à niveaux des économies ;

de renforcer la spécialisation dans les pays de la région permettant une réelle complémentarité ;

d'accroître le pouvoir de négociation avec les ensembles régionaux et particulièrement l'Union Européenne.

de maîtriser les conséquences de la mondialisation et de la globalisation au lieu de les subir et réunir les conditions favorables à la globalisation ;

de développer des pôles d'excellence et de recherche avec des moyens et des compétences élargies et regroupées ;

d'encourager et mettre en œuvre une spécialisation dans les pays afin d'instaurer une complémentarité réelle ;

de renforcer la spécialisation et la synergie entre les pays en favorisant la création d'entreprises « Trans maghrébines » de taille optimale, capables de constituer un noyau dur dans le secteur industriel et de faire face à la concurrence internationale ;

de se doter d'institutions financières de taille et de technicité suffisantes pour accompagner un réel développement ;

de faciliter un développement social et humain tributaire de la paix et de la stabilité que seule une intégration régionale peut garantir...

L'intégration maghrébine a été aussi un échec car l'expérience de l'UMA qui n'était pas fondée sur l'adhésion et une participation consciente et volontaire des populations car les gouvernants et les politiques n'ont rien fait dans ce sens. Cette intégration suppose, elle-même, un fonctionnement démocratique des institutions. En effet, le retard d'intégration régionale et le déficit de démocratie dont souffrent les pays Maghrébins sont étroitement liés. Ce qui met les cinq pays devant un double défi, celui de la démocratisation puis la consolidation de la transition démocratique et pluraliste et celui de la modernisation de leurs structures économiques et sociales pour faire face à l'économie ouverte à la mondialisation et à la globalisation.

Cette situation représente une hypothèque lourde de conséquence pour l'avenir des pays du Maghreb et leurs peuples. Le Non-Maghreb représente donc un coût qui grève plusieurs domaines : culturel, scientifique, politique, économique et financier qu'il faut identifier et mesurer. Il est temps que la société civile et les forces vives du Maghreb assument le rôle d'avant-garde qui leur incombe et se constitue en force de propositions en instaurant une dynamique maghrébine nouvelle. L'initiative du *CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES MOHAMED BENSAÏD AIT IDDER* s'inscrit dans cette optique. En effet, l'organisation d'une rencontre qui a pour objectif d'instaurer un dialogue constructif et libre de toute contrainte entre maghrébins ne peut être qu'une pierre inaugurant l'édifice maghrébin.

Cette initiative constituera sans doute le début d'actions d'organisations non gouvernementales intermaghrébines, où

hommes et femmes auront à cœur de défendre ce futur Maghreb Uni et le préparer. Déjà certaines organisations ont lancé des initiatives comme le Forum des Entrepreneurs Maghrébins et d'autres qu'il est long de citer ici. Pour concrétiser ces propositions il faudrait :

Inventorier et analyser les conséquences de l'inexistence du Maghreb sur les politiques économiques et sociales des pays, en mettant en évidence les pertes et déficiences qu'elle entraîne pour les peuples ;

Identifier les aspects négatifs qu'elle implique pour ses partenaires, et en particulier l'Union européenne ;

évaluer ensuite les potentialités que suscite la création d'un espace régional en s'appuyant sur les expériences réussies ailleurs et les écueils rencontrés ;

élaborer des recommandations pour relancer le processus, une sorte de feuille de route pour la construction du Maghreb dont le premier chantier serait la création d'un organe maghrébin pour la jeunesse, à l'instar de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.

Un tel travail constituerait un puissant moteur et une base de réflexion qui inciteront les dirigeants à résoudre leurs conflits dans une optique régionale, à ouvrir leurs frontières et à prendre le chemin de la construction maghrébine. Cette même dynamique pourrait faire sortir les associations maghrébines existantes (avocats, ingénieurs, écrivains...) de leur léthargie. Une telle intégration ne se décrète pas, elle se construit patiemment à travers la mise en place de moyens adéquats, et notamment d'institutions dont le fonctionnement ne saurait être perturbé par un quelconque différend entre États. Pour cela, il est nécessaire que les gouvernants maghrébins acceptent qu'une autorité supranationale puisse diriger la future Union Maghrébine et se plier à ses décisions comme

c'est le cas pour tous les regroupements régionaux dans le Monde. C'est la clé du développement économique et social qui permettra une croissance durable, créatrice d'emplois, et la réduction de la pauvreté. La réalisation du Grand Maghreb est inéluctable. Tout retard pris dans l'élaboration de cet espace communautaire incombe aux gouvernants : eux seuls en assumeront la responsabilité devant l'Histoire.

Paris, le 24 mars 2016

LES PAYS DU MAGHREB SOUS LA MENACE DU TERRORISME



Fayçal CHRIF

Historien / Tunisie

La guerre contre le terrorisme se poursuit, la bataille d'aujourd'hui se situe au niveau de l'information et des renseignements. Ainsi, déceler, décortiquer, établir les liens de causalités et comprendre les alliances, les tactiques, les stratégies, les réseaux, les complicités locales, les financements et les intérêts régionaux et internationaux qui sous-tendent le phénomène terroriste constituent les plus grands défis qui affectent lourdement la sécurité nationale de tous les pays. Le Maghreb et à plus grande échelle de l'Afrique Subsaharienne et de l'Europe du Sud sont au cœur des menaces de l'extrémisme et du terrorisme.

La mise en place d'une stratégie sécuritaire durable au Maghreb et en Afrique Subsaharienne devient aujourd'hui un impératif urgent, il faudrait mettre en place au plus vite un dispositif sécuritaire global. Aucun pays ne pourra seul faire face au phénomène terroriste car celui-ci transcende les frontières. La coopération sécuritaire, en conjuguant les efforts au niveau d'abord des pays du Maghreb donnera un message important d'abord pour gérer nos propres problèmes et donner un véritable sens à la question de souveraineté nationale. Cette unité maghrébine au niveau politique d'abord doit au plus vite donner lieu à une compréhension multilatérale du phénomène terroriste et mettre en œuvre les moyens nécessaires aussi bien armées que culturels, économique et sociale pour faire face à ce défis qui est aujourd'hui prioritaire des gouvernements du monde entier. En termes thérapeutiques, on parlerait de « prévention » et de « dépistage » ; ce travail de recueil, d'investigation et de croisement des données fait aujourd'hui affreusement défaut. On énumère ci-dessous les priorités absolues en termes géostratégiques et sécuritaires :

- Le Maghreb et l'Afrique Subsaharienne au cœur du terrorisme : état des lieux et perspectives de coopération multilatérales ;
- Mécanismes et interactions des organisations terroristes entre le Sahel et Le Maghreb ;
- Aux origines des actes terroristes en Afrique du Nord et ses retombées.
- Les politiques anti-terroristes entre impératifs sécuritaires nationaux et perspectives stratégiques globales dans le cadre du Maghreb/Afrique Subsaharienne/Europe du Sud et même du Moyen-Orient

Seule une action concertée des pays du Maghreb avec l'appui de la communauté internationale, peut permettre d'atteindre des résultats significatifs sur cette question hautement importante et prioritaire à tous égards.



Majallat Ar-rabii. N°4. Juillet, 2016

SAQIA HAMRA ET OUED AD-DAHAB

LA GENESE DU SEPARATISME



Brahim OUCHELH

Cadre dirigeant de l'UNFP et de l'USFP

Mes propos sont ceux d'un acteur et d'un témoin. Je fus responsable de l'UNFP à Tripoli de juillet 1972 à fin 1974. Il nous incombait Houcine El Manouzi, M'Hamed Touzani et moi-même de créer cette base.

J'ai vécu en Algérie de 1974 à 1976, responsable avec Abbes Bouderkha des relations de notre parti avec les autorités algériennes.

L'arrivée de Mustapha EL OUALI à Tripoli

J'ai accueilli ELOUALI Mustapha au pied de l'avion au premier trimestre 1973. Il n'était ni « invité » ni « attendu » par les autorités libyennes.

Ce déplacement s'effectuait dans le cadre des activités de notre organisation : la branche clandestine de l'UNFP qui œuvrait pour un régime alternatif au Maroc.

Cette visite constituait le prolongement des contacts pris à Rabat avec la direction du parti et dont Mohammad LAKHSASSI ex président de l'UNEM et membre de la commission administrative était en charge.

Fquih Basri avait relaté lors des entretiens avec les nouvelles autorités libyennes la nécessité d'un soutien pour lutter contre le colonialisme espagnol dans le Sud Marocain.

Le contexte politique de cette visite

Nous nous considérons comme la continuité de l'action de l'ALN marocaine pour libérer les populations sahraouies du joug du franquisme, action stoppée par l'opération écouvillon. La libération des territoires marocains sous domination étrangère était parmi l'un des principaux griefs que nous reprochions au régime politique que nous combattons.

Nous étions en période révolutionnaire ascendante de par le monde, la création d'un « foyer révolutionnaire » au Sahara s'intégrait dans notre stratégie pour l'émancipation de l'ensemble du peuple marocain.

La coordination avec EL OUALI

Le « Guevara Sahraoui » fut hébergé par nos soins dans un hôtel géré par un opposant tunisien Lahbi Ellemssi.

Nous avons commencé notre action avec El Ouali par l'intégration dans nos émissions radio ATTAHRIR de quelques

programmes en Hassani, préparés et enregistrés par ses camarades, venus expressément pour cela.

La quête des armes

La visite d'EL OUALI avait principalement comme objectif d'acquérir du matériel militaire pour équiper les « guérilleros » déjà présents aux confins du Sahara.

Je me suis chargé de cette requête auprès du membre du Conseil de la Révolution, ABDEL MONAÏM EL HOUNI, notre contact et le responsable au sein du conseil de la révolution des relations avec les mouvements de libération arabes et africains.

Cette démarche rencontra certaines difficultés, les Libyens étaient réticents sur la capacité des filières d'acheminement proposées par EL OUALI qui voulait être livré à Ghatt en plein territoire libyen, idée saugrenue selon mon interlocuteur...

Lors d'une visite à Tripoli, LAKHSASSI, échappé des rafles de mars 1973 au Maroc, nous suggéra de palier à ce « manquement » des Libyens ; ce que j'ai refusé. Une telle décision ne relevait pas de son domaine organisationnel.

SAÏD EL GACHATT, le nouvel intermédiaire avec Kadhafi

EL OUALI ; très actif établi lors de son séjour un contact avec un directeur de journal SAÏD EL GACHATT qui se prévalait de ses origines de Sakiet AL HAMRA.

EL HOUMI accorda peu de crédit à cet intervenant, surtout après l'avoir testé, en lui imposant une mission dans la colonie espagnole.

EL HOUNI entra en dissidence avec Kadhafi, il s'exila.

La filière Gachatt s'imposa.

L'Algérie et le mouvement Sahraoui

Avant mars 1973, notre situation en Algérie était plus tolérée que soutenue. Les services du Colonel Draia, épiait nos mouvements. Nous agissions pour nos actions clandestines comme dans un territoire hostile.

L'arrestation épisodiques de nos réfugiés et surtout la livraison au Maroc du commissaire RAMSİL, un de nos militants qui a demandé asile en 1970 était la preuve des convergences d'intérêts avec les services makhzénien.

Après mars 1973, BOUMEDIENNE changea d'attitude vis-à-vis de notre mouvement et particulièrement vis-à-vis de son vieil ami MOHAMMAD BASRI qui devint son hôte de marque.

Concernant le Sahara, les Algériens privilégiaient le mouvement MORIHOB d'Edouard MOHA, création du général OUFKIR.

Les camarades d'EL OUALI étaient pourchassés et parfois arrêtés.

Notre responsable à Alger ABBES BOUDERKA s'activait à les soutenir. ABDELGHANI BOUSTA établi à Oran leur fournira les premiers matériaux de communication et d'impression : une machine Ronéo entre autres.

La marche verte

C'est après cet évènement que la dérive séparatiste fut entamée ;

L'afflux des réfugiés sahraouis encadrés par des chefs tribaux et des notables,

la migration des étudiants sahraouis des universités espagnols,

Le ralliement des personnalités telles le consul de Mauritanie à Alger et surtout le célèbre journaliste et diplomate BABA MISKI..., tous ces éléments ont été fédérés et mis dans le même chaudron par les services algériens mobilisés à tous les niveaux, médiatiques, politiques, FLN, organisations de masses, diplomatiques etc.

Nous assistions à une déferlante.

C'est à cette époque que le POLISARIO fut annoncé. Cette dénomination n'existait pas Elle a été attribuée à postériori au noyau historique de mai 73 à Zouerate (selon l'historiographie officielle).

Le Maghreb des peuples

FQUIH BASRI avait l'habitude de formuler un concept politique qu'il transforme après en objectif par une phrase déterminée.

Le foyer révolutionnaire : AL BOU'RA ATTAWRYA, fut celui utilisé pour soutenir EL OUALI et ses camarades

Le Maghreb des peuples, émane de FQUIH BASRI, il l'a exposé à BOUMEDIENNE, son idée était de créer une convergence des mouvements politiques progressistes maghrébins qui agiraient indépendamment des états.

Ce concept a aussi été initié par Basri puis utilisé avec les libyens et les Irakiens pour aboutir à la création le Congrès du peuple arabe.

La perception du pouvoir algérien et la mise en application de tels concepts en dit long sur leurs objectifs réels.

L'incident de la Radio

Dans ce cadre BASRI avait suggéré à BOUMEDIENNE de créer une radio libre. « La radio du Maghreb des peuples ». Nous voulions palier ainsi à la perte de radio Tripoli. Le leader algérien ne donna aucune suite.

Ce projet revit le jour d'une manière tragi-comique. Jugez-en. Le commandant Ferhat de la présidence vint me chercher un soir pour une réunion inattendue. Je me retrouvais dans le bureau de Abdallah Chrait le directeur de la radio nationale pour discuter en présence d'un personnage qui ne s'est pas présenté du projet de la radio Maghreb des peuples.

L'inconnu mis brusquement fin au dialogue et nous invita à le suivre.

Je me suis retrouvé de façon impromptue dans un studio d'enregistrement. Derrière la vitre je reconnus ANTONIO CURILLO, le leader du mouvement indépendantiste Canariens, en train d'enregistrer une diatribe contre le Franquisme. De l'autre côté, deux sahraouis rédigeaient une catilinaire surement ardente et incendiaire vis-à-vis de la monarchie marocaine.

« Si Ahmed après eux ce sera à vous » tonna l'homme trapu dans ma direction.

Devant cette impudence j'apostrophaï le commandant FERHAT pour lui demander quel était cet énergumène qui ose donner des ordres à un militant d'une organisation politique comme la nôtre.

L'officier me pris par la main et me ramena chez moi sans daigner répondre à sa radio de voiture qui ne cessait de grésiller.

Le lendemain la même voiture DS vient me chercher cette fois ci en direction de la Villa Joly siège de la présidence.

Mon personnage me reçut brièvement dans un bureau sans feuille ni stylo. Il bafouilla brièvement des explications.

Il voulait surtout me faire savoir son statut sans décliner son identité.

Ce fut Le colonel SLIMANE HOFFMAN. Il prendra en charge le dossier du Sahara. Sûrement avec les même les méthodes d'injonction et d'autoritarisme.

Une pensée pour EL OUALI

La dernière rencontre avec ce grand idéaliste que fut EL OUALI, eut lieu lors d'un vol Alger-Tripoli, le 1^{er} janvier 1974.

Nous avons risqué tous deux d'être appréhendé par la sécurité tunisienne pendant une escale non programmée.

Paris le 10 mars 2016.



POUR UNE CONSCIENCE MAGHRÉBINE



Rahamim Benhaim

*Economiste, consultant et militant dans plusieurs organisations de la société civile,
nationales et internationales.
Président de « Racines »/ Maroc*

(1)

Mais qui croit encore au Maghreb ?
La mondialisation installe les boutiquiers chinois à Casablanca. Les sociétés chinoises de travaux publics avec leurs centaines de travailleurs chinois sont sur les échafaudages à Alger. Mais des voisins que sont les marocains et les algériens ne peuvent franchir leurs frontières fermées... Les évolutions des sociétés et des économies des trois pays du Maghreb sont

à ce point divergentes que l'idée d'un avenir commun paraît illusoire. Nous avons sous-estimé le poids de la nation dans la conscience collective de chacun des pays. La bonne question c'est : qu'est ce qui peut avancer et emporter la conviction pour un Maghreb. Cela pourrait être résumé par cette formule lapidaire. Un Maghreb serait une conscience maghrébine plus un marché, les deux se confortant l'un l'autre pour être une puissance.

(2)

Nous devons rendre compte que nous sommes à une période historique particulière, celle d'une articulation, où les constructions nationales sont en voie d'achèvement et celle où les constructions d'ensemble régionaux sont en train de naître et pèsent de plus en plus dans le jeu des nations. C'est ce qui se joue dans les rapports internationaux. Les alliances politiques militaires et économiques sont aujourd'hui d'abord des ensembles régionaux en Amérique latine et en Asie.

En d'autres termes, c'est l'inscription dans un ensemble régional qui donne force à la nation. C'est à la lumière de ce moment particulier qu'il nous faut se situer au Maghreb. Ce sont les Etats qui génèrent les nations qui vivent dans les frontières de cet Etat. Nous disposons, toutes et tous, en principe, du droit à participer aux décisions de l'Etat. Nous avons des leviers pour ce faire, des associations, des syndicats, des partis. Nous nous sommes donnés le temps, plus d'un demi-siècle, pour consolider nos nations et nos Etats respectifs après les indépendances. La question est posée, à la maturité politique de

nos élites et de nos peuples, s'il est venu ce jour de nous donner le temps de penser et agir comme maghrébins.

Pouvons-nous penser et agir, à la fois, pour l'achèvement de la construction nationale, en même temps, qu'à la naissance du Maghreb. Pour beaucoup cela est devenu incompatible. Jusqu'à quand?

(3)

d'aujourd'hui, les derniers à croire au Maghreb sont les maghrébins eux-mêmes. Le chemin sera long. Il y a une réticence à penser et agir le Maghreb chez les marocains, les algériens et les tunisiens. A des degrés divers, dans chacun des Etats, nous sommes prisonniers d'une fabrication de l'opinion publique par les intérêts des Etats. S'il y a un travail à faire, c'est bien celui de restituer la réalité de cette réticence à nous-mêmes.

a/ Il y a chez chacune de nos élites, chacune dans son pays, cette imprégnation fière de la généalogie de son Etat. Les marocains sont fiers de leur histoire dynastique, les algériens de leur lutte de libération et les tunisiens du génie de leur modération. Le résultat au quotidien est un chauvinisme candide et meurtrier.

b/ Il y a la construction l'un contre l'autre de l'Etat nation. Le Maroc s'est construit très tôt contre l'Algérie. L'Algérie s'est construite très tôt contre le Maroc. Ce fut la « guerre des sables » dès 1963. Ce fut l'occasion rêvée pour chacun des Etats de fidéliser son armée en constitution. L'armée garante de la stabilité de l'Etat. Pour le Maroc, absorber sans rancune les éléments des armées libérations du sud et ceux du nord du Maroc. Pour l'Algérie en finir avec les résidus de l'esprit du

maquis. Puis ce fut dix ans après la guerre du Sahara. Ce fut l'occasion pour le Maroc et l'Algérie de mettre au pas chacun son armée. Le résultat au quotidien a été d'enterrer dans les sables les problèmes internes comme on cache la poussière sous les tapis.

c/ Cela fera 40 ans, que les deux pays vivent sous la menace de la guerre du Sahara. Et maintenant plus personne ne sait comment s'en sortir de ce chantage. Parce que les pouvoirs l'ont instrumentalisé pour des causes à la fois internes et de volonté d'hégémonie. Le résultat au quotidien : les trois peuples sont les seuls perdants. Ils sont orphelins d'un projet projet, le seul mobilisateur, celui d'une nouvelle frontière, le Maghreb. Mais jusqu'à quand ?

(4)

Jusqu'à l'avènement conjugué dans les trois pays d'une conscience maghrébine.

La conscience maghrébine ne se fonde pas sur les atouts économiques. Elle se fonde sur l'espoir d'une puissance à venir. Elle se fonde sur la venue de ce moment, où sortir de nous-mêmes de nos frontières pour devenir ce nouvel élan. Prise en charge par les sociétés civiles des trois pays du Maghreb, la conscience maghrébine prend racine. Devenue espoir, elle donne corps à la force d'entreprendre de toutes et de tous .

Parce que la rationalité des arguments sur les avantages des marches économiques, sur les coûts et les opportunités pour les PIB aujourd'hui, ne suffit pas. Si nous voulons élaborer le Maghreb, la première étape consiste à nous éveiller à une consciencemaghrébine.

La conscience maghrébine, c'est être ensemble pour être un ensemble avec nos nations, avec ce qu'elles sont. La conscience maghrébine est un sentiment d'appartenance civilisationnel à un périmètre régional. Ce sont les faits qui construisent ce sentiment d'appartenance, dont les faits culturels et historiques de l'inconscient collectif, .

La conscience maghrébine est un produit de notre conception culturelle et politique, héritage d'un espoir encore présent. La conscience maghrébine est indépendante de l'activité politique. Elle est ce moment qui pose l'injonction de la nécessité du Maghreb et où les handicaps peuvent devenir des atouts. A la manière des lutteurs, de handicap, nous pouvons produire le Sahara comme un atout. Nous avons une offre d'autonomie aux sahraouis, faisons une offre simultanée d'un plan maghrébin pour son autonomie vis à vis des puissants qui nous dictent notre avenir. .

Nous n'aurons plus besoin d'aller chercher quiconque pour de nouvelles alliances. Nous serons une puissance attendue et respectée.

(5)

Nous avons besoin du Maghreb, nous avons besoin d'une nouvelle frontière pour projeter notre futur. Nous sommes vulnérables et inquiets. L'inquiétude d'un futur sans avenir, sans tuteur ,sans parrainage, L'inquiétude traverse chacun d'entre nous, algérien, marocain, tunisien .

Nos sociétés civiles sont, certes actives, et très jeunes, mais fragiles nos élites sont dominées par le modèle de cour. Nos élites s'épuisent à se faire courtisanes pour être entrepreneures. Nos forces économiques ne sont pas encore assez autonomes du pouvoir d'Etat pour imposer une ambition maghrébine maghrébine. Notre échappée africaine apparaît

comme une substitution. Nous avons besoin de nous construire en monde aux alliances devenues incertaines. Le Maghreb est peut-être cette puissance si nous le voulons. Une hypothèse de travail. L'impératif d'une puissance régionale nous sera de plus en plus dicté par la nouvelle donne internationale, en particulier celle qui régit les deux rives de la Méditerranée, aujourd'hui dominée par les guerres et les migrations.

Que retenir de cette situation ?

Par les menaces en cours, cette situation offre-t-elle des hypothèses de renouvellement des relations entre les trois Etats du Maghreb ?

La fin annoncée du bilatéralisme entre nos pays avec l'Union Européenne, où l'ancienne puissance coloniale, affaiblit, ne peut plus parrainer ses « clients », les pays du Maghreb. Aussi la conviction nouvelle que l'Union Européenne n'est pas une puissance fiable en devenir. L'Algérie est en zone dollar de par son pétrole. Le Maroc se cherche en Afrique et entreprend à la hâte une diversification de ses alliances stratégiques. Une menace apparaît pour les trois pays du Maghreb. La Tunisie est en péril. Mais les deux autres pays se sentent et se vivent menacés, quand ils ne jouent pas à se faire peur. Les trois pays à des degrés divers, mais de manière vive et précise, se sentent menacés par les jihadistes. Le Maroc se sent menacé par l'Algérie, l'Algérie par le Maroc et la Tunisie est attaquée par les jihadistes. Et face à ces nouvelles menaces, les trois pays sont, chacun seuls, face à lui-même.

C'est aujourd'hui que les menaces aux frontières sont une fuite en avant meurtrière pour nos peuples et nos Etats, que nous avons le devoir de mobiliser nos sociétés civiles pour une alternative maghrébine.

Mai 2016

Deuxième partie

***Le Maghreb
en Question***

Paraitra prochainement...(CERM)



"هكذا تكلم محمد بن سعيد..."
مذكرات الأستاذ محمد بن سعيد آيت إيدر

Le Maghreb en Mounadhara

Mostafa **BOUAZIZ**

En termes de reconnaissance

Ce mois de février, l'équipe de Zamane m'a aimablement permis d'alléger ma présence pour renforcer l'équipe scientifique du Centre d'études et de recherches Mohamed Bensaïd (CERM) dont je suis l'un des membres. Le motif : la préparation d'un grand colloque maghrébin. L'objectif : soumettre l'espace maghrébin au questionnement des chercheurs, permettre à des générations de Maghrébins, ceux du siècle passé et ceux, jeunes, du troisième millénaire, de se rencontrer, de s'affronter et de s'enrichir mutuellement. L'occasion était belle parce qu'elle coïncidait avec les célébrations de la première année du printemps arabe, et tout particulièrement maghrébin. Merci mes amis de Zamane. L'équipe du CERM a tenu à ce que cette grande rencontre maghrébine soit aussi l'occasion de présenter un vibrant hommage à Mohamed Bensaïd Aït Idder, un Maghrébin de la première heure.

En termes d'émotion

La rencontre se préparait depuis six mois, mais le stress n'a été à son apogée qu'au début du mois courant. L'équipe organisatrice, dont des jeunes du 20-Février, voulait tout à la fois. Réunir des femmes et des hommes de tout l'espace maghrébin, de la Libye à la Mauritanie.

Mettre face à face des générations de « vieux » et de « jeunes ». Associer l'évocation mémorielle à la déconstruction scientifique des représentations. Faire dialoguer ceux qui ont pris les armes avec ceux qui ont présenté des manifestes. Mais l'objectif le plus hasardeux était de décroiser les mentalités enchaînées par des décennies de programmation idéologique. C'était une gageure.

Jusqu'au 23 février, le stress n'a fait que s'accroître. La majorité de ceux qui ont été conviés à ce forum n'avaient confirmé leur présence

que du bout des lèvres, souvent par courtoisie. Mais la matinée du 24, les arrivées successives des invités m'ont donné les larmes aux yeux. Tout le monde était au rendez-vous, du fin fond du pays amazigh aux hautes sphères de l'Etat et du gouvernement. De la droite nationaliste, islamiste, à la gauche radicale. De la « société civile » aux artistes, poètes et humoristes. Au-delà de sa simplicité légendaire, Mohamed Bensaïd était le catalyseur de ces retrouvailles, où le respect n'occulte pas les différences de positionnement politique et d'itinéraires personnels. Les jeunes du 20-Février, les jeunes du printemps maghrébin, les opposants éternels, les ministres, les anciens ministres, les hommes d'affaires, les chercheurs... tous étaient là ce matin du 24, pour le Maghreb, le grand Maghreb, et pour saluer cette grande personnalité qu'est Bensaïd Aït Idder. J'en avais les larmes aux yeux : Bensaïd est mon second père... La pudeur m'empêche de m'étaler sur son grand rôle dans ma vie. Je n'aurais pas imaginé que l'hommage que l'on avait préparé pour ce grand homme du Maghreb allait dépasser toutes nos attentes. Bensaïd est encore plus grand que notre imagination !

En termes d'analyse

L'équipe du CERM m'a chargé d'introduire le débat qui allait occuper les journées du 24 et 25 février. Je vous livre ci-après un concentré de l'argumentaire de cette rencontre :

En signalant, dans l'argumentaire de cette rencontre, l'importance du Maghreb en tant qu'espace géopolitique interagissant avec les bouleversements qui ont secoué le monde et la région arabe en particulier, ces derniers mois, le comité d'organisation s'est interrogé sur l'impact de ces événements sur le Maghreb : ouvrent-ils la voie à une citoyenneté maghrébine ? Les mutations profondes actuellement en cours en Tunisie et en Libye impacteront-elles de façon significative le reste de l'espace maghrébin ? Les jeunes acteurs de ces bouleversements seront-ils mieux lotis et mieux inspirés que leurs aînés ?

Nous avons voulu, lors de la préparation de cette rencontre, appréhender le « Maghreb » en tant qu'espoirs et mémoires des

Maghrébins, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui ; espoirs vécus et mémoires racontées, dans la foulée de ce qui, communément, est désigné par le « Printemps arabe ». Espoirs portés par des acteurs d'hier et évoqués par des témoins privilégiés, et non moins acteurs d'aujourd'hui, auprès de jeunes générations dont l'action est portée par la fougue de l'idée de liberté, de la quête de dignité et d'un avenir où la citoyenneté agissante bouscule les despotismes et l'ordre conservateur.

Cette approche, in vivo, dans la chaleur de l'action et l'émotion du souvenir, est articulée, dans notre démarche de préparation, à une approche plus « froide », plus distanciée, plus critique. Une approche qui appréhende le Maghreb en tant qu'objet de recherche et de réflexion. C'est pour cela que nous avons tenu à la présence précieuse de chercheurs éminents et confirmés qui, par leurs outils d'analyse, ont apporté l'éclairage scientifique pour comprendre ce que la proximité, aussi bien dans le temps que dans l'espace, a occulté.

Ce voisinage, ce « concubinage » entre témoins-acteurs et chercheurs-observateurs est, à notre sens, des plus fructueux. Aussi la nature de la rencontre s'est-elle imposée à nous comme problématique.

Entre la commémoration festive, le meeting politique et le colloque académique, il y a un autre genre à revisiter, celui de la Mounadhara, en tant que confrontation générationnelle. Celle qui ne cherche pas le conflit, le « clash », mais les regards croisés. Celle où les systèmes de pensée, de représentation et d'action, des uns, ceux d'hier comme d'aujourd'hui, déconstruisent les systèmes des autres.

La confrontation ici a lieu entre générations maghrébines du temps de la colonisation et des luttes pour la construction des « Etats nationaux », et les générations maghrébines de la lutte pour les droits humains et démocratiques, et de la quête de citoyenneté dans son acception universelle. Cette confrontation-là est une démarche de compréhension, de dialogue, d'écoute et d'effort pour s'auto-analyser à travers les catégories fixées par l'autre. La proximité ici n'engendre pas l'occultation, mais l'auto-déconstruction de ses propres systèmes.

L'objectif n'est pas le conflit, ni le repli générationnel, mais plutôt le rapprochement par la compréhension mutuelle.

La Mounadhara est aussi un moment d'interrogation critique, de mise à l'épreuve de l'analyse scientifique, celle de l'économiste, de l'historien, de l'anthropologue, du sociologue, du politologue, mais aussi du psychologue. Rien n'est immuable, même les mentalités !

Rien n'est définitif, ni essentiel.

Tout est changement, tout est en devenir, tout a une histoire. Tout est production humaine, production des sociétés et des processus de leur formation développement. Ces vérités premières, c'est aux chercheurs que nous les devons et, à leur lumière, le Maghreb n'est pas une identité immuable, une donnée essentielle, mais un processus de gestation avec des possibilités d'évolutions aussi variées que contradictoires. L'interrogation scientifique permet justement d'élucider les moments forts de cette gestation et de dresser les développements futurs comme éventualités et non comme certitude.

Le déterminisme n'est plus de notre temps !

La Mounadhara, enfin, est un moment de maturation. La déconstruction n'aboutit pas nécessairement à une reconstruction. Entre le temps de déconstruire et celui de construire, il y a le temps de l'ambigüité, de la décantation. La certitude est souvent synonyme de précipitation, de schématisme, et d'a priori. C'est souvent une reproduction de représentations intériorisées, donc source de conflits et de non-écoute. L'ambigüité est souvent associée à l'indécision, à l'absence de point de vue et elle est « bradée » au profit d'une certitude commune.

Le temps de l'ambigüité, à notre sens, est un temps de refonte, de reconstruction, et il n'est pas quantifié. Il est propre à chaque société et à l'état des cultures qui la structurent.

La Mounadhara est un temps d'ambigüité positive, de maturation. C'est pourquoi nous avons opté, dans cette rencontre, pour privilégier le dialogue, entre générations, entre acteurs et chercheurs, entre hommes et femmes, entre Algériens, Mauritaniens, Tunisiens, Libyens et Marocains...

Dialoguer, c'est prendre la parole et en même temps écouter. Dialoguer, c'est interagir, construire en commun des outils d'analyse partagés. Dialoguer, c'est aussi gérer le temps dans l'équité. C'est le

rôle certes des modérateurs, mais c'est aussi celui de toute l'assistance. C'est un challenge à la mesure de notre espoir pour un Maghreb citoyen.

En terme d'espoirs

La confrontation a eu lieu. Les jeunes Maghrébins, surtout les jeunes filles, ont bousculé les « vieux » et les moins vieux. Ces derniers étaient dignes, ouverts, mais surtout prêts à l'autocritique, ce qui est un acquis. Les chercheurs étaient décapants, déconstruisant les « croyances », les fougues, les a priori. Les sciences sociales, portées par d'imminents chercheurs, ont imposé la remise en cause des représentations et ont ouvert de nombreuses pistes de recherche et de réflexion. L'art et la poésie ont apporté les détails et la chaleur qui rendent à l'homme, à la femme, son humanité.

La rencontre a montré qu'il y a deux Maghreb : celui de la division, de la misère et du despotisme, et celui de la liberté d'agir, de la dignité et de l'avenir en commun. Entre les deux, un fleuve « noir », celui des privilèges et des marchands de guerre. Pour le traverser, il faut un pont. Nous osons dire que ce pont est en construction. Les jeunes Maghrébins vont hâter la finition de cet ouvrage en forçant, au mois d'avril, l'ouverture des frontières, c'est leur engagement commun lors de cette rencontre. Les autres participants font de même en lançant l'Appel de Casablanca.

Casablanca, Mars 2012.



René GALLISSOT

Historien

La fin de l'âge des libérations nationales()*

Monsieur Harbi a traité de L'UMA, c'est-à-dire l'Union du Maghreb des services. Les seules réunions se sont les réunions des ministres de L'Intérieur. Donc et en même temps, auparavant ce matin, on a à plusieurs reprises, évoqué le versant arabe du Maghreb. C'est un petit peu resté dans la franco-sphère. Parce que souvent, par plaisanterie, je dis qu'est ce qui est arabe aujourd'hui, du point de vue économique, la seule monnaie arabe, finalement, c'est le franc suisse. Donc il faut descendre de la franco-sphère pour voir les relations réelles et les placements réels de ceux qui attendent, qui sont en risque de succession aujourd'hui. C'est ça qui a ré ouvert le mouvement. C'est l'heure de la succession des régimes établis depuis les indépendances.



Le N° 7 de Majallat Ar-rabii (version arabe)
Est disponible dans les kiosques

Alors mon propos sera plus à partir de versant européen de Maghreb. Et, comme vous le voyez, je suis le seul européen à intervenir en titre de magrébin. Et souvent par plaisanterie, je dis qu'il n'y a que de magrébins qu'en Europe. Mais parce qu'au Maghreb, il y a encore de nationaux de chacun des pays et plus encore des nationalistes enfermés dans leurs frontières. Dans leurs frontières de fait, regardez Oujda ! Et dans leurs frontières mentales puisqu'ils sont incapables de sortir de leur nationalisme propre et de leur enfermement, c'est de l'antinationalisme puisqu'on est incapable de raisonner en traversant Le Maghreb. Parfois, on me dit que je ne suis le seul magrébin qu'on ait rencontré. Pour dire simplement qu'il y a une formation maghrébine qui s'acquière dans l'immigration et dans la formation étudiante en Europe. Ça, c'est un phénomène assez important. Et ce phénomène assez important vous rappelle que les lieux du Maghreb c'est aussi, on l'a évoqué ce matin, le 115 boulevard Saint Michel, c'est là qui veut dire maghrébin. Et en 1972 pour le Colloque qui a été publié en 1973 «Abdelkrim El Khattabi et la république de Rif», la maison de Maroc, la Cité Internationale est également un lieu maghrébin. Voilà ce qui est maghrébin ! Parce que sa dépassait la fraternité entre les étudiants qui étaient là. C'était en quelque sorte un projet maghrébin qui était soumis à critique et qui était en prospective.

J'évoque ces moments mais je vais aller, dans premier temps que j'ai connu, puisque la connaissance d'un certain nombre d'entre vous, je la dois aux années 1962-1963 à l'Université d'Alger ou à Alger. Et vous savez qu'en 1963 c'est la guerre des frontières, la guerre des sables. Et c'est là le point de départ que je voulais prendre ; car j'ai vu, en 1963, même des femmes algériennes revêtir le treillis pour aller à la frontière. C'est ça le signe, c'est presque le symbole de l'enfermement dans

l'uniforme militaire, dans un nationalisme guerrier, dans un nationalisme qui affronte le voisin. Qu'est ce que c'est cette histoire des frontières ? C'était l'héritage de la colonisation qui avait fait le partage des Etats, y compris pour évoquer la Mauritanie en 1959. Qu'est ce que ça veut dire peuple mauritanien ? Quand on n'a pas vécu, en quelque sorte, une seconde Belgique en juxtaposant des gens pour préparer, si je puis dire, le départ de la colonisation espagnole. Il faut rappeler de ses choses là ! La carte de l'héritage colonial est complétée. Et l'héritage des négociations d'indépendance de 1955 à 1962, c'est un héritage qui met, en adjectivisant, les frontières. Et les conflits de frontières ça existait, même avec La Tunisie, et qui met comme objet de conflit le Sahara ! Il faut bien le dire ! C'est là qu'a été posé le verrou qui rend jusqu'à aujourd'hui le Maghreb impossible.

Il faut s'arrêter de parler du Maghreb s'il n'y a pas, en quelque sorte, le pôle des ressources sahariennes, et une possibilité d'entente, d'accord, de coordination dans l'usage, si je puis dire, des ressources sahariennes. Ça ouvre la communication, ça ouvre la transversalité, ça permet de traverser le Sahara, ça permet de rejoindre les Etats de sud saharien. Moi, je suis horrifié par la façon dont on parle du Maghreb aujourd'hui en taisant ce problème. On se moque de tout le monde ! Puisque tout le monde sait dans son esprit qu'il y a un blocage là ! Tant que ce blocage ne sera pas surmonté, il sera presque inutile de parler du Maghreb. A l'heure de la guerre des sables, la guerre des frontières, qui a répondu, si je puis dire, à travers une deuxième collocation à bord, à cette guerre des frontières, cette guerre des sables ? C'est Mehdi Ben Barka ! Pourquoi ? Parce que son projet est tout à fait différent. Son projet était, en quelque sorte, transversal au Maghreb et même d'union des peuples d'Afrique, et bientôt d'union de ce qui sera appelé

L'Afrique Occidentale. A cette époque à Alger, c'est l'époque des discussions étudiants qui étaient les dirigeants des mouvements de libération en Afrique entre les politiques africains parfois opposants, entre les opposants algériens, marocains et tunisiens. Et c'est ce milieu même que Mehdi Ben Barka a appelé l'Université Tricontinentale. Ce qu'on faisait pendant des nuits et des soirs à discuter du mode de production, à discuter du socialisme. Et c'est ça l'idée, l'idée d'avoir cette transvalité, cette fédération possible, cette continuation de l'action de libération à travers ce mouvement, si je puis dire, de fédéralisme.

Voilà pour évoquer ce point de départ qui est aussi mon point de départ. Ben barka avait pensé retourner la vieille Revue coloniale qui s'appelait La Revue Africaine en première revue de l'OSPAA, l'Organisation de Solidarité des peuples d'Afrique et d'Asie et puis ensuite se sera le projet de Tricontinentale Conférence. Deuxième point que je voudrais évoquer. Après le Colloque, Abdelkrim et la venue à Tunis, et peut-être, il y a une suite à cela ! Et la suite la suite s'appelle peut être «La Marche Verte». Je vais jusque-là pour faire comprendre.

ET il y a les années 1971/ 1972 /1973 au Maroc. Et la réponse à la fois à la création de l'USFP et derniers écrasement des Mouvements qui s'inspiraient des luttes de la libération, la réponse va être trouvée dans cette formidable négociation de réaction coloniale entre La France, L'Espagne et le Pouvoir marocain, le palais Marocain. A la conférence de Madrid, je vais trouver cela en étudiant pour mon dernier livre su Henri CURIELLE, en étudiant cette conférence de Madrid qui a préparé La Marche Verte. Le représentant français c'était le prince, retenez! Il y a de quoi rire ! le prince Alexandre de Marenches. Ce prince de Marenches qui organisait les safaris pour Giscard d'Estain, ce prince de Marenches était en quelque

sorte, effectivement, le chef du SEF, Service Extérieur Français. Et à la conférence de Madrid on envisage, à la fois, cette conjonction, cette alliance de la création coloniale française autour de Giscard D'Estain. C'est l'après gaullisme, c'est l'après Pompidou même, la réaction coloniale ! Et la réaction coloniale avait même prévu et envisagé l'assassinat d'Henri Curielle. L'idée de l'assassiner était possible, puisqu'il passait pour un symbole de l'Algérie. Et on est entré à partir de là. C'est l'envers de La Marche Verte, il ne faut jamais voir La Marche Verte d'un seul côté ! Il faut voir l'envers. L'envers c'est quoi ? C'est la coupure entre L'Algérie et Le Maroc qui n'est pas encore surmontée jusqu'aujourd'hui. Et vous n'avez qu'à lire toute la presse, aujourd'hui encore ! Celui dont on se méfie encore, dont on croit toujours au complot, c'est en Algérie. Et en Algérie, dans les journaux algériens, c'est au Maroc ! Donc cette coupure existe. Et cette coupure c'est La Marche Verte. La coupure de La Marche Verte n'est pas surmontée. Et tant qu'elle n'est pas surmontée, ce n'est pas la peine de parler du Maghreb.

Donc, vous voyez l'importance de ce moment ! Bien sûr je force les termes, je force les images. Mais je traduis, en quelques sorte, ce qui va donner la réalité des affrontements et qui aboutit à la fermeture des frontières, à ce qu'il n'existe pas des espaces de circulation économique, pas d'espace de circulation de personnes et pas d'espace de circulation des idées. Alors, vous vous rendez compte de ce que c'est que Le Maghreb comme conséquence de cette séparation concrétisée, si je puis dire, depuis la Conférence de Madrid.

Troisième temps, pour se rapprocher d'aujourd'hui, je suis encore frappé que, dans ce qu'on appelle le Printemps, dans ces mouvements du Printemps, puisque ça rappelle janvier, février, c'est très bien !, dans ces mouvements du Printemps,

les anciens, surtout la génération de ceux qui ont lutée contre la régression des années 1980 et 1990, ces anciens, l'intelligencia ancienne qui revient d'exil ou qui a été réprimée terriblement, cette génération d'exil s'auto-adresse encore presque uniquement, les tunisiens s'adressent aux tunisiens, les marocains s'adressent aux marocains. Il y a une formule qui a été employée à l'Assemblée Constituante en Tunisie, c'est « les nationaux aux nationaux », et c'est comme ça qu'ils sont rédigés les textes aujourd'hui ! Et c'est comme ça qu'ils sont élaborés. Même par les islamistes. Puisque les islamistes, c'est un autre nationalisme d'appropriation gouvernemental de l'Etat National. Et ce n'est l'internationale islamique ! C'est en quelque sorte l'exercice du pouvoir dans le cas de l'Etat National en renouvelant l'alliance des bourgeoisies diverses, et au Maroc l'alliance des bourgeoisies diverses et du trône. Il faut dire les choses comme elles sont ! Pour nous les historiens, nous les intellectuels, on est là pour dire, en quelque sorte, dire les choses en termes réalistes, en terme sociologie historique, non en termes des blablas sur les mémoires, sur les subjectivités, sur les intentions. Non ! On est là pour rappeler ces vérités de fond qui font encore le présent. Même encore aujourd'hui, dans les printemps, on sent cette réaction, en quelque sorte cette défense nationale. Sauf peut-être dans ce qui s'appelle le mouvement des jeunes. Moins, disons moins, je ne dis pas « sauf » ! avec moins d'intensité dans le mouvement des jeunes ; parce que, comme on l'a entendu ce matin, le mouvement des jeunes, c'est un mouvement contre les régimes dictatoriaux. On pourrait même ajouter contre les régimes militaro-policiers, habillés d'uniformes ou d'uniformes civils qui tiennent ce régime militaro-policiers à degré divers dans ce pays. Mais c'est les mêmes régimes. Et c'est le mouvement de démocratisation, de citoyenneté c'est précisément des

mouvements de contestation contre ces régimes dictatoriaux comme l'intervenante de ce matin l'a rappelé. Et dans cette perspective, il y a en, en quelque sorte, véritablement, une ouverture démocratique et citoyenne.

Alors qu'est-ce que j'entends de la part de ceux qui accèdent au gouvernement, de ceux qui composent les anciens partis politiques, de ceux de nationaux qui parlent aux nationaux, ce qu'on entend c'est le regret, la nostalgie, la nostalgie du Maghreb des peuples. Et depuis la Conférence de Tanger en 1958, le Maghreb des peuples c'est fini ! Parce que c'était le mot « peuple » dans le sens « Chaque peuple national dans son combat d'indépendance ». Ça, c'est terminé ! Il ne faut pas rêver du Maghreb des peuples ! Puisque maintenant, l'étape suivante, ce n'est pas Le Maghreb des peuples ! c'est le Maghreb de la démocratisation interne de ses sociétés et de ses Etats, et le Maghreb de conjonction démocratique à échelle qu'il faut définir. Et c'est là que, pour conclure, je vais devenir prospectif.

Ce matin Mostapha Bouaaziz a dit que le Colloque c'était « Espoir et Mémoire ». Donc, les mémoires ça va. Mais quel espoir on peut avoir ? Il faut situer l'espoir à mon avis sur trois plans. Trois plans qui sont en processus à l'heure actuelle, qui sont en train de se réaliser malgré les réactions. Donc, le premier plan c'est, si on regarde vers l'immigration, voyez bien que l'immigration ne s'appelle plus nord-africaine, elle s'appelle maghrébine. Elle a l'idée d'une culture maghrébine : le cinéma, le sport, la musique ...etc.

Est-ce qu'il va y avoir la création d'une culture de diaspora qui restera en communication avec les Etats de la rive sud. C'est ça la question de la formation d'une culture d'une diaspora. Si vous regardez du côté de l'héritage de l'empire britannique, vous voyez bien que les indous avait une culture, vous voyez

bien que les blacks avaient une culture ! Il est possible que la culture magrébine continue, sauf s'il n'y a pas à nouveau espèce de petites guerres entre les algériens, les marocains et les tunisiens qui existent entre les organisations de l'immigration soutenues par leur gouvernement qui veulent avoir la main sur la communauté des marocains, des tunisiens, des algériens à l'étranger.

Donc voilà un registre ! Il faut espérer que ce registre puisse participer à la circulation, à la circulation entre les deux rives, si je puis dire.

Le deuxième registre, il ne faut pas se le cacher. Quand on dit Maghreb, c'est d'abord le retournement de l'ancien Afrique du Nord. C'est-à-dire, ce Maghreb, ce sont les états indépendants d'Algérie, de Tunisie, et du Maroc. Quelle entente et quelle accord fédéral il peut y avoir pour ces états ? Il ne s'agit pas comme l'a rappelé Mohamed Harbi, ça veut dire les Etats nationaux. Ils conservent leur base nationale, mais il faut une fédération entre trois états matinaux. Ça, ce n'est pas impossible ! Si est surmonté la coupure saharienne et la coupure, si je puis dire, entre Algérie et Maroc. Et ce n'est pas impossible !

La troisième dimension, c'est une dimension Maghrebo-saharienne. Et c'est là qu'il faut faire des projets pour qu'il y ait une solution Maghreb-saharienne. Des solutions auxquelles participent, bien sûr, les trois petits Etats du Maghreb, ce qu'on appelle le grand Maghreb et peu importe, ce n'est pas le problème des mots ! Les juristes et les intellectuels trouvent toujours des appellations ; il ne faut pas se tourmenter sur les appellations ! Donc, à cet espace Maghrebo-saharien, il faut trouver des solutions pour l'exploitation des ressources de l'ensemble, pour le transfert, pour les lois de communication et pour les gazoducs. Et ensuite, pour débattre pourquoi il faut

trouver une solution ? Parce que c'est la seule façon d'arriver à se délier de la dépendance. Qu'est ce que c'est, du point de vue économique, le Maghreb aujourd'hui ? C'est la périphérie de l'Union Européenne. Il suffit de regarder les statistiques. Et cette périphérie européenne ne sera jamais intégrée à égalité à l'intérieur de l'Union Européenne ! Ils ne sont pas fous ! Ils préfèrent signer des accords de libre-échanges avec chacun des Etats souverains, des accords qui ne seront même pas de libre-échange. Il ne faut pas rêver. Et dans cette situation, il faut, en quelques sortes, que le Maghreb et l'espace Maghrebo-saharien puissent prendre ses distances avec la dépendance économique générale, avec les rapports généraux d'économie. C'est une autonomisation possible dans les rapports de dépendance qui sont en train qui remodelent sans arrêt le mode qu'on appelle la mondialisation aujourd'hui. Alors, il faut cette capacité Maghrebo-saharienne pour pouvoir avoir ce début d'autonomie, disons, économique et d'autonomie vers autres formes sociales, vers d'autres réponses sociales aux besoins de la société. Sinon, vous ne ferez que copier et répéter les plans internationaux et les modèles des réajustements auxquelles les européens s'emploient aujourd'hui. Et ça, c'est, je puis dire, le projet économique. C'est un petit peu d'aspiration de ce qui a été, autrefois le projet charbon et acier. C'est fini maintenant. Il n'y a plus de charbon et acier. Mais le pôle économique charbon et acier c'était cela ! Et ce n'était pas les Etats ! C'était un pôle économique. Les Etats avaient abandonné une part de souveraineté économique pour que fonctionne ce pôle économique. Et dans le cas pétrolier et gazier, ça veut dire fonctionner le pôle économique en se libérant du contrôle du cartel du pétrole. Ca veut dire il faut que les sociétés nationales ou les sociétés maghrébines suffisamment fortes pour, en quelques sorte, réduire à une part

congrue la représentation des actionnaires privés et des actionnaires du cartel du pétrole. C'est ça l'indépendance. Et cela, bien sûr, ça doit marcher avec ce mouvement, en quelque sorte, d'autonomisation du Maghreb qui est un mouvement politique. Le front des jeunes, ce front démocratique qui est un front transversal, ce front démocratique, qu'est ce qu'il nous pose comme question : est ce que la citoyenneté va continuer à marcher, ou s'encre dans les pays du Maghreb ? Ou bien c'est la réaction qui va triompher ? C'est la vieille question depuis la révolution française, la réaction ou le mouvement. Si ce n'est pas le mouvement qui continue, c'est les réactionnaires qui triompheront encore une fois.

(*)René GALLISSOT :
« *Le Maghreb de traverse* ».
éd. Bouchène, pp : 26-28.



Mohamed HARBI

Historien et penseur maghrébin d'Algérie

Intervention au colloque du CERM Casablanca, février 2012

Je vais parler rapidement de projet maghrébine. ce matin vous avez l honneur d écouter un certain nombre de conférenciers personnellement j'ai composé mon exposé presque de la même manière. et pour ne pas faire de rupture je vais m'attacher un point particulier a' savoir l'union de Maghreb arabe. Avant cela', je vais rendre hommage à Bensaid que j'ai connu a un autre nom Khaled. Aujourd'hui s'appelle ben Saïd ait aider.

Je suis très heureux d'avoir connu ce personnage qui est toujours le même et le reste. C'est un militant à qui on doit rendre hommage pour avoir une conception claire de son rôle de militant, servir le peuple et ne pas se servir de lui. Nous avons en mémoire les conflits qui ont émaillé le monde de la résistance, qu'il s'agisse du Maroc, de l'Algérie ou de la Tunisie. Nombreux parmi eux qui ont joué la carte de la résistance sont devenus les nouveaux oppresseurs de leurs peuples.

Deuxième chose, je voudrais rendre hommage au citoyen maghrébin, Mohamed Ben Saïd Ait Idder, qui ne se laissait pas

enfermer dans le carcan nationaliste. Il est resté toujours ouvert d'esprit. Témoin et acteur nous n'avons pas seulement appris de son expérience mais il nous a fourni un certain nombre de document. Il s'est démarqué de cette catégorie de gens, qui parce que résistants, croient dire l'histoire « vraie », alors qu'ils ne sont que des témoins.

Je vais donc parler du projet maghrébin mais j'aimerais rendre hommage à un certain nombre de disparus qui ont joué un rôle dans la pérennité du mouvement nationaliste algérien. Je voudrais parler de Hassan Ouazzani et Kholti pour le Maroc, Bensliman et Nouiri pour la Tunisie qui dans les années trente, lorsque la direction africaine a été décapitée ont maintenu ce mouvement nationaliste. Aussi j'aimerais signaler que c'est dans les années trente, et surtout après 1945, que les directions nationalistes ont commencé à entretenir des rapports plus suivis. Ils ont commencé entre l'Algérie et le Maroc après les événements de 1945 quand l'Istiqlal a remis une grande somme d'argent aux partis du peuple algérien qui était totalement ruiné.

Cette direction a fourni tous les éléments pour la rédaction, la tenue des réunions et des machines à écrire à l'Istiqlal parce qu'à cette période ce genre d'équipement était extrêmement surveillé

Nous avons vécu une période dans laquelle nous avons commencé à glorifier l'Etat national. On sait que chaque pays a inventé une histoire pour servir les diverses ambitions des nouvelles classes dirigeantes. Les premiers combattants, se sont construits avec le combat pour l'indépendance, les nouveaux combattants, cherchent d'abord leurs propres intérêts. Ils ont combattu pour construire autre chose.

Ces dernier temps, l'Europe qui était paradoxalement hostile à l'unité du Maghreb est entrain de pousser les pays du Maghreb

à s'unir. Toutes fois la réponse qu'on a apporté à cette question lors de la création de l'Union de Maghreb Arabe en février 1989 montre que les classes dirigeantes du Maghreb ne se sont pas montrées à la hauteur du défi.

Elles préfèrent seulement, profiter de la vague libérale qui envahie le monde. Il n'est pas question de condamner cette dernière. En revanche ce qui est condamnable c'est la manière d'être libéral dans cet univers. Je vais faire une analyse rapide d'un certains nombres de dispositions dans le traité de Marrakech. Je dois dire que je n'invente rien, ce que j'ai dit au moment même où ce traité a été ratifié. Nous étions un certain nombre d'intellectuels du Maghreb à participer à une conférence les 4 et 5 mai en Tunisie, et nous avons émis collectivement nos opinions sur un certain nombre de points que je vais traiter.

Ce texte avait été à l'époque considéré comme une avancée décisive vers l'unité maghrébine. Aussi, il a été conçu pour ménager dans une période de bouleversement les « nationalistiques ». Je ne confonds pas le « nationaliste » avec national.

Prenez l'article 2, le point 5 : les Etats membres par exemple, doivent travailler progressivement à réaliser entre eux la libre circulation des personnes, et le libre transit des services, des marchandises et des capitaux. C'est quelque chose qu'on n'a pas aujourd'hui. Mais on a fait abstraction de tout les contentieux qui existaient entre les Etats. Nous avons cru pouvoir dépasser ce contentieux exclusivement par la parole. Il s'agit donc de créer une zone de libre ne change ni plus ni moins. Le Maghreb prévu est celui des marchands et des classes privilégiées.

Passons maintenant à l'article 3, qui concerne la nécessité d'une politique commune. Il est question de définir, dans le domaine

international, une politique à réaliser entre les Etats membres et à établir une solide coopération sur la base du dialogue. Des dispositions originales qui concernent à la fois les éventuels relations entre les pays signataires eux mêmes et dans leurs relations avec les autres pays.

L'indépendance de chacun des Etats membres, l'indépendance de chaque Etat membre, phrase à double sens. Il n'y aura pas de défense commune. D'autre part l'interdépendance maghrébine est un leurre aussi bien que les Etats du Maghreb eux même. Car cette indépendance comme c'est le cas aujourd'hui, est une dépendance des grandes puissances.

Il y'a bien sur l'article 14 qui stipule que toute agression à laquelle se trouvera exposé l'un des Etats membres sera considérée comme une agression contre les Etats membres. Mais, il ne s'agit qu'une déclaration de principe. Il n'est précisé nulle part que, cette solidarité face à l'agression entrainera, une riposte des Etats membres. En revanche, là où la solidarité interétatique est solidairement affirmée c'est dans le cas prévu à l'article 15 : les Etats membres s'engagent à ne pas admettre sur leur territoire toute activité ou toute organisation qui porterait atteinte à la sécurité ou à l'intégrité territoriale de l'un d'entre eux, ou à son régime politique. Mais ici les points sont clairement soulignés. Il s'agit d'une solidarité de toutes les polices contre les oppositions au Maghreb. Mais les dispositions sont plus avancées sur le plan économique.

En effet, l'article 3, stipule qu'il faut réaliser le développement industriel, commercial des Etats membres, et prendre toutes les dispositions nécessaires dans ce sens notamment pour la création de projets communs et la préparation de programmes communs généraux, spécifiques et adéquats.

Autrement dit l'Union doit viser à développer chacun des Etats, et en conséquence tout projet maghrébin qui risquerait par exemple de contrecarrer le plan de tel ou tel doit être évité.

Par exemple l'agriculture marocaine, l'industrie en Tunisie, le savoir faire dans un pays ne sont pas prêts à être intégrés dans un système original et créatif dont -il est vrai- le même objectif économique est limité.

Pourquoi ce flou, cette timidité, cette méfiance dans la construction maghrébine ?

Dans la conférence de presse du 17 février 1989 le Roi Hassan II a donné l'idée de révéler le fond de ce problème. Celle des types de systèmes économiques et sociaux compatibles qui peuvent garantir le bon fonctionnement des institutions communautaires. Autrement dit lorsque l'économie maghrébine sera à l'image de cette compatibilité c'est-à-dire d'un régime entièrement dépendant de l'extérieur. Il sera peut-être possible d'aller plus loin. En attendant tout est réduit, dans le meilleur des cas, à la création timide d'un espace de libre échange, dans le pire à la consolidation d'un espace de police de la répression.

Bien sur, il serait tout à fait chimérique de penser qu'aujourd'hui est possible de passer sans transition au Maghreb-uni. Des Etats existent, des traditions chauvines se sont mises en place et ont pénétré profondément les populations du Maghreb y compris les forces populaires, et bien sur les couches pour lesquelles la « nationaliste » a été et demeure le principal véhicule d'affirmation de leurs intérêts.

Bref, beaucoup de facteurs ont empêché que cette unification se face simplement. Donc c'est moins la possibilité réelle de la constitution du Maghreb-uni que nous discutons ici que la problématique dans laquelle l'unité maghrébine a été conçue

par la classe dirigeante. Force est de constater que l'unité maghrébine est à la fois timorée et antipopulaire.

Le Maghreb de demain préparé est celui des capitaux marchants uniquement, c'est un Maghreb économiquement libéral mais ouvert aussi à toutes les opérations. Cela signifie-t-il que l'on doit se passer de tout ce qui s'approche des Etats ? bien sur que non, mais il convient de marquer et de promouvoir une autre vision du Maghreb-uni.

Il faut réclamer le droit à l'organisation, à l'intersyndicale commune. Ceci ne va pas sans poser des problèmes, car si les classes dirigeantes sont principalement opposées à toutes formes d'organisation des travailleurs les syndicats eux-mêmes sont souvent victimes, dans chacun des Etats, de ces jugements. Il faut poser le problème dès maintenant d'une pratique sociale qui participe à la défense des libertés, non seulement individuelles mais collectives. Il est question également de définir les droits minimaux à la libre circulation ou à mise en place d'une politique de protection sociale et d'éducation.

Il faut enfin proclamer la nécessité de la démocratisation du processus de construction de l'UMA, cela ne doit pas être l'affaire des seuls Etats. Il faut au contraire exiger l'instauration d'un Parlement maghrébin, qui soit universel et duquel doit sortir un exécutif maghrébin qui fera face aux défis de tout ordre.

Ou bien le Maghreb intégrera la dimension sociale ou bien il deviendra le champ miné de futures explosions. Il dépend de chacun de s'en convaincre. Je rêve, comme militant, de ce maghrébin qu'on a voulu construire dès l'indépendance de l'Algérie. Et je vais citer un évènement celui de la mise en autogestion de la ferme bourgeoise. Dans cette ferme il y avait un collectif double maghrébin – algériens.

Les textes de l'autogestion signalaient que l'assemblée générale des travailleurs est composée uniquement de citoyens algériens. Lorsque nous avons été confronté à cette réalité, nous avons entamé des négociations, et nous sommes parti voir le président Ben Bella. Beaucoup d'entre nous, pour ne pas dire la majorité, étaient absolument outrés que des maghrébins soient exclus du collectif maghrébin de gestion.

Nous avons contre nous le ministre de l'agriculture AHMED MAHSSAS, et nous avons contre nous la direction locale d'union syndicale. Nous avons discuté avec le président Ben Bella. En définitif la participation du collectif des ouvriers marocains à l'autogestion a été décidée. Le président nous a donné la garantie qu'il réviserait le décret dans ce sens.

Les ouvriers marocains ont pu voter, mais le décret n'a pas été révisé puisque quelques temps après le président BEN BELLA a été arrêté.

Je me souviens quand nous étions en prison avoir assisté au premier propos chauvin venant de mon pays lorsque nos gardiens sont venus dire que Ben Bella n'était pas Algérien. Mais qu'il était marocain.



Hocine AIT AHMED

(I) « Le Maghreb ne doit pas rester en marge de l'Histoire »

C'est avec un immense plaisir que je participe à ces quelques moments de réflexion et à ce débat politique. L'inflation des discours, dans un contexte maghrébin prometteur avec des réalisations aussi maigres n'ont fait que creuser l'écart entre le verbe et le geste, dénaturant par la même la portée du politique.

Le militant politique n'est pas un faiseur de miracles, ni un gladiateur des temps modernes. Il est, au mieux, et quand les conditions sociales le lui permettent, un citoyen conscient des enjeux du moment.

Je dis, quand les conditions de sa société le permettent, car pour un militant politique l'essentiel consiste à être ancré dans sa société sans pour autant se laisser enfermer dans les limites de cette dernière. Or, en manière de « conscience » et de luttes politiques, des vies entières ont été réduites à expliquer ce que militer veut dire.

Entre des archaïsmes bien ancrés, que l'adoption des nouvelles technologies ne peut masquer, militer pour un monde meilleur, ici et maintenant, passe par des pénibles et permanentes

vulgarisations et explications. Explications, sans cesse bloquées, par des pouvoirs politiques dont les postures autoritaires puis répressives ne cherchent même plus à comprendre les maux qui affectent la société. Explications biaisées, même à l'intérieur de nos sociétés, où elles finissent par comprendre tout ce qu'il faudrait changer autour de nous et qui oublient de commencer par ce qui doit changer en nous.

Nous connaissons nos maux : sous-développement politique, économique et culturel. Nous connaissons, ou croyons connaître, la solution : le développement, la démocratie, la transformation de nos politiques. Mais une vie entière de militantisme se résume souvent à chercher, chaque jour, le meilleur moyen de tisser des liens entre les mots et les gestes. C'est en tant que militant optimiste, que je constate les possibilités que recèle notre beau Maghreb pour lui permettre de se frayer une place dans le monde de demain. Mais, en dépit de ses atouts, je vous exprime mon inquiétude de voir s'accumuler les signes de régression au moment où se redessinent les rapports internationaux.

Des nations ont réussi à s'imposer sur la scène internationale sous le mot magique de pays émergents. Des nations, à l'exemple de l'Inde, du Brésil, de la Turquie ou de l'Iran viennent disputer aux anciennes puissances coloniales et à l'hyperpuissance américaine le droit de régenter le monde. Alors que nous, nous donnons encore l'image de tribus qui cherchent sans cesse querelles et en appellent à l'arbitrage, voire à la protection. Ils en appellent mêmes à leurs détracteurs. Nous avons, certes, connu des moments plus durs par le passé, mais le futur doit être abordé avec la lucidité et le sérieux nécessaires, faute de rester en marge de l'histoire du monde. Un monde où la lutte pour les ressources, pour la puissance, pour la vie tout simplement se fera au profit des nations qui

participent à l'écriture de l'histoire du monde et au détriment des celles qui vivent en marge d'elle.

Il est opportun de rappeler qu'une partie importante de nos élites a déjà déserté la bataille collective pour un Maghreb fort, démocratique et uni au profit de ses propres intérêts. Ceci n'est, certes, pas nouveau dans notre histoire.

Ce qui serait surprenant c'est de nous engager collectivement à repousser nos haines meurtrières, nos égoïsmes d'ordre tribal. Mais également ce fatalisme qui nous pousse à accepter le pire quand le mieux semble trop lourd à porter.

publié : le 18 mars 2011 dans construction maghrébine

(II) Donner un sens à la politique en vue d'une reconstruction démocratique du Maghreb

Jamais les peuples du Maghreb n'ont été aussi unis que sous l'oppression coloniale ; aussi bien dans leurs résistances politiques et syndicales unitaires que dans leurs luttes armées de libération.

La conférence de Tanger inscrivait les espérances de l'humanité maghrébine dans la continuité de cette dynamique historique.

De paradoxes en paradoxes, des décennies se sont écoulées et la volonté d'unification démocratique du Maghreb, ce rêve fondamental des Maghrébins, a disparu des préoccupations des

autorités étatiques. Il va sans dire que nos pays n'ont aucune chance de se développer séparément.

Plus que jamais des initiatives politiques culturelles et sociales doivent se multiplier au sein de nos sociétés civiles pour donner un sens à la politique et imposer l'alternative démocratique d'une reconstruction de la région.

Cette reconstruction est d'autant plus impérative car la conjoncture internationale actuelle, est instable, marquée par des aventures guerrières et une course effrénée aux armements. Cette instabilité menace le destin de nos peuples.

Aujourd'hui l'urgence est de sortir de cette guerre froide qui paralyse les relations entre nos pays. Il est temps que les frontières s'ouvrent, que les libertés soient rendues à nos peuples pour qu'ils puissent construire un espace démocratique, paisible et prospère. Des conditions indispensables à la stabilité de la Méditerranée. Je demeure convaincu, ici et maintenant, que réduire les tensions régionales demeure un impératif qui assure l'avenir de nos générations futures.

Il suffit d'observer ce qui se passe dans le monde, des ensembles continentaux et régionaux se sont constitués : de l'Asie à l'Europe en passant par l'Amérique latine. Du pire peut sortir le meilleur ! Comme en témoigne le rapprochement entre les deux grands rivaux d'Amérique du sud qui sont le Brésil et l'Argentine. Ces deux pays ont été les promoteurs du MERCOSUR après avoir réussi une réconciliation politico-militaire exemplaire. Dès lors, Nous ne pouvons être en reste au risque d'être réduits à des entités insignifiantes vite balayés dans une mondialisation sauvage.

27 Avril 2008

Driss BEN ALI

Universitaire, économiste / Maroc

Intervention au colloque du CERM **Casablanca/ Février 2012**

D'emblée je souhaiterais, avant tout, rendre un vibrant hommage à Mr. Bensaïd. Il est vrai, je n'ai jamais eu l'occasion de connaître l'homme mais l'échos de ses luttes et de son militantisme, l'on rendu familier pour moi. Cependant malgré les épreuves, il est resté un homme solide et éternellement jeune. Et je commencerais par cette dernière caractéristique.

Il me semble que tous les grands hommes de part le monde, paraissent vieux. A l'image de ceux qui ont enclenché des réformes et mené la révolution de leur peuple. A titre d'exemple, je commence par l'Occident passant par l'Orient de Roosevelt à Gandhi. Ils étaient tous des vieillards. Alors que la majorité des dirigeants tyranniques arabes étaient des jeunes quand ils ont pris le pouvoir, pour y rester. Il faut donc finir avec ça. C'est un premier point que je voudrais signaler.

Ensuite, et puisque nous voulons parler du présent, je vais trouver refuge auprès d'un historien, qui disait qu'il n'y a rien de plus difficile que de comprendre ce qui se passe devant nos

yeux. Il va sans dire, que ce qui se passe devant nos yeux et certainement important, mais force est de constater que beaucoup de choses vont nous échapper.

C'est pour cette raison que mon propos sera celui d'un économiste. Qui n'a ni l'envergure des historiens ni leurs connaissances encyclopédiques, ni le parcours prestigieux d'un Mr. Harbi. Il est question de simples propos d'un académicien qui à force d'évidence tente d'être pessimiste. Mais après tout, qu'est ce qu'un pessimiste ? c'est un optimiste bien formé.

Quand on veut construire quelque chose, il vaut mieux commencer, dans un premier temps, par être justement ce pessimiste. Lorsque j'invoque mes souvenirs, mes débats, je constate alors que nous avons bien cerné la problématique du Maghreb, c'est agréable. Cependant nous nous sommes restés prisonniers de l'affect et de l'émotionnel.

Mais pour sortir de l'émotionnel et être dans le rationnel, comme cela à été mentionné tout à l'heure, nous nous trouvons devant des difficultés insurmontables. Ainsi, ce Maghreb demeure toujours une utopie. Une utopie au sens positif du terme. Il s'agit d'une démarche pour construire l'avenir. Après tout l'Occident d'aujourd'hui n'est-il pas l'utopie du dix septième siècle ? une utopie est une nécessité impérieuse. Car il semble qu'une nation qui n'a plus d'utopie est une nation finissante. Entretenons nos utopies, car il s'agit d'un préalable qu'il ne faut en aucun cas oublier.

Je vais parler sans entraves du Maghreb au temps de la colonisation, ainsi que du projet de l'Union du Maghreb. Et d'employer un terme fort celui de la solidarité dans l'adversité. Lorsque nous étions en face de l'adversité du colonisateur nous avons réagit de manière solidaire. Ceci correspondait à une réalité historique. Mais une fois le temps de la solidarité, générée par la colonisation, passé la division a pris place

lorsqu'il a été question d'entamer la construction de nos identités.

Chacun de nos pays s'est mis évidemment à évoquer son histoire, son passé de lutte, qu'en est devenue sa structure sociologique pour n'évoquer que cela ? De son côté le Maroc avait une longue histoire. Une histoire qui a connu des moments de gloires mais aussi des ruptures voir des maux qui ont parfois paralysé son évolution normale. Certes, nous sommes un pays qui se nourrit de son d'histoire.

L'histoire fait parfois des bons mais de temps en temps elle recule. Nous nous sommes arrêtés pour construire et consolider l'Etat. Consolider l'Etat qui a existé par le passé et qui n'a jamais réussi à se consolider, et à être un. Ainsi, le gros projet qui a dominé les quarante années d'indépendance, concernait cette consolidation de l'Etat.

En Tunisie il s'agit de mettre en avant un modernisme au sein d'un régime autocratique. A l'époque le président Bourguiba fait figure de moderniste. Il a été derrière le combat contre l'analphabétisme, pour l'émancipation de la femme, et pour la paix sociale. Il voulait s'inspirer de l'héritage kémaliste : développer et moderniser la Tunisie. C'est bien ce modèle qu'il a voulu, en quelque sorte, propager au Maghreb. Il est venu, à l'époque, voir le jeune roi Hassan II. Il lui dit justement pourquoi ne pas éduquer, former et émanciper la femme ? la réponse du roi Hassan II était négative. Ce dernier avait en tête un autre projet pour le Maroc. Le Maroc traditionnel doit s'ancrer dans cette identité historique, et ne doit en aucun cas embrasser la modernité, considérée, par le roi, comme une menace pour la construction de l'Etat de l'époque. Ainsi, va le Maroc.

Pour revenir au cas de la Tunisie, il va sans dire que c'est cette construction d'un modernisme autoritaire a fini par pousser la Tunisie, au temps Bensal, à sombrer dans un certains nombre

de travers. Elle a évolué vers un autocratisme aveugle, avec les résultats que l'on connaît. Mais la Tunisie a hérité à cette époque d'une structure sociale beaucoup plus évoluée que le reste du Maghreb. En effet, elle disposait de la classe moyenne la plus importante, la plus lettrée. En somme un pays qui disposait de plus d'atouts pour asseoir la modernité que les autres pays du Maghreb.

L'Algérie est une identité qui s'est construite dans la douleur. Dès son avènement force est de constater un certain nombre de contradiction. Ainsi, le ton était « bismarckien », lorsque certains dirigeants se sont trouvés en face de certaines crises. Il est opportun de rappeler que les Etats du Maghreb ont pratiqué de telle stratégie qui consiste à vouloir s'affirmer au détriment des autres Etats. Il me semble que c'est une des raisons qui ont empêché la construction du Maghreb. Une pratique qui, perdure même aujourd'hui, et repose fondamentalement sur l'affrontement entre ces pays.

Quelles perspectives pour l'avenir ? la concrétisation de l'idée du Maghreb est-elle toujours possible ? oui, cette construction est toujours possible. L'union est synonyme de modernité. Bien évidemment se sont des propos destinés à la consommation car vilipendés et utilisés par tous. Cependant la modernité est une porte ouverte sur un paradigme universel qui exige des conditions sociologiques particulières.

Evoquant le phénomène du printemps arabe, je dirais que la contestation est dirigée contre le pouvoir arabe réel. Aujourd'hui on le voit au Maroc, la contestation s'est banalisée et est devenue un mode d'expression généralisé. Une société qui développe des contres pouvoirs réels, est une société qui peut effectivement évoluer vers la modernité. Pour mieux expliciter mes propos je reprends ma casquette d'économiste. Il est impératif que la demande soit exigeante pour que l'on produise

de la qualité. Cette exigence doit être l'émanation de la base, faute d'un détournement de cette requête.

Je voudrai signaler un élément essentiel en relation avec l'évolution économique. Le Maghreb des cinquante dernières années a parcouru un long chemin. En parlant tout à l'heure du Maroc, je poserais la question de savoir ce qui a été derrière l'évolution de ces derniers temps ? tout d'abord il est opportun de rappeler les travaux de certains chercheurs qui ont montré l'impact de la révolution démographique qui impose de nouvelles solutions. Aujourd'hui, le Maroc est plus urbain que rural, moins fataliste que par le passé. Il s'agit d'un pays dont la population est devenue de plus en plus exigeante, moins soumise. Quelles sont les raisons de l'émergence puis de la consolidation d'un tel phénomène ?

C'est la structure sociale elle même qui est en train d'évoluer ainsi que la la structure familiale. Aujourd'hui, ce n'est plus le patriarcat qui domine la société. Les signes ostentatoires de virilité ne sont plus des critères de domination. L'exigence de la compétence est devenue la clef du monde, même au niveau de la famille. La femme s'émancipe du père et du frère. Le caractère urbain qui pousse l'individu à affronter et à comprendre la réalité, le monde moderne qui s'ouvre à nouveau.

Aujourd'hui, contrairement à ce qu'on a dit, l'indépendance ne permet pas d'aller vite, « c'est peut-être l'interdépendance qui nous permet d'aller vite ». C'est l'ouverture sur le monde moderne à travers les technologies modernes qui nous ont permis aussi d'évoluer dans nos mentalités, dans notre façon de voir. N'oubliez pas que le printemps arabe doit beaucoup à face book et à internet, sans ça il sera difficile d'agir. La société civile elle-même est née par cette technologie. On ne doit pas évidemment éliminer cet aspect des choses.

Troisièmement c'est que le libéralisme « darwinien » qui se développait rapidement dans nos pays, a créé des sociétés à laquelle on applique un remède de cheval libéral, aboutit à la réalité d'aujourd'hui. N'oubliez pas, la révolution égyptienne était largement accélérée par la mesure prise par Hosni Moubarak. Un groupe de chercheurs égyptiens ont montré que dès qu'il a commencé à vouloir installer une économie de marché éliminant les rentes, les protections, éliminant même le système qui est largement la base du soutien pour gouverner. C'est-à-dire un secteur rentable qui finance un secteur boiteux. Ce système a fonctionné pendant longtemps : le premier n'arrivait pas à émerger, le second n'avait pas contesté même s'il profitait des subventions. Il contestait les autres aspects sur lesquels il ne profitait pas. Ainsi en introduisant le libéralisme en éliminant les protections, il a rendu la société darwinienne, et le conflit est devenu frontal.

Le même phénomène a commencé au Maroc. Sauf que pour ce dernier, le phénomène est passé par plusieurs d'étapes depuis la mise en application de ce qu'on a appelé le programme d'ajustement structurel. La société marocaine n'arrêtait pas d'évoluer vers ça. Déjà dans les années quatre vingt-dix, on disait qu'il y avait 13% de la population marocaine qui vivait dans la pauvreté absolue. A la fin des années quatre vingt dix on dépassait 19%. La situation est devenue explosive d'où la phrase de Hassan II « le Maroc est menacé de crise cardiaque ». Depuis les différentes évolutions timides, qui ont permis de temporiser cet élément tout en gardant et retardant les évolutions pour gagner du temps et sauvegarder le système, car une chose est sûre, les révolutions n'éclatent que dans les pays qui ont des taux de croissance très forts avec une fracture sociale aussi forte.

Les historiens connaissent bien ce phénomène, mais les économistes en parlent beaucoup. Aujourd'hui au Maghreb, nous avons un avantage. Le pays qui était devenu au Maghreb l'exemple de la réussite des réformes économiques, avec le taux de croissance le plus élevé, c'est de lui qu'est parti le printemps arabe à savoir la Tunisie. Il va sans dire que l'évolution économique n'avait aucun rapport avec l'évolution politique. Ceci veut dire que la production était de type capitaliste, la distribution de type patriarcal et le système ne peut plus fonctionner de cette manière.

On le retrouve au Maroc mais d'une manière moins forte. Mais l'évolution tunisienne va permettre au Maroc d'ajuster le tir. Aujourd'hui on sent que la société dans sa globalité, et surtout la société civile est en train de s'émanciper fortement du pouvoir. Une nouvelle élite est entrain d'émerger.

La réalité de cette élite est double. Elle porte en elle l'héritage historique marocain, doublée d'un certain réalisme politique. Ce réalisme politique on le doit encore, une fois, à cette ouverture sur l'économie mondiale qui impose une nécessité de s'inscrire dans la logique de ce paradigme. Sans la marginalisation de l'idée de la construction d'un espace économique fort, intégré, disposant d'un certain nombre d'atouts. C'est essentiel.

Le Maghreb avec ses cent millions d'habitants, six millions de mètres carrés peut revendiquer sa place dans le monde, alors qu'il ne représente que 2,5% du commerce extérieur de l'Europe, quantité négligeable.

Il faut construire le Maghreb. Son unité se fera sur plusieurs étapes à l'instar de l'Europe qui a pu dépasser les blocages entre l'Allemagne et la France après deux siècles d'affrontements.

Il faut rendre un hommage au Maghreb. Les maghrébins ne sont pas aussi « irresponsables » que ça. Ils ont quand-même appris quelques leçons de l'histoire. Quelque soient les différends qui

nous ont amené à nous affronter, et notamment l'affaire du Sahara, on a évité le pire jusqu'à présent. Nous avons évité la guerre. C'est en soit très positif. C'est peut-être une leçon d'histoire. On peut la capitaliser dans l'avenir. Cependant avec des contres pouvoirs réels, une économie en progression, le pragmatisme des instances internationales tel l'ONU celui des instances politiques, je pense que l'avenir est prometteur.

Karim MAHMOUDI

Président de l'Association « Maghreb Plus » Alger

Intervention au colloque du CERM

Casablanca/(Février 2012)

Je veux aller à contre courant de ce que j'ai entendu. Nous étions un groupe de cadres maghrébins. Nous avons organisé un colloque à Alger sur la crise financière internationale et ses répercussions sur l'économie maghrébine.

Mr Driss Ben Ali était présent, il y avait des frères du Maroc, de la Lybie, de la Mauritanie. Nous sommes partis du constat suivant : La construction du Grand Maghreb, je vous parle de mes convictions, aujourd'hui, avec le respect que je vous dois, c'est de la pub, c'est de la démagogie. Cela reste des sentiments. De l'histoire ancienne pour nous !

Ceux qui ont fait l'histoire, ne sont plus là « que dieu ait leurs âmes » de grands militant. Mais d'autres sont en train d'exploiter ce filon. Nous avons longuement discuté de cela avec Mr. Bensaid que nous avons reçu à Alger.

Mon frère aîné Abelhamid Mahri, aurait pu être parmi nous, mais il n'est plus là. Mais nous sommes là pour continuer les discussions. Nous nous sommes rendu compte qu'il n'y a pas

d'Etat de droit dans le Maghreb. Ça, c'est un constat. Mais force est de constater que lorsque l'on tente de se focaliser sur ce qui nous différencie ! c'est l'affect qui prime. D'emblée, les discussions partent dans la mauvaise direction. Alors que dès qu'un Algérien rencontre un Marocain dans n'importe quel pays du monde, ils discutent en toute amitié, en toute fraternité.

Dès qu'ils réfléchissent de l'intérieur de leur système, ils s'accusent mutuellement, ils sont formatés. Ils se métamorphosent. On dirait que ce ne sont pas les mêmes personnes qui se voient ! ça c'est une réalité ! Officiellement on vous dit que les frontières entre le Maroc et l'Algérie sont fermées ! Mais en réalité, il y a un grand business qui se développe sur les frontières. Un chiffre d'affaire estimé entre 2 et 2,2 milliards de dollars. Tout passe ! et se sont ceux qui se disent se soucier de la construction du Maghreb qui en profitent. On n'a pas à se faire de part et d'autre, sur ce point ils s'entendent ! Dans l'absolu, nous sommes d'accord, il faut que les frontières s'ouvrent.

Nous sommes deux peuples qui ont la même origine, nous sommes berbères, parce que au niveau du Maghreb, on ne croit pas au Maghreb arabe. Nous nous croyons au grand Maghreb pour une raison simple : nous représentons une superficie de six millions de km carrés, une population de cent millions d'individus, un chiffre d'affaire important, une histoire commune, une diplomatie éventuellement commune, et on consacre 90% de nos ressources pour nourrir les rivalités maroco-algériennes.

Nous avons mieux à faire. Donc avec objectivité et rationalité nous devons réfléchir à travailler le Maghreb de demain, parce qu'aujourd'hui il n'existe pas. Je sollicite mes amis marocains et je les interpelle, et j'interpelle les voisins que nous sommes, parce que nous avons le devoir de réaliser le Maghreb.

Et ce n'est pas par méchanceté de ma part en disant que le Maghreb se fera d'abord par ces deux grands pays. Ils ont ce devoir moral. L'histoire c'est comme la comptabilité. Un beau jour elle va rattraper tout le monde. Chacun sera comptable de ses actes. Et d'acter que les anciens leaders qui ont gagné l'indépendance n'avait guère la volonté de construire le Maghreb. La ruse et la supercherie teintait leur verbe.

C'est la réalité ! Le Maroc a réalisé une autoroute, allant vers Oujda. Les Algériens ont réalisé une autoroute, en dépit des turpitudes financières, reliant à la fois la Tunisie et le Maroc. Objectivement qu'est ce qui empêche la réalisation immédiate de la libre circulation des personnes et des marchandises, si ce n'est la volonté politique.

Parce qu'il faut aussi admettre une chose, la capitale du Maghreb n'est pas dans le Maghreb, elle est quelque part. Les décisions éventuellement, ne peuvent venir que de l'extérieur. Ça aussi c'est une réalité qu'il faut prendre en considération, c'est que les intérêts du Maghreb vont à l'encontre des intérêts d'autres puissances. Est-ce que nous avons cette liberté, cette autorité morale de nous imposer ? je vois que le Maroc qui se bat avec l'Union Européenne pour exporter ses produits agricoles. L'Algérie a un problème sérieux d'agriculture. Le Maroc a besoin de produits énergétiques qui passent par son territoire.

En une année on peut arriver à un échange de vingt milliards de dollars. Une simple écriture comptable. Nous pouvons étendre notre collaboration au secteur médical, à la recherche. Une construction qui doit d'abord partir du Maroc et de l'Algérie et puisque nous parlons de l'Afrique du Nord il faut étendre cette union aux autres pays, La Lybie et la Mauritanie.

C'est une réalité. J'interpelle votre conscience ! Est-ce que le Maroc et l'Algérie sont nés pour être ennemis ? Est-ce qu'ils sont

nés que pour chaque fois qu'ils se rencontrent, ils parlent de ce qui les différencie ? je pose le problème ! C'est ça l'enjeu ! Il faut sortir de cette impasse parce que les gens sont formatés ! Chaque fois qu'il y a un évènement il n'y a que des échanges de politesse ! Quand est-ce que nous allons être sereins et discuter de l'avenir ?

Il y a beaucoup de choses qui séparent l'Algérie et le Maroc ! Vous êtes une monarchie et nous, nous avons un « roi de la république ». Donc presque similaire. La dernière fois j'étais invité au Maroc, et pour la troisième fois, le Professeur Driss Ben Ali était présent, et on a débattu du problème des frontières.

Deux universitaires du Maroc qui sont donc payés par le budget de l'Etat marocains, et deux professeurs algériens qui sont payés par le budget de l'Etat algérien. Quelles visions ont-ils ? Dieu seul le sait. Et on leur demandait de parler des frontières. Mais soyons sérieux. Si nous voulons parler des choses sérieuses au Maroc, soit se sont les officiels soit c'est la société civile. Les femmes et les hommes ont des convictions, comme Bensaid, peuvent parler sans passion. Mais lorsque se sont les produits du système qui se rencontrent, il ne faut pas s'attendre à des miracles.

Aujourd'hui, il faut commencer à travailler le Maghreb de demain. Nous avons la conviction au niveau de « Maghreb Plus » qu'on doit commencer par l'économie. Il n'y a pas de sentiment. Il n'y a que des intérêts qui nous unissent. Commençons par travailler nos intérêts respectifs. Réalisons des objectifs communs. Et je pense qu'à partir de cela, nous pouvons l'étendre à d'autres sphères. Et surtout il ne faut pas laisser libre cour aux politiques, ils sont dangereux. Il faut laisser aux historiens d'écrire l'Histoire. L'on peut arriver à des projections sages.

Maintenant juste une dernière chose sur le rôle de la presse dans la construction du Maghreb. Malheureusement jusqu'à aujourd'hui, il y a eu des gens sans scrupule. Je ne parle pas de toute la presse régulière, je parle de certains noms que l'on connaît à Alger et au Maroc qui louent leurs consciences à des officiels. A nous d'avoir un peu de retenue, un peu de sagesse. Je pense que ces voix ont joué un rôle négatif dans toute la région du Maghreb. A nous de les mettre en face de leur conscience. Où allons-nous à chaque fois avec des contacts haineux ? Et cela des deux cotés. On n'a pas à choisir entre de vils intérêts. Nous avons à construire le Maghreb de tous.



Fayçal CHERIF

§ Khalid ABID

Maghreb parcours historique

*et attentes **

Revenir sur la question du Maghreb, serait peut-être retracer son histoire trois fois millénaire, approche que ce papier ne prétend nullement le faire, quoique l'approche historique le justifie. Nous allons tout bonnement jalonner les quelques grands épisodes et le parcours du Maghreb au cours du XX^{ème} siècle pour s'attarder un peu sur une mise en question de l'état actuel et les perspectives qui attendent cet espace. Il y a aussi le problème de définition de cet espace: est-il géographique, linguistique ou anthropologique ? Nous nous limiterons tout simplement aux héritages communs à la fois linguistique : berbère et arabe, parfois romain (quoiqu'elle pose des problèmes pour certains) mais aussi anthropologique que Bourguiba avait tout bonnement défini par le mot typiquement magrébin à savoir le couscous. On partira donc à la Mauritanie à la Lybie.

Il faut dire que la plus grande contradiction se situe précisément dans le qualificatif souvent attribué à ses pays et

ses habitants : Maghreb et Maghrébin, une identité à la fois territoriale et citoyenne. Une homogénéité de ses peuples avec quelques nuances souvent jalousée, ni la géographie, ni la langue et ni la religion ne constituent des obstacles à la communication (contrairement par exemple à l'Europe, unie seulement par la géographie) En Europe occidentale on ne fait pas tellement la différence entre Algérien, Tunisien et Marocain le dénominateur commun reste le Maghreb ; le qualificatif de maghrébin reste générique mais profondément révélateur. Il est étonnant d'autre part de remarquer que les habitants de cet espace combien riche d'histoire commune est toujours à la recherche de son unité, ne serait-ce que sur les aspects les plus concrets à savoir la mobilité, le travail, alors que dans la réalité ces ambitions sont stoppées par les décisions politiques venant d'en haut, et dont les humeurs personnelles et l'absence de pragmatisme politique et économique sont pour beaucoup.

1) Unicité de la lutte anticoloniale maghrébine

Historiquement, les élites politique et intellectuelles maghrébines ont souvent recourues à différentes méthodes de coordination entre-elles dans la lutte anticoloniale. A ce titre ces efforts de lutte commun prirent différentes appellations : « Le groupe Maghreb » ; l'« AEMNA », et le « Bureau du Maghreb Arabe » dès 1947. Aussi, à ces associations, groupes, comités, s'ajoutent de nombreux organes d'expression et des rencontres et congrès qui ont fait la force de l'action politique à l'époque coloniale. Des noms sont restés en mémoire et qui symbolisent en quelque sorte non seulement cet espoir du Maghreb mais surtout une réelle volonté de regarder non pas sur une échelle nationaliste

réduite mais à une échelle continentale plus large. Allal El Fassi ; M'hmed Ben Aboud, Messali Hadj. Farhat Abbas, Ali Hammami ; Habib Thameur et Youssef Rouissi devinrent historiquement des icônes de cette volonté unificatrice. Les différentes appellations de coordination entre les différents pays maghrébins se justifiaient par le contexte politique, économique ; social et imaginaire de son époque.

2) Jalons de la recherche d'unité maghrébine dans le contexte de la lutte anticoloniale 1914-1956

La première moitié du XX^{ème} siècle avait vu naître un élan de coordination entre les militants politiques et l'élite intellectuelle des pays respectifs du Maghreb. A cet effet, différentes appellations ont été utilisées et qui avaient pour but de canaliser cette unité dans le but de contrer l'invasion coloniale. Depuis la création du groupe « Maghreb » (lors de la première guerre mondiale) jusqu'au « Bureau du Maghreb Arabe » en 1947 ; l'élite maghrébine avait toutefois été impuissante à concrétiser ce rêve unioniste.

Il est à remarquer que chaque appellation, renvoie à un contexte et une époque historique bien particulière de cette volonté unioniste. En 1926 l'« Etoile Nord Africain », d'obédience communiste et puis en 1927 l'Association des Etudiants Musulmans Nord Africains (ENA) ont vu le jour. Savantes à l'origine, ces formations nées en France, sentaient le besoin du défi en obtenant diplôme et en maîtrisant la langue du colonisateur. Des figures de proue ont représenté cette

tendance unificatrice : Mohamed Bel Hassan Ouazzni ; Abdelkader Ben Jelloun du Maroc. Salah Ben Youssef, Ali Belhouane, Habib Thameur, Skiman Ben Sliman et Hédi Nouira de Tunisie.

Dans les années quarante, une partie des nationalistes des trois pays respectifs fut obligé à l'exil, clan qui a prôné la collaboration avec l'Axe dans le but d'émanciper le Maghreb. En Allemagne, ils se sont investi à fonder « Bureau du Maghreb Arabe à Berlin » puis trouvèrent refuge en Espagne et de là à s'expatrier en Egypte.

L'année 1945 marque certainement un tournant important à l'échelle de la diplomatie et de la politique internationale caractérisée surtout par la création à la fois de l'ONU et surtout de la Ligue des Etats Arabes en mars de la même année. S'est créée alors une bipolarité entre deux clans rivaux, plus connu par la guerre froide mettant en valeur deux pôles prédominants : le modèle socialiste incarné par URSS, et le modèle capitaliste et libéral incarné par USA, la France et la grande Bretagne. Ces changements dans le paysage politique international donnèrent une impulsion euphorique à l'action nationaliste maghrébine au Caire. Désormais, la question d'internationaliser la cause nationaliste des trois va devenir une revendication leitmotiv. Désormais de nouvelles stratégies de lutte s'appuyant sur la diplomatie et les plaidoiries ciblant de nombreux pays commençaient à se mettre en place. Il fallait pour les nationalistes maghrébins conjuguer le travail de mobilisation de l'opinion publique à l'échelle des réduits purement nationaux et surtout penser à tisser des liens avec les nouveaux pays émergents dépourvus de complexe de colonisateur et de surcroît favorables à l'autodétermination des peuples colonisés. L'Egypte joua un rôle d'avant-garde et adopta la cause maghrébine en offrant toute la logistique nécessaire.

Les représentants du Néo-Destour (Tunisie) du Parti du Peuple Algérien (PPA) et le Parti Istiqlal (PI) marocain fondèrent, au printemps 1947 ; le « Bureau du Maghreb Arabe au Caire ».

Ce « Bureau du Maghreb Arabe » a été précurseur dans sa revendication à déclarer caducs les traités du protectorat et le refus surtout de reconnaître l'annexe de l'Algérie, et de surcroît l'aliénation du Maghreb sous l'égide de la France coloniale. L'indépendance du Maghreb devint alors une revendication centrale, d'où le début de la radicalisation des mouvements nationaux dans ces pays qui ne prônent désormais plus une certaine coexistence pacifique entre la France et ses colonies nord-africaines plus souvent dite « Union française », l'appel est devenu à l'émancipation totale et à l'évacuation militaire. Le ton révolutionnaire était à la fois innovateur et mobilisateur des peuples nord-africains, désormais l'ordre était à la libération totale des pays maghrébins.

A partir de cette date, le concept du « Maghreb Arabe » s'est définitivement fixé dans le discours des nationalistes aussi bien marocain, algériens et tunisiens. Les trois grands instigateurs de la fondation de ce Bureau historique à tout égard étaient : Habib Thameur, Youssef Rouissi de Tunisie et M'hamed Ben Aboud du Maroc.

3) Disparité entre le rêve et la réalité : les limites historiques de l'absence de l'unité maghrébine

D'un point de vue purement historique, en dressant un tableau panoramique afin de le constater et de l'analyser ; nous allons

procéder à déceler et disséquer les anomalies de ce mouvement unificateur qui était il faut le dire l'instance suprême qui aurait pu réaliser cette unité tant recherchée. L'échec de cette expérience remonte à l'année 1950, les raisons sont à la fois personnelles et conjoncturelles. La défaite de 1948 et le partage qui s'en est suivi constituaient sans doute une raison majeure qui avait fléchi à l'époque cet élan unificateur maghrébin au Caire. La Ligue Arabe dont le centre se situait précisément au Caire s'est avérée incapable de gérer le dossier palestinien. Cette même ligue et face aux défis internationaux et surtout face à la cause du Maghreb arabe qui luttait contre l'une des plus grandes puissances coloniales, pourrait-elle apporter un plus aux maghrébins alors qu'elle se vantait de défendre les pays arabes ? A notre sens, la confiance s'est considérablement amenuisée en cette instance et il fallait chercher d'autres appuis certainement plus prometteurs pour une éventuelle émancipation de ces contrées. La bonne volonté du Secrétaire Générale de la Ligue Azzam Pacha n'est certainement pas à mettre en doute, mais une inertie générale s'est quasiment imposée à l'époque à l'échelle du monde arabe.

Par ailleurs, la défaite de 1948 donna beaucoup à réfléchir aux nationalistes maghrébins quant aux attentes devenues très vite illusoires face à la dure réalité. Les nationalistes maghrébins commençaient à quitter un par un le Caire, à commencer par Abdelkhalek Torrès vers la fin de 1947, puis Allal El Fassi fin 1948, Mohieddine el Klibi fin 1948 et finissant par Habib Bourguiba en septembre 1949. Il faut dire qu'entre-temps les querelles de personnes et les tendances purement nationalistes ont envenimé les rapports et dissipèrent à jamais ce rêve d'une entité maghrébine qui transcende les frontières. Avec l'ère des indépendances du Maghreb entre 1952 et 1962, une autre

logique commençait à prendre corps et qui consistait à l'édification des Etats nationaux.

4) Défis nationaux et absence du Maghreb 1956-1989

Si l'indépendance tunisienne et marocaine a été obtenue en grande partie grâce à la négociation, l'Algérie a subi entre 1954 et 1962 les pires crimes coloniaux. Aussi en acceptant de négocier séparément leurs indépendances, l'Algérie n'a jamais digéré cette attitude allant même à accuser ses voisins d'avoir trahi le pacte moral de solidarité et du sort commun ; ce qui est historiquement profondément discutable.

Le congrès de Tanger d'avril 1958, a été peut-être la dernière tentative de réanimation de ce corps politiquement mort. Or, ce congrès n'a été qu'un sursaut affectif beaucoup plus qu'une initiative sage, réfléchie ou faite pour durer. Les disparités entre les différents pays n'ont cessé de se creuser. Aussi, en dépit de la vilité du crime perpétré contre d'innocents civils à la ville de Sakiet Sidi Youssef le 8 février 1958, l'unité maghrébine avait bel et bien reçu un rude coup. Malgré les quelques élans de solidarité surtout coté marocain, aucune volonté n'a réapparue en dépit des appels incessants de Bourguiba à cette unité. La question algérienne restait encore en instance et le projet magrébin aussi.

Les années 60, avec l'indépendance algérienne en 1962, l'imposèrent aux dirigeants de rentrer dans une politique dite de « reconstruction nationale et l'édification de l'Etat moderne », on entendait peu parler du Maghreb. Face à une guerre froide et les querelles sous-jacentes entre clan socialiste

et capitaliste, l'Algérie comme le Maroc n'ont pas échappé à la course à l'armement qui a pesé lourdement sur une véritable stratégie de développement. Reste que les problèmes de délimitations de frontières demeuraient une épine au pied entre l'Algérie et la Tunisie d'une part (Borne 233) et le Maroc qui n'a cessé de réclamer quelques territoires situés en Algérie. Décidément le partage colonial et son héritage même après son départ avait laissé des fissures profondes dans le paysage maghrébin.

Après le coup d'Etat du 1^{er} septembre 1969, la quatrième voisine Libyenne s'est investie d'un pouvoir militaire, d'autant plus que la Libye regorge d'une richesse pétrolière immense. Habib Bourguiba avait renforcé l'action diplomatique et donna maintes signes d'apaisement vers l'Algérie en concédant une partie du territoire tout en essayant d'amadouer le voisin libyen. Le fameux discours du Palmarium prononcé par le colonel Guedaffi le 17 décembre 1972 était sans doute le signe annonciateur d'une volonté d'unification non partagée par le nombreux politique tunisien. Gueddaffi avait certes poussé vers l'unité entre 1972 et 1974 (Rencontre de Djerba) mais cet accord a été signé pour le consigner aux archives, et ce rêve demeura lettre morte.

« La jeune république Islamique Arabe » par des atermoiements de plus avec l'émergence du problème du Sahara Occidental vinrent tous deux et encore une fois à envenimer les relations algéro-marocaines. Ces gestations et ces accords parfois bilatéraux sont symptomatiques de division et d'absence de stratégies. Il faut dire qu'à l'époque le paysage politique international n'était pas encourageant, l'édification des Etats purement nationaux était le signe le plus marquant.

Avec la montée des Islamistes en Algérie et en Tunisie, l'année 1988 a vu naître de nouveau une lueur d'espoir au mis de juin

cette année à Zeralda en Algérie. Une année plus tard, le 17 février 1989, la rencontre de Marrakech tentait aussi de donner une impulsion à cet élan unificateur et le retour au rêve de la naissance du « Grand Maghreb arabe » qui n'a cessé de caresser les peuples de ces pays. Aussi, et dans ce même contexte, l'Europe s'engagea dans une logique d'unification. Face à de tels changements, les dirigeants maghrébins, désireux de marquer des points, en l'absence de toute volonté réelle se sont engagé sur la voie de l'unité. On assiste dès lors à des rencontres bilatérales et la signe signature de nombreux accords et des projets ambitieux. Toutefois, mis à part les aspects formels (couloirs et aux aéroports destinés aux Maghrébins) en réalité rien d'efficient et d'opérationnel n'a réellement eu lieu. Avec la naissance de l'Europe et le début de l'organisation du monde en bloc continentaux, depuis plus 33 ans un coup d'arrêt décisif. Aujourd'hui assistera-t-on à une dynamique éphémère ou à une véritable dynamique ?

05) Etat des lieux Maghreb d'aujourd'hui ou les occasions historiques manquées

Dans l'actualité récente et s'agissant de la visite de Marzouki, Président de la république tunisienne, l'unité de l'espace maghrébin revint en force sur la sellette. Depuis Marrakech le 17 février 1989, les déclarations ambitieuses de l'époque étaient devenues par le temps une lettre morte. On parle aujourd'hui de coût du non Maghreb, alors qu'on assiste partout dans le monde à la formation d'unités régionales, voir continentales afin de dynamiser les sociétés et les économies des pays. Un état de lieu serait dans ce cas plus qu'obligatoire

afin de déceler les blocages et parfois le manque de volonté politique. Cette rencontre, qui rassemble non seulement les acteurs politiques, mais aussi les acteurs sociaux, les académiciens, les médias serait prometteuses et enrichissantes afin de nous focaliser sur les éléments qui constituent la force de cet espace mais aussi les nombreux obstacles qu'il faudrait éliminer afin de réaliser ce qui communément appelé « le Maghreb des peuples » une revendication tellement profonde et ancrée dans l'imaginaire collectif des habitants du Grand Maghreb.

Le Maghreb coût 2 points de croissances en moins pour chaque pays. 133 milliards de dollars qui se perdent annuellement alors que la complémentarité entre ces pays peut amoindrir d'une façon significative les importations surtout en matière agricole combien stratégique pour les générations à venir. Sur le plan humain 90 million de Maghrébins, potentiel humain extraordinaire et une population jeune capable de faire avancer ce Maghreb sur des générations.

Conclusion

Cette rencontre qu'on peut qualifier d'historique vient dans un contexte particulier de l'éclosion du printemps arabe et l'amorce d'une dynamique de démocratisation des pays arabes, peut donner quelque lueurs d'espoir vers l'édification du moins sur le plan des idées d'une plate-forme de travail commun. Dépasser les bornes et limites des Etats nationaux, l'avenir appartient aux blocs, aux ensembles à la fois territoriaux, politiques, économiques. Encore une fois la singularité du Maghreb consiste en sa singularité stratégique, géographique et historique, il occupe quasiment presque toute la rive sud de la Méditerranée.

Si les occasions historiques qui s'offrent ne sont pas saisis, nous pensons que le sous-développement ira croissant, mais cette fois-ci l'histoire ne pardonnera pas car tout est réuni pour fonder ce projet d'union sur des bases non pas affectives comme dans le passé mais plutôt pragmatiques et étudiées et ça y va l'avenir de chaque pays de se compléter par ses voisins

**Communication commune au colloque
du CERM « Le Maghreb au miroir du printemps arabe »*

[illegible]

Charles SAINT- PROT

Directeur de l'OEG

Sahara marocain le 40^e anniversaire de la Marche Verte

Novembre 2015

Le conflit du Sahara occidental est l'un des plus anciens du monde. C'est même le plus ancien si l'on veut bien considérer qu'il s'ouvre avec le début de la colonisation du territoire par l'Espagne en 1884 avant de trouver un nouveau rebondissement avec les tentatives séparatistes qui suivront la décolonisation arrachée en 1975.

La genèse de l'affaire est connue. Les droits historiques du Maroc sont d'autant plus incontestables que, depuis plus de douze siècles, le Royaume chérifien est le seul État constitué qui existe entre la Méditerranée et le fleuve Sénégal. Plusieurs dynasties marocaines sont issues du Sahara. Il n'y a jamais eu de nation sahraouie, pas même de peuple mais des tribus, souvent mixtes – berbères et arabes - et faisant allégeance au Sultan du Maroc. Beaucoup de fondateurs de ces tribus étaient originaires du nord de l'oued Drâ. L'autorité de l'État marocain (Makhzen) s'est constamment affirmée de Tanger au fleuve

Sénégal et ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle puis au début du XXe siècle que le Maroc a été victime des partages des puissances coloniales.

Après la fin des protectorats français et espagnols en 1955, l'Espagne a tardé à rétrocéder les territoires au sud du Maroc, sans compter Sebta (Ceuta) et Melilla sur la Méditerranée. Alors que la décolonisation par l'Espagne n'aurait dû être qu'une formalité, sans qu'il fût besoin de créer un conflit de toutes pièces. En réalité, le dossier est clair. Il faut bien voir qu'avant la colonisation et même jusqu'au début des années 1970, toutes les puissances considéraient le Sahara comme partie intégrante du Maroc. Ce n'est que dans les années 1970 qu'a été conçu le complot séparatiste, inventé par l'Algérie et le bloc communiste. La question du Sahara n'est pas la cause de la crise algéro-marocaine, mais la conséquence d'une politique anti-marocaine commencée dès l'indépendance de l'Algérie. Il faut ajouter à cela le contexte de la guerre froide qui oppose alors le bloc occidental au bloc soviétique et le fait que le régime algérien penche du côté soviétique.

En juillet 1973, un accord secret est conclu entre le ministre des affaires étrangères algériens, Bouteflika, et son homologue espagnol Lopez Bravo. Cet accord prévoit que les deux pays favoriseront l'émergence d'un mouvement revendiquant la sécession des provinces du sud marocain au lieu de son rattachement au Maroc. Il est clair que Madrid comme Alger pensent pouvoir faire de cet État fantoche un satellite. Ce sera le rôle dévolu au Polisario, un petit mouvement d'activistes marocains gauchistes d'abord soutenus par le Libye et qui passera vite sous le contrôle des services algériens qui lui dicteront une ligne séparatiste.

Alors que la situation s'enlise, le Roi Hassan II annonce, le 17 septembre 1974, son intention de porter l'affaire du Sahara

occidental devant le Cour internationale de justice de La Haye afin qu'elle émette un avis sur la question. Fort de l'avis globalement favorable au Maroc rendu par la Cour le 16 octobre 1975, Hassan II annoncera le lancement de la Marche verte pour entrer en possession du territoire.

Le 6 novembre 1975, 350 000 Marocains uniquement armés de drapeaux nationaux et du Coran, pénétrèrent au Sahara marocain sans rencontrer de résistance. Huit jours plus tard, l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie signaient les accords de Madrid prévoyant le retrait espagnol du Sahara avant février 1976 et le transfert de l'administration du territoire à Rabat et, pour une petite partie des territoires, à Nouakchott qui y renoncera en 1979, date à laquelle le Maroc recouvrera sa souveraineté sur toute la région. Ainsi, les territoires du Sahara sont redevenus marocains comme l'Alsace est redevenue française en 1918 et en 1945. La sagesse aurait dû conduire les divers acteurs à se montrer bons joueurs et à admettre que la question de la décolonisation des territoires du Sahara occidental était close. Mais la machine infernale enclenchée par l'Espagne et l'Algérie allait continuer à fonctionner.

La question de la décolonisation des territoires du Sahara marocains étant réglée avec le retour des territoires à la mère-patrie, un conflit va prospérer sur la base d'une ingérence étrangère cherchant à créer une sécession. Dès lors, la question du Sahara marocain n'est plus un problème de décolonisation mais une tentative de sécession manipulée de l'extérieur avec des troupes et des cadres des pays communistes (Cuba, Allemagne de l'Est, etc.). C'est une guerre d'agression contre le Maroc. Le Roi Hassan II a pu dire que l'affaire du Sahara était « l'escroquerie du Siècle ». Il est indéniable que cette affaire a été montée de toutes pièces par le régime algérien qui a investi des sommes et des moyens considérables, recrutés des

mercenaires, fait venir des gens du Mali, de Mauritanie, du reste de l'Algérie pour grossir les rangs, fait montre d'une intense activité diplomatique tout en bénéficiant de toutes sortes de complicités dans les milieux gauchistes trop heureux de nuire au Maroc. Au fil des ans, la question est également devenue un enjeu de politique intérieure algérienne, d'autant que certains dans l'appareil politico-militaire en tirent de grands profits.

Après avoir repoussé les tentatives d'agression militaire et sécurisé son territoire derrière un mur de défense, le Maroc a présenté, en 2007, au Secrétaire général des Nations Unies une initiative pour la négociation d'un statut d'autonomie de la région du Sahara. Dans sa résolution 1783 du 31 octobre 2007, le Conseil de sécurité des Nations unies s'est félicité des efforts « sérieux et crédibles faits par le Maroc pour aller de l'avant vers un règlement ». De nos jours, tous les observateurs objectifs reconnaissent que le plan d'autonomie, dans le cadre de la souveraineté du Royaume et de son unité nationale, constitue la seule solution appropriée pour en finir avec ce triste reliquat de la guerre froide entretenue par la seule Algérie.

Or cette solution est de plus en plus indispensable en raison des menaces de déstabilisation qui s'amoncellent dans la région sahélo-saharienne. Si l'on veut éviter que cette partie du sud de la Méditerranée se transforme en une nouvelle Somalie, une seule conclusion s'impose : il faut en tout premier lieu mettre un terme au conflit sur le Sahara marocain. La proposition marocaine constitue donc une chance qu'il faut saisir pour sortir de l'impasse et mettre un terme à un conflit artificiel qui n'a que trop duré.

Biographie

Docteur en science politique, docteur habilité à diriger des recherches (HDR) en sciences juridiques, juriste et spécialiste des relations

internationales et de la géopolitique, notamment pour les questions du monde arabe et de l'Islam, Charles Saint-Prot est directeur de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) à Paris, un centre de recherches sur les relations internationales. Il codirige avec Zeina el Tibi la collection Études géopolitiques.

Il est Premier vice-président et doyen de l'Institut africain de géopolitique² dont le siège central est à Dakar (www.iageo.org), avec des bureaux à Abidjan, Paris, Rabat...

Professeur associé et chercheur au Centre Maurice Hauriou pour l'étude du droit public à la Faculté de droit de Paris Descartes, il anime un groupe de recherche sur la civilisation et le droit islamique. Il enseigne à l'Université ouverte de Catalogne (Barcelone) au sein du

Master international d'études arabes et islamiques, et il donne régulièrement des conférences ou des enseignements dans plusieurs universités et grandes écoles en France et à l'étranger dans le cadre des études islamiques ou de la géopolitique. Il est membre du conseil scientifique de plusieurs instituts et revues scientifiques en France et à l'étranger

Depuis les années 1980, Charles Saint-Prot a effectué plusieurs missions pour le compte de l'État français, en particulier au Maghreb, au Liban, auprès de Yasser Arafat et en Irak. Certains de ses ouvrages visent à promouvoir la politique arabe de la France et les choix diplomatiques de Paris (cf. *La France et le renouveau arabe*, *Les mystères syriens*, *Saddam Hussein* publié en pleine guerre Irak-Iran alors que la France soutient fermement l'Irak...)

Charles Saint-Prot, qui a dirigé plusieurs revues (la *Pensée Nationale* à la fin des années 1970; la *Revue d'études des relations internationales*, de 1979 à 1981, et la revue *Proche-Orient et Tiers Monde*, de 1982 à 1986) et fait partie des cofondateurs des revues gaullistes *Arguments pour la France* et *Une certaine idée* (1998-2003), est l'auteur de nombreux ouvrages dont plusieurs ont été traduits en anglais, en arabe et en espagnol.

Attaché au gaullisme, Charles Saint-Prot, qui a été proche de Yasser Arafat et Michel Aflaq, le fondateur du Baas, de l'Irak baasiste et du nationalisme arabe, consacre une partie de ses recherches à la pensée

politique, en particulier à la question de la nation, et il est un fervent partisan du « dialogue des civilisations ».

*Spécialiste de l'Islam, il propose dans son manuel *Islam: l'avenir de la Tradition entre révolution et occidentalisation* (ed. du Rocher, 2008) une idée apaisée de l'Islam en exposant que le véritable Islam est celui de la religion du « juste milieu » (dîn al wasat), celle d'une tradition réformiste, pratiquant l'ijtihad (l'effort d'adaptation) dans les affaires relatives à la vie sociale (mouamalat). Cette tradition réformiste est à l'opposé des dérives extrémistes minoritaires et d'une occidentalisation conduisant au reniement de soi et à l'aliénation. (voir notamment *La tradition islamique de la réforme* chez CNRS éditions).*

Mohamed CHERQAOU

Esquisse d'une interprétation des mouvements sociaux

Au Maroc, les manifestations de jeunes à caractère social et politique sont fréquentes, anciennes. Aucune étude sociologique sérieuse et systématique ne leur a été consacrée. Nous ne disposons même pas de statistiques politiques à ce sujet. Au cours des dernières années, les mardis et les mercredis, jours où les parlementaires sont en session, les sit-in de diplômés chômeurs devant le parlement marocain sont devenus une traduction et une curiosité pour le badaud ou pour le touriste qui, pour admirer la belle perspective du grand boulevard tracé par les soins des architectes du Maréchal Lyautey, passe devant la bâtisse ocre et beige qui abrite la responsabilité nationale. A distance, la police veille mais s'abstient de toute répression ni de déloger les manifestants depuis une décennie. Parfois, ces derniers, toutes banderoles déployées, donnent de la voix en choisissant bien leurs mots d'ordre toujours versifiés, jamais dénués de mordant. Ils espèrent ainsi attirer l'attention des députés sur leur sort. Ils n'intéressent plus les médias qui ne leur consacrent pas un seul entrefilet, fût-ce dans une page obscure.

Tel n'est pas le cas des manifestants au Sahara. Depuis l'ouverture démocratique, depuis qu'un vent de liberté sans

précédent souffle sur le pays, les manifestants de jeunes dans les provinces sahariennes, qui ne sont d'ailleurs pas plus nombreuses que dans d'autres régions du royaume, sont pourtant largement couvertes par la presse nationale. Elle leur accorde plus d'importance, parfois la une de certaines de ses livraisons. Elle se fait même l'écho de mots d'ordre sécessionnistes qui avaient valu jadis à leurs auteurs des procès et des condamnations fermes. On considère sans doute que, désormais, il est du droit de n'importe quel citoyen d'exprimer librement son point de vue, fût-il extrémiste ; mit-il en cause l'intangible principe de l'intégrité territoriale de la nation.

Nous ne disposons pas plus de statistiques des manifestants politiques des organisations des droits de l'homme dans le sud marocain que celles qui concernent les revendications à caractère purement social. En général, les premières se font à des dates anniversaires fixes. Elles sont organisées également pour soutenir un détenu. Elles ont un caractère politique contestataire. Les deuxièmes sont des sit-in devant la grande porte de la province ou celle de la municipalité. le recours à cette politique est le fait de jeunes diplômés chômeurs ou de femmes qui revendiquent des logements ou des subsides dès qu'elles apprennent que l'administration s'apprête à en distribuer. Il existe aussi des manifestations spontanées de femmes et de petits enfants de quartiers urbains pauvres quand il y a coupure d'électricité ou d'eau dans la fontaine politique dont leurs familles bénéficient gratuitement.

Quatre ensembles de facteurs massifs pourraient expliquer ces mouvements sociaux, entendant la libéralisation croissante de la vie politique et l'exigence du respect des droits de l'homme, le chômage d'une proportion importante de la jeunesse diplômée, les pratiques parfois hétérodoxes de l'administration,

enfin les conséquences d'une politique fondée sur une sélection des élites qui paraît désormais surannée.

Les statistiques de l'emploi et du chômage au Sahara sont connus. Nous les avons rappelées dans la section précédente ; fort taux de chômage dans les provinces du sud qui est presque deux fois plus élevé que la moyenne nationale en dépit d'une nette régression.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que se développe un sentiment de frustration des jeunes diplômés chômeurs dans les provinces sahariennes. Il n'est pas difficile d'expliquer le fort taux de chômage. Notre objectif est ici de tenter d'identifier sa relation avec les mouvements sociaux qui sont du reste présents aussi bien au niveau national que dans les provinces sahariennes.

En dépit de ses efforts, l'Etat n'est plus capable de satisfaire la demande sociale. Le marché de l'emploi n'est pas en mesure d'offrir des places aux nouveaux diplômés qui restent dans les provinces sahariennes plutôt que de se déplacer dans d'autres régions du Maroc. Si, pendant les années 1980 et le début des années 1990, l'Etat et le marché répondaient correctement à la demande, il n'en est plus ainsi depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, période marquée par une forte augmentation de la population qui atteint parfois de 60 à 70 % dans presque toutes les villes du sud marocain.

A ces éléments macroéconomiques s'ajoutent d'autres facteurs liés à l'incompétence du personnel administratif et ses pratiques fâcheuses ; absentéisme, mauvaise connaissance du lieu, rigidité, incapacité à prédire la demande sociale et les événements.

Enfin, on rappellera un dernier ensemble de déterminants sociaux importants qui expliquent la frustration des jeunes, entendons la politique notabiliaire qui a été pratiquée avec

succès jusqu'à la dernière décennie mais qui ne correspond sans doute plus aux nouvelles réalités sociales de provinces sahariennes.

La sélection des élites locales, les notables, était fondée sur leur statut et leur capacité à mobiliser les membres de leur tribu. Ces élites ou leurs enfants jouaient le rôle de relais auprès des membres de la tribu à laquelle ils appartiennent. Ils bénéficiaient en contrepartie d'avantages accordés par l'administration, sous forme de nomination à des postes administratifs, d'aides au logement, notamment.

Or cette forme de gouvernement et de résolution des conflits a révélé ses limites. Le Maroc des deux dernières décennies n'est plus celui des années soixante-dix et quatre-vingt. L'urbanisation qu'ont connue les provinces du sud est considérable et les notables ne peuvent plus amuser les rôles qu'ils ont joués jadis. Leurs capacités de mobilisation deviennent de plus en plus limitées face à la résistance des membres de leur tribus surtout la jeunesse, malgré il est vrai la persistance du clientélisme.

Nous avons amplement démontré que, à partir de la fin des années 1980, l'institution scolaire marocain a produit un jeune sahraoui instruit mais écartelé entre deux mondes. Il aspire aux valeurs de la modernité qu'il découvre lors de son passage dans les centres universitaires tout en préservant en partie ses liens avec les membres de sa tribu. A vrai dire, il résiste non à la tribu mais aux anciennes formes de sélection d'élite locale qui est généralement analphabète et qu'il juge rétrograde. Il vit, sans doute plus intensément que d'autres, les disparités économiques et sociales de plus en plus grandes entre les familles d'une même tribu. Par ailleurs, les partis politiques ne sont, somme toute, que des machines électorales au lieu d'être des instances de socialisation politique comme le prévoit la

constitution. On peut dès lors comprendre pourquoi le repli identitaire devient inéluctable.

Dans telle situation caractérisée par un chômage endémique des jeunes, une pénurie des ressources, en l'absence d'une vision claire de l'avenir et d'une solution définitive du problème du Sahara, on imagine aisément que la contestation se développe, que les stratégies se développent, que les stratégies identitaires deviennent une carte gagnante pour une jeunesse frustrée. On explique aussi du même coup pourquoi les thèses séparatistes attire davantage depuis la fin des années 1990 qu'auparavant, surtout si l'on ajoute que, la démocratisation de la vie politique aidant, des détenus qualifiés de politique ont été libérés tels Mohamed DADDACH, Ali Salem Tamek, Mohamed EL mouatwakil, Brahim Noumira, Aminatou Haidar, Hocine Lidri, Larbi Messaoud Hammad, Brahim Dahane.

On comprend dès lors pourquoi se sont précisément les individus qui ont bénéficiés d'une forte scolarisation et dans les chances de promotion sociale et professionnelle sont plus grandes que celles d'autres personnes qui n'en ont pas joui ou qui appartiennent aux générations précédentes qui sont en fait les plus critiques. Ce sont en général des jeunes qui s'estiment frustrés de bien matériels et symboliques dont, à leurs yeux, ils auraient dû bénéficier. C'est bien là un paradoxe que nous sommes en mesure d'éclairer en sollicitant certains « théorèmes » la théorie de la frustration relative.

Avant de présenter succinctement les principales propositions de cette théorie, il nous paraît utile et nécessaire d'esquisser à grand trait la composition sociale de la population saharienne qui est doublée d'une hiérarchisation du pouvoir. La superposition des deux dimensions et leurs combinaisons définissent les groupes d'appartenance et de référence. Faute d'en avoir une idée, fût-elle approximative, on s'interdira de

comprendre les mécanismes de la contestation. Précisant qu'il s'agit là non du résultat d'une analyse sociologique de la stratification mais d'une représentation sociale. En d'autres termes, nous ne faisons que restituer la conception que les acteurs ont du réel, non le réel qui peut éventuellement en différer. Comme l'a montré Thomas, il est extrêmement important de connaître la signification que les individus ont du réel pour comprendre et expliquer leurs actions. Selon le théorème de Thomas, si les facteurs définissent une situation comme réelle, elle l'est pour les conséquences de leurs actions. Ce qui signifie que les individus répondent non seulement aux caractéristiques objectives d'une situation mais également et parfois surtout au sens qu'ils lui accordent.

La première catégorie est composée de sahraouis installés depuis longtemps au Sahara. Ils bénéficient d'avantages et entretiennent surtout des relations étroites avec les autorités locales. Ils détiennent et exercent un pouvoir important qui est reconnu par la population. Cette catégorie est elle-même divisée en sous-groupes hiérarchisés selon des critères tribunaux. Une partie de la grande tribu des Rguibat appartient à cette catégorie qui est dominante par rapport aux trois autres couches sociales.

La deuxième comprend des sahariens issus des autres régions du Sahara, notamment de Guelmim, de Tan Tan et d'ailleurs. Ce ne sont pas nécessairement des étrangers au Sahara puisque on l'on compte parmi eux des fractions de Rguibate et d'autres tribus spécifiquement sahariennes, particulièrement les Ait Oussa. Ils s'affirment dans les villes mais sont en grande partie dominés par les individus de la première catégorie. Or, il semble que cette catégorie fournisse les éléments les plus contestataires qui sont souvent des jeunes. Au sein de cette minorité active, les plus virulents ne sont pas nécessairement

les Sahraouis mais les individus originaires d'autres provinces marocaines en mal de reconnaissance sociale. On compte parmi eux certains leaders d'opinion de la jeunesse.

La troisième couche sociale se compose de sahraouis issus d'autres régions marocaines qui sont retournés dans leur région à une date relativement récente, vraisemblablement au début des années quatre-vingt-dix. Ils vivent en grande partie grâce aux subsides de l'Etat dans des quartiers pauvres et des conditions inconfortables. Leur prestige social est bas. Ils sont considérés par les catégories sociales précédentes comme des déclassés.

La quatrième enfin comprend les « allogènes » issus d'autres régions du Maroc. Ils ont accepté l'immigration intérieure à la recherche du travail et de salaire plus conséquent que celui qu'ils espèrent obtenir en restant dans leur province d'origine. Cette brève présentation n'a d'autres objectifs que celui de tracer le cadre social et les relations de pouvoir entre les catégories sociales. Elle permet également de définir les groupes d'appartenance et ceux auxquels les individus se comparent pour entreprendre des actions collectives.

En quoi la théorie de la frustration relative est-elle en mesure d'éclairer les mouvements sociaux qui sont intéressants ? rappelons que les concepts de frustration relative et de groupes de référence ont été utilisés pour la première fois dans les travaux de Stouffer (1949) sur le soldat américain. On trouve l'idée dans les travaux d'économistes tels Duesenberry, Easterlin ou Hirschman qui soulignent l'importance de la notion de revenu relatif par rapport au revenu absolu, donc de la comparaison entre deux statuts du même individu à deux moments du temps, pour expliquer certains phénomènes paradoxaux que la théorie économique standard est impuissante à rendre compte. On sait par ailleurs que ce n'est

que tout récemment que Gary Becker, le maître de l'école économique de Chicago, s'est proposé de changer la théorie standard pour y intégrer cette dimension sociologique, à la suite des résultats d'une série de travaux économiques et sociologiques, de plus en plus nombreux, qui soulignent l'importance cruciale des réseaux sociaux pour une bonne compréhension des marchés.

L'un des résultats de la recherche de Stouffer est que les groupes les plus favorisés semblent être plus enclins que les moins favorisés à critiquer le système de promotion de l'armée américaine. Ainsi les gendarmes militaires appartenant à un corps où la promotion est rare s'estiment pourtant satisfaits du système de promotion qui régit leur carrière militaire. À l'inverse, les aviateurs, bien qu'appartenant à un corps où la promotion est fréquente, sont bizarrement insatisfaits du système de promotion.

Pour expliquer ce paradoxe, Stouffer introduit les notions de frustration relative et de groupe de référence. Si, à âge, niveau d'instruction et ancienneté identiques, la majorité de mes collègues sont promus et si, en revanche, je ne suis pas promu, j'éprouverai un sentiment d'injustice à mon égard qui exprimera par une critique du système de mobilité. Si, dans le groupe auquel j'appartient ou auquel je me réfère dans mes évaluations, la promotion est relativement rare, je serai très satisfait de ma promotion. Cependant, je ne ferai l'expérience d'aucun sentiment d'injustice si je ne le suis pas puisque la majorité de mes semblables ne le sont pas. La frustration n'a donc lieu que dans certaines conditions précises.

Hirschman, pour ne prendre qu'un exemple parmi les économistes modernes, explique la tolérance à l'inégalité dans les pays en voie de développement par son « effet tunnel » qui se rattache directement à la théorie de la frustration et du

groupe de référence. Supposons qu'un automobiliste conduise sa voiture dans un tunnel à deux voies qui mènent dans la même direction. Supposons en outre que, après un espace de temps durant lequel aucune voitures des deux voies ne bouge, notre automobiliste constate que les voitures de la voie voisine commencent à rouler. Il se sentira mieux parce qu'il pensera que

les causes de l'engorgement du trafic n'existent plus et que si la voie voisine se dégage, il en sera ainsi de celle où il se trouve. S'il reste immobile après un temps raisonnable alors qu'il continue de constater que les automobilistes de l'autre voie roulent normalement, son attente sera déçue. Il finira par devenir furieux et tentera de corriger ce qu'il lui apparaît comme une injustice en changeant de voie la règle qui interdit de traverser la double ligne continue qui sépare les deux voies. Il en est de même des inégalités. Une amélioration de la position sociale de mon voisin ou de mes pairs me procure de l'espoir. S'il est déçu, je me sentirai frustré et tenterai de changer l'ordre des choses. Dans les exemples précédents, le groupe de référence et le groupe d'appartenance sont les mêmes : j'appartiens à la police militaire et je me compare à mes collègues gendarmes dans l'évaluation du système de promotion. Il n'en est pas toujours ainsi. Considérons le cas des individus qui ont fait l'expérience d'une mobilité sociale d'arrivée sont différentes. Ils peuvent choisir selon le cas la classe sociale d'arrivée comme groupe d'appartenance ou comme groupe de référence avec toutes les combinaisons possibles que le « ou » non exclusif permet. C'est du reste là l'une des raisons des difficultés auxquelles le chercheur est confronté pour expliquer leurs comportements économiques (e.g. consommation), politiques (e.g. vote) ou psychologiques (e.g. sentiment de frustration). La situation des mobiles a donné lieu à la mise en évidence du concept de non

congruence de statut élaboré et systématisé par Lenski. Les notions de groupe d'appartenance, de référence et non congruence sont nécessaires pour analyser les contradictions vécues par les mobiles qui semblent écartelé entre les attentes du groupe qu'ils aspirent à appartenir et celle du groupe qu'il quitte mais avec lequel ils continuent d'avoir des attaches affectives.

La théorie de la frustration relative, interprétée comme ensemble d'hypothèses de type rationaliste comme le propose Boudon (1977), est en mesure d'éclairer la contestation politique du Sahara et dans les autres régions marocaines. Elle ne l'explique assurément pas entièrement comme nous l'avons fortement souligné plus haut. Tester ces hypothèses exige que soient menées des enquêtes de type expérimental sur ce phénomène complexe qui prendraient en considération les relations sociales et de pouvoir ainsi que la spécificité des provinces sahariennes que nous avons rappelées succinctement. Il n'aura toutefois pas lieu de verser dans le particularisme ethnographique qui, en définitive n'explique rien. Car, faut-il le souligner à nouveau, observons des phénomènes similaires dans d'autres régions du Maroc.

Troisième partie

Maghrébins en action

1- L'événement de 2012 à Casablanca

2- La Conférence de Marrakech

3- Le Forum Social Maghréb



Publications du CERM

« Economie politique et politiques économiques au Maroc » Najib AKESBI

Une synthèse concise et profonde associant rigueur de l'approche
académique
à la clarté et surtout à l'audace de la position politique.



مركز محمد بنسعيد آيت إيدر للأبحاث والدراسات
Centre d'Etudes et de Recherches Mohamed Bensaid Aït Idder

Interviews

1-Mohamed BENSAID AIT IDDER, Figure du mouvement de Libération Nationale au Maroc, à « La Liberté »

« Le conflit du Sahara occidental n'a que trop duré »

*De passage à Alger, le vieux militant nationaliste marocain n'a pas hésité à livrer pour nos lecteurs son sentiment sur la question du Sahara occidental ainsi que les relations tumultueuses entre l'Algérie et le Maroc.
Il plaide dans cet entretien pour une solution négociée et un rapprochement entre les deux pays frères.*

Liberté : Vous êtes en Algérie pour les cérémonies du 40eme jour du décès de Hocine Ait Ahmed. Dans quelles circonstances l'avais-vous connu ?

Mohamed Bensaid : D'abord, la première fois que j'ai entendu parler du feu Hocine Ait Ahmed, c'était au sein des cellules du Parti de l'Istiqlal, à la fin des années 40. On se préparait à engager la lutte armée pour l'indépendance du Maroc. Grâce à la coordination des différents partis nationalistes en Afrique du Nord, un projet de lutte commune prenait forme

et l'espoir d'un avenir unitaire galvanisait nos convictions et guidait nos pratiques. Mêmes les chants patriotiques s'élaboraient en commun, comme le fameux Min Jibalina Tala3a sawto el ahrar... Le nom d'Ait Ahmed nous parvenait de l'Algérie mais aussi du Caire ou encore de Bandoeng. Nos trajectoires ne se croiseront enfin qu'en 1961. Hocine Ait Ahmed était alors incarcéré en France. Le Maroc était indépendant mais l'Armée de libération marocaine du sud (ALMS) dont j'étais responsable venait d'être dissoute en 1960. A cette époque, nombre de nationalistes et de résistants se trouvaient, malgré eux, en opposition au pouvoir marocain. Dans ces conditions, j'ai rendu visite aux cinq leaders algériens incarcérés en France. J'ai alors rencontré pour la première fois Hocine Ait Ahmed et ses amis. Nous avons discuté du Maghreb, de l'indépendance prochaine de l'Algérie et des différentes stratégies possible. J'ai noté qu'il y avait déjà des différences de points de vue entre Ait Ahmed et Ben Bella. Après leur libération, on leur a organisé au Maroc un retour triomphal. C'était alors notre deuxième rencontre.

Après 1962, les orientations à donner au nouvel Etat algérien indépendant ont été à l'origine de divergences. Hocine Ait Ahmed, Boudiaf et d'autres commençaient à être inquiétés par les services de Houari Boumediene et leur liberté devenait effectivement menacée. C'est alors qu'avec des camarades et résistants, nous avons rendu visite au courant de l'année 1963 au Président Ben Bella.

On lui a fait part de notre protestation contre ces menaces. L'Algérie et le Maghreb avait besoin, en effet, et après le départ de la France, de tous leurs enfants. Seulement voilà, les malheureux développements politiques survenus au Maroc m'ont contraint à l'exil durant 18ans, d'abord en Algérie et ensuite en France. Dès lors, avec Hocine Ait Ahmed, on se rendait visite et on échangeait nos impressions tout en continuant à élaborer des propositions pour un avenir commun. Après mon

retour d'exil, en 1983, nous avons fondé, mes camarades et moi, l'Organisation de l'Action Populaire et Démocratique (OADP) devenu en 2005 le Parti socialiste unifié (PSU). Depuis, Hocine Ait Ahmed nous rendait visite régulièrement au Maroc et son parti, le FFS, assistait à tous nos congrès et conférences. La dernière participation en date remonte à février 2012.

L : Vous avez longtemps combattu dans les rangs de l'Armée de libération marocaine dans les régions sahariennes où vous avez eu à côtoyer notamment un certain El-Ouali Mustapha Essayad, qui n'est autre que le fondateur du Polisario, décédé en 1977. Pouvez-vous nous dire quelques mots sur ce personnage ?

Bensaid : Dans les rangs de l'ALMS, on a combattu ensemble le colonialisme espagnol dans la région de Sidi Ifni, Tarfaya, Smara, Laayoune, Boujdour et Dakhla. A cette époque, des volontaires des provinces du Nord côtoyaient de nombreux combattants du Sahara occidental. L'objectif était de libérer ces régions et de réaliser l'unité du peuple marocain et de ses territoires. Après l'opération « Ecouvillon » qui a permis aux armées espagnole et française d'affaiblir l'ALMS, et après que celle-ci ait été dissoute dans des circonstances troubles au Maroc, les dirigeants de l'ALMS ont recueilli à Casablanca et à Rabat les enfants des combattants sahraouis et se sont occupés de leur scolarité. J'étais personnellement responsable de cette action. Ainsi, Essayad a fait ses études secondaires et universitaires au Maroc avec le soutien des anciens de l'ALMS et des partis nationalistes marocains.

Jusqu'au début des années 70, les jeunes sahraouis réclamaient un retour rapide du Sahara occidental dans le giron de la mère patrie, c'est-à-dire le Maroc. Ils dénonçaient même, avec fougue, le laxisme des autorités marocaines à cet égard. C'est d'ailleurs au cours d'une manifestation des ces jeunes à

Tan-Tan, réprimée violemment par les forces de l'ordre, que l'idée d'indépendance a pris naissance. Et c'est sur proposition du grand Magrébin, Mohamed Bahi Horma, que j'ai reçu en 1975, à mon domicile parisien, El-Ouali Mustapha Essayed. On a discuté de l'avenir du Sahara occidental. Mes amis du « Mouvement du 23 Mars » et moi avons critiqué les choix stratégiques du Polisario. Tout en étant à l'époque opposant au roi Hassan II et condamnés par contumace, soit à la peine capitale, soit à la perpétuité, nous avons affirmé à El-Ouali que la priorité devait aller, non pas à la création d'un petit Etat dans la région mais à

la lutte commune pour la liberté et la démocratie qui garantiraient les droits des régions, du citoyen et des minorités ethniques ou religieuses. Ces discussions étaient sérieuses et cordiales. On les a même consignées et éditées par la suite dans un livre. Hélas, El-Ouali a disparu avant de pouvoir interagir avec nous...

L : Vous avez été condamné à mort en 1963 sous Hassan II pour “complot contre la monarchie” et vous avez trouvé refuge en Algérie. À ce titre, on peut vous considérer comme un témoin privilégié de cette période trouble de l’indépendance algérienne et des relations “en dents de scie” entre les deux pays voisins. Peut on espérer, selon vous un rapprochement entre l’Algérie et le Maroc ?

Bensaïd : C’est en tout cas, mon vœu le plus cher ! Malgré mon âge avancé, j’ai fait l’effort, contre l’avis de mes médecins, de me rendre en Algérie. Depuis que je suis arrivé, je n’ai cessé de rencontrer les forces vives de la nation algérienne. Que se soit à l’adresse des membres du gouvernement ou des jeunes de la société civile en passant par les partis politiques, mon message est simple : “N’hypothéquons pas l’avenir, n’alimentons pas les conflits, ne sapons pas les liens de fraternité entre nos peuples ! ” Certes, la situation politique concrète est très complexe”

On passe régulièrement d’un moment d’accalmie à un autre de tension extrême. Les deux Etas s’affrontent par ailleurs au sein des instances internationales, au Parlement européen, dans les forums de jeunesse et même au sein des organisations de défense des droits humains. Pourtant, nos deux peuples aspirent à la dignité, à une vie apaisée, à l’accès à la formation, au travail, à la culture, en bref à la citoyenneté. Ce ne sont pas

là des privilèges mais des droits qui doivent être garantis par la loi. Dans ce sens, il est impératif de mettre un terme aux conflits de frontières et à celui du Sahara occidental. L'affaire est peut-être aussi complexe que celle de l'Alsace-Lorraine en Europe qui, malgré les retombées des deux guerres mondiales et tout ce qui s'est accumulé comme préjugés et représentations négatives, la France et l'Allemagne ont eu le courage de tourner la page du passé pour s'unir et bâtir en commun l'Europe. D'après moi, l'Algérie et le Maroc peuvent faire davantage en inaugurant un processus de constructions positives.

L : Cette tâche paraît incommensurable car au Maroc beaucoup font de la marocanité du Sahara, une "cause sacrée" alors que chez nous le droit à l'autodétermination des peuples reste un principe intangible, voire même un socle fondateur pour le pays. Peut-on, dans ces conditions, vaincre cet " antagonisme" qui empoisonne les relations entre les deux pays ?

Bensaïd : Le conflit du Sahara Occidental n'a que trop duré. Une solution politique négociée et équitable et parfaitement possible ! elle ne sera, en tout cas, jamais le résultat de la langue de bois mais bien précisément d'une culture de l'écoute et des approches rationnelles de nos intérêts stratégiques communs. L'espace du Sahara devra être un pont d'intégration maghrébine et non une cause de désintégration, ce qui est le cas aujourd'hui. Lors de la cérémonie du 40^e jour du décès de Hocine Aït Ahmed, l'espoir d'un grand Maghreb a vibré

avec celui de la démocratie et de la citoyenneté. Il nous faut aujourd'hui le courage indispensable pour insuffler à nos jeunes, à nos femmes et à nos hommes, la conviction de développer cette réalité enfouie. Le conflit est, certes, complexe

mais la volonté unitaire peut vaincre toutes les difficultés. Je ne cesse de le répéter, "l'avenir de l'Algérie, c'est le Maroc, et l'avenir du Maroc, c'est l'Algérie !"

Bio-express

Né le 1^{er} juillet 1925 à Tinmensour dans la région de Chtouka Aït Baha, dans le sud marocain, Mohamed Bensaïd Aït Idder a commencé ses études dans plusieurs écoles coraniques traditionnelles du Sous. Après 1945, il rejoignit l'université Ibn Youssef à Marrakech, à une époque où nombre de nationalistes y étaient actifs comme Abdellah Ibrahim ou Mohamed Basri dit F'qih Basri. Avant de rejoindre formellement la résistance, Ait Idder aura affaire au pacha de Marrakech, Thami El Glaoui qui dirige alors toute la région du Haut-Atlas. En représailles, il est assigné à résidence par le protectorat français. Dès 1955, Bensaïd Ait Idder rejoint l'Armée de libération nationale (ALN) au sud (dans le Maroc espagnol), puis dès 1957 il passe au Sahara pour armer les tribus sahraouis, afin de combattre les Français et les Espagnols, encore présent au Sud marocain. Il assiste impuissant, en 1958, à la destruction de l'AMSL lors de l'Opération " Ecouvillon". Membre de l'Istiqlal, il participe à la scission en 1959 créant l'UNFP. En 1960, il est inculpé pour un complot fictif, puis en 1963 lors de l'affaire du complot de juillet 1963, et est condamné à mort pour " complot contre la monarchie". Il s'exile en Algérie et ensuite en France où il reste en contact avec le dirigeant du " Tandhim" (organisation clandestine), Mohamed F'qih Basri. En 1981, il est amnistié et réunit autour de lui les militants du

Mouvement du 23- Mars pour fonder, en 1983, le parti politique Organisation de l'Action Démocratique Populaire, dont il restera le dirigeant-clef jusqu'à la fusion en 2002 avec trois autres partis créant le mouvement de la gauche socialiste unifiée (GSU). En septembre 1984, il est élu député de la région

Chtouka Ait Baha à la chambre des représentants, un siège qu'il gardera jusqu'à 2007, date à laquelle il refuse de se représenter aux élections législatives. Tout au long des années 1990, Bensaid Ait Idder fera partie des refondateurs de la Koutla, bien qu'il manifeste une indépendance d'esprit que ses partenaires, (Istiqlal, USFP, PPS et UNFP) , aussi bien que le pouvoir en place, apprécieront très peu. En 1989 et en 1992, il interpelle les ministres de la Justice et de l'Intérieur sur le sort des détenus du bagne de Tazmamart. En 1996, l'OADEP a refusé de cautionner la constitution. Respecté pour son intégrité et la constance de ses positions, l'ancien opposant du roi Hassan II reçoit en juillet 2015 les insignes du Wissam al-Arch ; orde du Trône, la plus haute distinction royale

M-C-L

Journal " LIBERTE" Alger le 09 Avril 2016

**2-Interview accordée au Magazine
« Tel Quel »
par Mostafa Bouaziz**

**“Nous parlons
au Polisario, pas
à la RASD**

Historien engagé, Mostafa Bouaziz est une figure de la gauche marocaine. Historien réputé, il s'active aujourd'hui pour la tenue d'un colloque sur le Sahara. Nous le retrouvons à la faculté de Aïn Chock, à Casablanca, où il enseigne.

Bouaziz est un vieux sage, respecté par ses pairs, avec trois thèses sur le nationalisme et le mouvement révolutionnaire marocain sous le coude. Mais l'oustad est aussi un homme engagé, connu pour être l'ombre du résistant de gauche Mohamed Bensaïd Aït Idder. Directeur scientifique du Centre d'études qui porte le nom de ce vénérable militant, Bouaziz

est une des chevilles ouvrières du fameux et polémique colloque sur le Sahara, qui devait avoir lieu en avril dernier, à Marrakech et qui a été reporté à deux reprises déjà. L'historien en est convaincu : la question du Sahara peut être réglée. Et quand elle le sera, le Maroc avancera d'autant plus vite vers la démocratisation, la modernité et la création d'un commun englobant des identités plurielles.

La construction maghrébine, elle, prendra un coup de fouet. Une utopie concrète

Comment vous est venue l'idée d'organiser un colloque de cette ampleur sur le Sahara?

En 2012, le Centre d'études et de recherches Mohamed Bensaïd Aït Idder (CERM) a organisé une rencontre

sur les Printemps arabes avec des participants de tout le Maghreb. À l'époque, nous avions sciemment évité d'aborder la question du Sahara. Quelques personnes avaient essayé de glisser le sujet, et je m'étais efforcé de l'esquiver. Trois ans plus tard, après avoir réfléchi, nous nous sommes dit que ce n'était pas la bonne démarche. Il faut prendre le taureau par les cornes. Nous voulons donc favoriser un dialogue constructif avec les différents acteurs. Nous pensons qu'avec le temps, une solution politique, négociée et équitable est possible.

Vous avez mis au courant les autorités dès le début de votre projet?

Si nous voulions que tous les acteurs soient présents, il fallait bien sûr s'assurer que leur sécurité et leur liberté de circulation soient garanties. Nous avons donc, dès 2015, demandé à l'État s'il était prêt à nous laisser travailler. La réponse a été positive.

Vous avez donc invité des membres du Polisario à venir au colloque ?

Nous avons envoyé des invitations au Polisario. Nous leur avons proposé d'envoyer trois personnes. Ils nous ont demandé d'augmenter ce nombre à cinq, pour mieux représenter les différentes tendances internes. À la fin, nous en

étions à onze membres du Polisario et sept du mouvement dissident Khat Achahid

Comment avez-vous fait savoir au Polisario que vous invitiez ses membres?

Avec une invitation, livrée de la main à la main, en Mauritanie.

Vous avez des contacts réguliers depuis ce moment avec le Polisario?

Nous parlons au Polisario qui, rappelons- le, n'est pas historiquement sécessionniste. En revanche, nous ne parlons pas à la RASD, étant donné qu'en elle-même, elle interdit toute possibilité de dialogue. Et cela illustre notre démarche : parler avec les acteurs d'une solution politique.

Pour nous, le Polisario est un mouvement politique et nous pouvons comprendre les frustrations historiques qui l'ont poussé à choisir la voie dans laquelle il est aujourd'hui.

Comment s'est passé votre déplacement en Algérie pour remettre les invitations au colloque?

Je me suis déplacé deux fois en Algérie. Lors du premier voyage, en février 2016, avec Mohamed Bensaïd Aït Idder, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, lui a rendu visite à l'hôtel où nous logions. Nous avons aussi été reçus au FLN, auquel nous avons remis des invitations... En revanche, lorsque des partenaires algériens nous ont aidés pour nous faire rencontrer un représentant du Polisario, qui travaille aussi à l'ambassade de la RASD à Alger, ce dernier nous a répondu qu'il fallait que la demande vienne de l'ambassade marocaine... Une étrange fin de non-recevoir. Lors

de la deuxième visite, au mois d'avril, c'est lui qui a demandé à nous voir. Nous avons décidé de ne pas donner suite.

Et au Maroc, quelles ont été les réactions à votre démarche?

Les réactions au Maroc ont été positives. Nous avons parlé avec des gens du PPS, de l'Istiqlal, de l'USFP, avec le Chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane... Tous ont compris et salué notre initiative.

Il se chuchote que l'État a délégué au PSU et au CERM le soin de vendre la position marocaine à la gauche internationale...

Une bonne partie des fondateurs du CERM vient du Mouvement du 23 Mars, organisation de la gauche radicale. Dans les années 1970, alors même que nous étions dans la clandestinité, traqués, nous menions un combat en faveur du Sahara marocain. Nous plaidions cette cause, tant auprès du peuple palestinien qu'auprès des autres franges de la gauche révolutionnaire arabes et marocaines. À l'époque, Mohamed Bensaïd Aït Idder a même rencontré le fondateur du Polisario et lui a dit, en substance, qu'à vouloir devenir *"un émir du phosphate"*, il ne parviendrait qu'à être un jouet de puissances étrangères. Notre démarche d'aujourd'hui est logique. Elle s'inscrit dans le parcours de Bensaïd Aït Idder, qui coordonnait les actions de la résistance chez les Aït Baâmrane dans le sud, comme dans l'histoire du mouvement national de gauche.

Cette question du Sahara participe-t-elle à un projet de société plus global?

Bien sûr. C'est aussi parce que nous croyons à une construction maghrébine que nous sommes si actifs. Par ailleurs, les questions du Sahara, de la modernité et de la démocratie au Maroc sont intimement liées. La patrie, c'était le combat

de l'indépendance. Après 1975, commence un mouvement vers la construction d'une nation de citoyenneté. Cette dernière est basée sur la reconnaissance de la diversité du peuple marocain et de son identité. Le Sahara en est donc une clé. Ce mouvement, il est en cours et nous voulons l'encourager.

Avez-vous entamé une démarche auprès des mouvements de gauche, notamment européens, pour expliquer votre point de vue concernant le Sahara?

Il y a peu, Nabila Mounib, secrétaire générale du PSU, a voyagé en Europe, notamment en France et en Grèce. Et partout, elle remarquait le soutien des gauches radicales à l'indépendantisme. Elle a donné son point de vue et Jean-Luc Mélenchon, du Front de Gauche (en France), lui a conseillé de faire connaître sa position, que peu de gens à l'étranger connaissent. Cela nous a d'ailleurs conforté dans notre projet. Pour ce qui est de notre déplacement en Suède, en effet, Mounib a été sollicitée par l'État. Pour résumer, nous ne sommes mandatés par personne, mais nous savons juger à sa juste valeur la position de l'État.

Pourquoi avoir reporté le colloque à deux reprises?

Il y a deux raisons à ces reports. La première, c'est la situation. La visite de Ban Ki-moon en mars a été un moment de tensions. Puis, il fallait attendre que les équipes de la Minurso... soient réinstallées

pleinement. L'autre raison, c'est que nos multiples déplacements ont suscité beaucoup d'intérêt. Nous avons déjà atteint certains buts du colloque. Un texte très précis a été rédigé sur la situation au Sahara, de nombreux Maghrébins discutent déjà entre eux de la question... Nous avons créé une tendance et nous pouvons offrir au colloque une ampleur bien plus ambitieuse encore.

Pourquoi insister sur la présence d'intellectuels au colloque?

Parce qu'ils éclairent la situation. Prenons Mohamed Cherkaoui, auteur de *Le Sahara, liens sociaux et enjeux géostratégiques*. Il explique bien comment, au Maroc, les mariages endogamiques sont en baisse chez les Sahraouis, sur le processus de sédentarisation, de scolarisation... Cela éclaire, par exemple, sur l'inadéquation entre les transformations induites par l'État marocain sur la structure même de la société, et le fait que lorsque Rabat s'adresse aux Sahraouis, il le fait toujours à la manière ancienne, en parlant aux notables. Ce sont aussi les chercheurs et les intellectuels qui comprennent bien le poids du tribalisme, à Tindouf par exemple, où les Rguibate règnent en maîtres.

Quand est-ce que le colloque aura lieu?

En 2017. Aujourd'hui, nous devons attendre, entre le décès de Abdelaziz, secrétaire général du Polisario, les élections au Maroc, la COP 22.....

*Magazine « TEL Quel » N° 720
Edition de 3/9 juin 2016*

3- *Ahmed Slimani, président du
CERM*

**répond aux questions du
quotidien
« Al Ittihad Al Ichtiraki »
au sujet
du Colloque international
sur le Sahara**

Interview de Mustapha El Idrissi

1. Tout d'abord, je voudrais remercier le quotidien Al Ittihad Al Ichtiraki pour son invitation et pour l'intérêt qu'il porte au sujet qui nous préoccupe tous, à savoir celui du Sahara, et le colloque international du CERM dont les préparatifs de sa tenue se poursuivent.

Permettez-moi de préciser avant tout, en réponse à votre **première question**, que les préparatifs sont toujours en cours, avec peut-être une portée et une perspective plus grandes que celles que nous avons initialement conçues. Et le fait de déclarer qu'il a été annulé est faux et dénué de tout fondement,

car les communiqués du CERM évoquent plus précisément un report de sa date, non pas son annulation.

2. En ce qui concerne les difficultés auxquelles le Centre a été confronté et qui l'ont amené à le reporter, objet de votre deuxième question, elles sont réelles, de niveaux différents, et essentiellement objectives.

- La première concerne le caractère extrêmement complexe et ardu du conflit, d'une part, car il s'agit d'un différend entre frères, d'autre part, parce qu'il a duré des décennies, au point que certaines couches de ses accumulations historiques, politiques et psychologiques ... ont atteint un degré de fermeté et de calcification qui ne permet plus - en fait - aucune percée ou stratégie autre que l'acceptation de la continuité du statu quo figé actuel sans horizon visible, ou l'engagement vers la pire stratégie, même si tout le monde est convaincu qu'elle aboutirait inéluctablement à une situation de perdant-perdant.

- La deuxième, la plus marquante, était conjoncturelle et directe, et a consisté en une atmosphère de tension ravivée, après la visite du Secrétaire général des Nations Unies, M. "Ban Ki-Moon" au camp de "Tindouf", et ses déclarations sur place, qui avaient soulevé des questions majeures et davantage de doutes, et versé de l'huile sur le feu. Elles avaient aussi provoqué des réactions appropriées ou disproportionnées, soit en raison de leur contenu ou de la date et du lieu qu'il a choisis pour les lancer.

En effet, nous n'avons aucune garantie que cette tension disparaîtrait après un jour, un mois ou une année... Par conséquent, dès le départ, nous n'avons jamais conditionné la tenue du colloque par sa cessation. Notre pari était et demeure

la participation des parties concernées, de leurs représentants ou de ceux qui expriment d'une façon ou d'une autre leurs opinions sous une forme quelconque, en tant qu'éléments, pour ne pas dire comme conditions, que nous avons identifiés comme une grille de référence pour mesurer le succès du colloque dans la réalisation des objectifs qu'il s'était fixé. Qui peut imaginer un

dialogue aujourd'hui sérieux et réel sur le conflit du Sahara sans le Polisario, l'Algérie et le Maroc, en tant que premier cercle, sans les autres pays du Maghreb, la Mauritanie et la Tunisie (et la Libye?), dans un second cercle? Et sans les puissances internationales influentes dans la région, qu'il s'agisse de pays ou particulièrement des forces politiques et civiles, en France, en Amérique, en Espagne, au Portugal, en Suède, aux Pays-Bas, etc., dans un troisième cercle ?

En ce qui nous concerne, en tant que centre, je dis essentiellement que nous étions prêts, avant ce moment où je vous parle, à organiser ce colloque, et même nous étions entrés, à un moment donné, dans la ligne droite de l'engagement des préparatifs finaux ... après avoir préparé les documents en arabe, en français, en espagnol et en anglais; établi les estimations financières et les modalités logistiques pour la tenue du colloque à Marrakech; et organisé plusieurs ateliers d'encadrement du staff d'organisation du colloque dirigés successivement par les professeurs Abdel Fadil Aknidil, Mohamed Charqaoui et Abdelmajid Belaghzal ...

Mais, ce qui devait arriver arriva ... Nous avons décidé alors de reporter le colloque à la fin du mois de mai ...

Cependant, si la deuxième série de visites que nous avons effectuées en Algérie, en Mauritanie, en Tunisie et en Espagne

a montré, d'une part, que ce nouveau calendrier du colloque pourrait ne pas être suffisant et approprié pour la participation de toutes les parties et au niveau espéré, d'autre part, elle a souligné la dimension des acquis réalisés avant même la tenue du colloque, y compris le regain d'intérêt du Maghreb pour le sujet du conflit du Sahara et sa transformation, comme nous l'avons tous remarqué en un axe du débat public, en particulier en Algérie et au sein d'un large éventail de Sahraouis, à la fois dans les provinces de Sakiet El Hamra, et d'Oued Eddahab, à

Tindouf ou en Espagne et même au sein du Polisario ...

Nous avons également constaté un grand intérêt de la part de certains organismes et centres étrangers, européens et américains, en particulier ceux qui travaillent sur des questions de la paix dans le monde et de la résolution des conflits, qui ont tous exprimé le désir d'être des partenaires et de soutenir l'initiative dans le cadre défini par le Centre ...

Ainsi, l'initiative a progressivement commencé à devenir un processus, un projet ouvert qui grandit et se développe entre chaque étape et élève le niveau de ses aspirations, sur les plans national, maghrébin et international. Il s'ouvre également à de nouveaux moyens et mécanismes de préparation et de mise en œuvre, dont les exigences de leur accompagnement nous avaient imposé constamment un certain nombre de révisions, de précisions, et de réajustements ...

A titre d'exemple, je ne mentionnerai que deux précisions ou deux révisions: premièrement, nous avons déplacé le centre de gravité de l'initiative de la dimension centrale de la présence internationale (Amérique latine, Europe ...) qui a été basée, au départ, sur l'objectif implicite de convaincre les forces

démocratiques et de gauche occidentales, en particulier, de leur insuffisante connaissance ou même méconnaissance de la question du Sahara, et que la base sur laquelle elles s'étaient appuyées et s'appuient encore, pour formuler leurs positions politiques, souffrent de lacunes et d'omissions historiques, théoriques, politique et stratégiques, au sujet desquelles il faut rouvrir un débat organisé et écouter les opinions divergentes à son sujet... à la dimension centrale de la présence maghrébine, avec un autre objectif politique implicite, dans la deuxième version modifiée, à savoir lancer un appel majeur pratique, allégeant la tension et explorant d'autres voies pour un dialogue d'un autre type, qui, s'il est lié aux forces politiques et à la société civile maghrébines, actives à la base (le Maghreb des sociétés et des peuples), exercerait une force de pression sur les décideurs

et les acteurs politiques du sommet (le Maghreb des Etats et des régimes), à travers la synthèse entre approches scientifiques / académiques et pratiques / politiques.

La deuxième révision concerne la nature et l'objet du colloque lui-même : nous avons conçu le colloque initialement comme une finalité, qui prendra fin au terme de ses travaux et le départ de ses participants. Mais, les étapes préparatoires, les séances de discussion à l'intérieur et à l'extérieur du Centre avec des partenaires et des amis du Maghreb, en particulier, nous ont rendus plus enclins à voir le colloque plutôt comme le lancement d'un processus. D'autre part, nous sommes passés de la portée de l'action politique comme objectif, ou du moins la facilitation des négociations, à celle de la préparation d'un espace approprié pour explorer et développer de nouvelles idées à même d'aider les acteurs politiques à sortir de l'impasse

actuelle et de lancer ce nouveau processus auquel nous aspirons et nous œuvrons. Et à terme, jusqu'à ce que nous nous réappropriions tous, en tant que Maghrébins, le sujet du Sahara, en le ramenant à son cadre réel, le Maghreb, et en faisant en sorte qu'il passe d'une situation de conflit, de dégâts et d'une catastrophe qui menacent tout le monde, à celle de la possibilité ou le préalable d'édifier un espace maghrébin où tout le monde sera gagnant.

3. En effet, une délégation dirigée par M. Mohamed Bensaid Ait Idder s'est rendue à Alger, la première semaine de février dernier, si je me souviens bien. Cette première visite était l'occasion, d'un côté, pour assister au quarantième jour de feu le leader Hussein Ait Ahmed, et de l'autre, pour rencontrer un certain nombre de personnalités et d'organismes de l'État algérien, ainsi que des partis politiques, des organisations de la société civile culturelles et médiatiques... pour les mettre au fait de l'initiative du Centre d'organiser ledit colloque et ses objectifs. Cela outre le renouvellement et la revitalisation des relations fraternelles et de la lutte commune contre le colonialisme, à travers lesquelles M. Bensaid s'était personnellement lié à des dirigeants et activistes de la résistance algérienne.

Il n'y a pas lieu ici de faire un inventaire de toutes les instances politiques, les organisations de la société civile, les moudjahidines et les résistants algériens, les professeurs universitaires et les médias, qui ont été directement rencontrés ou contactés indirectement ; mais je peux dire qu'il inclut la plupart des forces. Par ailleurs, je dois souligner l'intérêt particulier et la haute attention fraternelle que les milieux étatiques algériens avaient manifestés à l'égard de notre délégation.

Quant aux représentants de ces forces, qui assisteront à ce colloque au Maroc, tout ce que nous pouvons dire aujourd'hui, c'est que nous avons constaté la même appréciation générale chez nos frères algériens concernant la nécessité de mettre fin au conflit relatif au Sahara, considéré comme le plus grand obstacle sur la voie de l'intégration du Maghreb. Ils ont, de ce point de vue, accueilli favorablement l'initiative du Centre, en soulignant son importance dans les circonstances actuelles.

De notre part, nous avons envoyé les invitations pour la participation au colloque. Toutefois, la liste finale et officielle des organismes qui vont y assister, n'est pas disponible et ne peut l'être qu'à quelques jours de la date du colloque. Nous avons seulement des accords de principe pour y participer, qui ne peuvent être pris en compte que lorsqu'ils deviennent une décision finale.

4 et 7. Nous avons envoyé des invitations à plusieurs organismes et personnalités de la Mauritanie, de la Tunisie et de la Libye, ainsi que de la France, d'Espagne, du Portugal, de la Suède, de la Hollande et de l'Amérique ... Cela a été effectué après

notification et exploration initiales. Et à la lumière des réponses d'accords de principe reçues, nous sommes passés à une deuxième phase avec des contacts directs ou par médiation ... Alors, nous avons eu des réunions dans les pays mentionnés ci-

dessus ... et nous travaillons toujours sur d'autres demandes de participation, notamment d'Amérique. Il convient de saluer ici le rôle d'un certain nombre d'amis, de cadres et d'activistes extérieurs au CERM, qui se sont portés volontaires pour contribuer à ses côtés, que ce soit au Maroc, en Algérie, en

Mauritanie, en Tunisie ou en France, et auxquels nous renouvelons nos remerciements.

5 et 6. Certes, en tant que Centre, nous avons envoyé un message de condoléances au Front Polisario après la mort de son chef, Mohamed Abdelaziz. Nous n'y voyons rien qui puisse nous faire craindre une quelconque incompréhension, soit-elle réelle ou présumée. Malgré notre différend politique profond avec le Polisario et ceux qui le suivent, nous les considérons toujours comme des citoyens marocains. Nous sommes, peut-être, parmi ceux qui connaissent le mieux les conditions exactes qui les ont poussés, à un certain moment, et qui poussent peut-être encore aujourd'hui d'autres générations de jeunes Sahraouis à aller dans cette direction, à savoir que la méprise et la désobéissance des enfants (du moins du point de vue des parents) sont souvent la simple réaction directe au reniement et à la trahison des parents à leur égard.

Si nous n'avons pas besoin de justifier ce pas, que nous considérons comme un devoir humanitaire, moral ou politique, nous tenons à attirer l'attention sur ce qui suit: Nous nous sommes adressés au Front Polisario, qui fait partie de la solution, mais on ne s'était pas adressé et on ne s'adressera point à "l'Etat", l'Etat de la "République sahraouie ", qui lui fait partie du problème, sinon le problème lui-même avec ses caractéristiques. C'est l'occasion de rappeler que la création d'un micro-Etat au sud du Maroc est une menace pour l'ensemble de l'espace maghrébin, méditerranéen et subsaharien ; une menace tant pour l'Algérie, que pour le Maroc. Je crois enfin, que l'ère post-Mohamed Abdelaziz sera différente de celle d'avant. Beaucoup d'eau a coulé et coulera sous le pont ici et là, accompagné de nouveaux courants qui, bientôt

recupéreront leurs droits naturels, contre les directives coercitives de tous les canaux artificiels et contre tous les obstacles des constructions aléatoires qui sont sur sa voie.

8- En ce qui concerne votre question, à savoir, avons-nous trouvé des difficultés avec les autorités marocaines, au sujet de notre initiative, la réponse est non. Un colloque de cette dimension, avec de tels enjeux, et avec ce nombre de participants invités, nationaux, maghrébins et étrangers, représentants de partis politiques, des organisations et de la société civile et des hommes de science, de politique et de diplomatie, qui peuvent inclure d'anciens chefs de gouvernement et d'anciens envoyés de l'ONU ... tout cela nécessite des procédures, des protocoles et des mesures de sécurité et autres... et exige que l'État marocain soit informé et soit d'accord ... En fait, nous n'avons pas été surpris par le fait que l'Etat ait accepté sans objection ou réserve l'initiative, tant dans sa globalité que dans ses détails ... tant dans son contenu que dans sa forme ... Il a accepté que le Centre, de par sa position indépendante, sa vision et son propre style, organise ce colloque. Il ne s'est, en effet, opposé à aucune mesure ou étape, y compris la participation du Polisario, et la garantie du droit et de la liberté d'expression de tout participant, sans limites ni entraves, autres que celles de la responsabilité morale et politique.

Ces éléments, auxquels s'ajoute l'accueil positif de l'initiative en Algérie et au sein du Polisario et des Sahraouis de Sakiet El Hamra et d'Oued Eddahab, nous laissent confiant quant à l'issue finale de l'initiative, malgré les complexités et les difficultés rencontrées, et que rencontrera ce processus. Mais, ce qui importe c'est de pouvoir maintenir l'atmosphère de mobilisation et accélérer le rythme des préparatifs, en

accordant toute l'attention à l'important acquis réalisé jusqu'à présent, même avant la tenue du colloque, en œuvrant à sa fructification et à sa capitalisation.

Merci encore une fois au journal Al Ittihad Al Ichtiraki.

Communiqué

Communiqué au sujet des récentes évolutions de la question du "Sahara occidental"

Le CERM(Centre d Etudes et de recherches Mohamed Bensaïd Ait Idder /Maroc suit avec regret et préoccupation les actes d'escalade et de contre-escalade dans le conflit entre les deux pays frères l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara, qui connaît depuis des mois une série d'événements négatifs successifs et annonciateurs de graves conséquences.

Ce conflit absurde qui se poursuit depuis plus de quatre décennies entre deux pays voisins que réunit l'unité de l'histoire, du territoire et de la culture et dont les peuples ont d'étroits liens de parenté par le sang et par les armes dans leur lutte commune contre le colonisateur, partageant les mêmes problèmes et défis du présent et le même destin commun, a pris des dimensions critiques. Celles-ci ne peuvent être justifiées, ni par des calculs relatifs à des intérêts nationaux, ni en continuant à s'y soumettre passivement comme si c'était inévitable :

- Ce conflit absurde est ne menace plus seulement l'accentuation du

gaspillage des capacités et des ressources, amputant considérablement les moyens de subsistance des deux peuples pour les affecter à la course effrénée vers l'armement ;

- Ce conflit absurde ne menace plus seulement une implication supplémentaire dans la mutilation et la rupture des liens historiques entre les deux peuples, l'expulsion, l'isolement, la fermeture des frontières et l'imposition de contrôles et de restrictions aux échanges et à la liberté de circulation des personnes et des biens, qui sont souvent pire qu'une interdiction claire et explicite ;

- Ce conflit absurde ne menace plus seulement de perturber et d'hypothéquer l'édification du Maghreb, la seule option stratégie viable à l'heure des grands blocs, qui permettra aux peuples de la région de construire ensemble leur avenir commun dans un cadre d'intégration, de solidarité et d'inclusion positive dans l'ère du temps

- Ce conflit absurde menace aujourd'hui de déchirer les entités nationales existantes, de rompre leurs liens et de les recomposer sur des fondements micro-identitaires, infranationaux, ethniques, régionaux et linguistiques ; voire même en encourageant l'implantation de nouvelles entités, y compris celles artificielles et non viables. Situation qui convient tout à fait aux vœux des forces impérialistes et néocolonialistes, et leur offre un service inestimable dans leur quête constante de nourrir et internationaliser tout conflit local ou régional, sous couvert de slogans trompeurs tels que "l'autodétermination", parfois dénommés "droits des minorités" ou "fédéralisme". Nous assistons à de pressantes tentatives pour l'appliquer un peu partout dans la région arabe en particulier.

Si le CERM est profondément convaincu que la poursuite de l'état de conflit et de confrontation entre les deux pays frères qui ne peut que les affaiblir mutuellement et ouvrir la région à l'intervention de forces extérieures ; la prédominance des valeurs des intermédiaires et des marchands d'armes de toutes sortes ; et l'expansion du champ du chauvinisme, des tendances et des mouvements passéistes et identitaires renfermés sur eux-mêmes, xénophobes et tentés par divers dérapages, y

compris le risque de s'aventurer au terrorisme, n'ont pas de perspective politique et stratégique... il est également fortement convaincu qu'une solution politique du conflit dans le cadre du Maghreb est non seulement possible, mais qu'elle est la solution nécessaire. Le "Sahara Occidental" qui est aujourd'hui un mur de séparation et d'isolement, un front de confrontation, peut et doit se transformer en un pont et un espace de rencontre et de coopération, comme il l'a toujours été ; le Maroc étant l'avenir de l'Algérie, tout comme l'Algérie est l'avenir du Maroc et que le Maghreb espéré par ses cinq membres, la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie, sera également un avenir pour l'Afrique subsaharienne, pour le bassin méditerranéen et pour l'Europe.

En conséquence :

1- Le CERM, dont l'édification du Maghreb représente l'une de ses principales préoccupations, et l'un des motifs de sa constitution, n'épargnera aucun effort pour continuer et pour se réengager dans toutes les initiatives et les actions qui ouvriraient des brèches et accumuleraient progressivement des percées, même modestes et symboliques, dans la citadelle du chauvinisme et du confessionnalisme étroit. Il proclame sa détermination à poursuivre ses efforts continus afin de tenir son symposium international sur le thème : "Le conflit du Sahara et la possible solution Maghrébine", dès que possible, à savoir avec l'apaisement du vacarme de l'escalade médiatique et politique, le relâchement des mobilisations militaires des deux côtés, et le retour à la raison et à la fraternité maghrébine.

2- En étant à la veille de la commémoration du soixantième anniversaire de l'appel historique de 1958 pour l'Union du Maghreb de Tanger, le CERM lance un appel à toutes les forces, les acteurs, les personnalités et à tous les citoyens du Maghreb, qui croient et œuvrent pour le projet d'intégration Maghrébine, y compris nos frères sahraouis de l'intérieur et de l'extérieur, afin qu'ils assument leurs responsabilités malgré tous les obstacles et les régressions. Et ce, en proclamant leur adhésion au droit de tous les Maghrébins et de toutes les Maghrébines à décider de leur propre destin, sinon en amenant leurs pays et leurs mouvements à suivre

sérieusement la voie qu'ils veulent, la voie de l'intégration maghrébine et de la solidarité régionale, du moins en élevant la voix de leurs peuples pour protester contre ce qu'ils ne veulent pas et rejettent, c'est-à-dire de poursuivre une marche aveugle vers l'impasse et l'interdit, dont la conséquence ne serait que le crime d'une rivalité fratricide.

3 – Il condamne tout acte d'escalade provocateur et toute tentative d'imposer un nouveau fait accompli à même de faire échouer les acquis du cessez-le-feu et d'alimenter toutes sortes de dérapages, y compris le crime organisé, sous la supervision de plusieurs groupes extrémistes actifs dans les domaines du trafic d'armes, de drogue et de traite des êtres humains ...Il rejette toute escalade vers la guerre ou incitation au chauvinisme, ou attisement de la haine qui ne seront certainement pas bénéfiques pour les générations futures du Maghreb. Ces dernières, n'accepteront nullement que les générations précédentes leur lèguent leurs frictions et leurs politiques isolationnistes et suicidaires.

4 – Il souligne que la non résolution du conflit concernant le "Sahara occidental" comporte des risques graves quant à la sécurité et la paix dans la région, dans le bassin méditerranéen et en Afrique subsaharienne. Le seul avenir sûr et fiable pour la population de la région, de ses pays et de tous ses voisins est l'enclenchement sérieux de la bataille de l'édification démocratique de l'entité du Maghreb, le Maghreb de la citoyenneté, de la liberté, de la justice sociale, du développement et de la solidarité régionale. Le préalable à cet égard étant de construire la confiance par le dialogue fraternel et le consensus sur l'assimilation positive des intérêts de toutes les parties, y compris celle du Polisario qui, en tant que mouvement et non en tant qu'"État", fait partie de la solution ; et ce dans le cadre de l'intérêt global du Maghreb.

*Le Centre d'Etudes et de Recherches
Mohamed Bensaid Ait Idder/Maroc*

Casablanca, le 16 mars 2018

Lettre

A l'honorable M. Lakhdar Brahimi

Nous avons accueilli, au Centre d'études et de recherches Mohamed Bensaid (CERM), avec un grand intérêt votre appel franc et audacieux pour la nécessité de résoudre les différends entre l'Algérie et le Maroc, d'ouvrir les frontières, d'enclencher le développement des frontières communes, et de développer des relations économiques, à travers des mesures préliminaires et concrètes en matière d'intégration économique, au profit des deux peuples frères et de l'ensemble des peuples du Maghreb.

Etant convaincu de l'importance de cet appel, dans un contexte précis marqué par divers risques qui ne menacent pas seulement notre projet maghrébin, mais aussi nos entités nationales elles-mêmes, et étant conscient du coût énorme économique, social et politique découlant de la persistance de l'entrave de cette option d'intégration maghrébine, le CERM salue votre appel et considère que le fait qu'il soit lancé dans ce contexte précis est hautement significatif. Il aspire, en outre, à ce qu'il puisse inaugurer une nouvelle coopération entre toutes les énergies œuvrant pour l'unité du Maghreb, afin de le transformer en initiatives et actions capables de faire des percées requises dans les murs du renfermement étroit ici et là. C'est aussi un appel qui rejoint les objectifs du Colloque international sur « le conflit du Sahara occidental et la possible solution Maghrébine », auquel le CERM œuvre depuis plus d'un

an afin de réunir les conditions et les préparatifs de sa tenue. Ce qui rassemble l'Algérie, le Maroc et tous les peuples du Maghreb en général, c'est l'histoire et un destin communs, ainsi que des intérêts. Nous estimons, nous aussi, que les conditions actuelles

habilitent l'Algérie et le Maroc à jouer un rôle de premier plan dans l'intégration économique et la liaison logistique entre le nord et le sud. Ainsi, nous pourrions mettre le train de l'intégration du Maghreb sur les rails, au profit de nos peuples Maghrébins

En attendant, veuillez agréer, cher frère, l'expression de notre affection et considération.

Votre frère: Mohammed Bensaid Ait Eder

Casablanca, le 14 décembre 2016



المنتدى الاجتماعي المغاربي
Forum Social Maghrébin

Forum Social Maghrébin
Maghreb Social Forum



Déclaration

DECLARATION DE CASABLANCA SUR

« La démocratie, la paix et la résolution pacifique des conflits au Maghreb »

Les participant(e)s au forum thématique sur la « **Démocratie, la paix et la résolution pacifique des conflits au Maghreb** » qui s'est tenu à Casablanca les 29 et 30 septembre 2017, à l'initiative du FMAS (Maroc) et du FTDES (Tunisie) et qui a regroupé plus de 130 représentant(e)s d'associations de la société civile, réseaux, syndicats, chercheurs et académiciens, provenant de tous les pays du Maghreb, de Palestine, de France et de Belgique, se sont penchés sur les défis pour une intégration effective du Maghreb.

Les participant(e)s relèvent, avec inquiétude, que :

1. Le projet d'intégration maghrébine traverse une phase critique dans un contexte complexe marqué par de nouveaux bouleversements et orientations géopolitiques, et des recompositions territoriales, la verticalité des systèmes

économiques et la logique de négociation bilatérale dans les accords avec d'autres blocs économiques régionaux (Euro Med, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est), le conflit armé en Libye, alimenté par les interventions étrangères..., aggravent l'émergence d'une solution du conflit au Sahara Occidental qui constitue un blocage majeur dans l'édification d'un Maghreb uni.

2. La crise politique perdure du fait d'une perte de légitimité populaire des Etats, la perte de confiance dans les processus électoraux et les instances élues de la part d'une jeunesse désabusée, au chômage, ne donnant aucun crédit aux promesses non tenues et acculée à des choix suicidaires.
3. La pression, la complaisance, la complicité, voire l'intervention militaire, de puissances étrangères, poussent les Etats du Maghreb vers l'option de politiques économiques et sociales antinomiques avec la justice sociale et les intérêts des plus démunis, contribuent fortement à l'exacerbation des conflits, des tensions sociales et des violences dans la région et compromettent toute issue d'une solution au conflit en Libye.
4. La militarisation de la région ne cesse d'être renforcée par les Etats au détriment des impératifs du développement et de la paix sans pour autant juguler l'insécurité.
5. La réponse des Etats à la demande incessante des peuples de la région pour l'ouverture des frontières a été d'ériger des murs et de renforcer des contrôles aux frontières, aggravant le drame des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants.
6. Les Etats, au lieu d'être à l'écoute de leurs populations qui aspirent à la liberté, à la dignité et à la justice sociale, optent pour des politiques et des approches sécuritaires, pour la violence d'Etat, pour la restriction des libertés et le contrôle violent des espaces publics.

Les participant(e)s notent avec satisfaction, la persévérance et l'acharnement de la société civile pour l'intégration maghrébine, comme ils (elles) rappellent que ce forum, qui est une cinquième étape parmi les activités programmées dans le

cadre du projet: **«Intégration régionale: quelles alternatives populaires pour une intégration effective et durable du Maghreb?»** s'inscrit dans la continuité et le renforcement du

processus engagé depuis plus de dix ans au sein du Forum social Magrébin sur la question du conflit au Sahara Occidental où a été adoptée en 2008, l'Initiative pour la Paix au Sahara occidental (IPSO). Plusieurs étapes importantes se sont réalisées dans le cadre de cette initiative de la société civile, en 2010 (Bruxelles), 2011(Dakar), 2012 (Lyon), 2013 (Tunis) qui ont abouti à l'adoption de La charte du Maghreb des Peuples.

Pendant un jour et demi, les participant(e)s, conscients des risques et des défis, au termes de débats sereins et constructifs, malgré la sensibilité et la complexité des questions soulevées et la diversité des analyses, positionnements et référentiels des acteurs présent(e)s, appellent la société civile maghrébine, y compris dans sa dimension euro-méditerranéenne, à :

1. Renforcer et élargir les espaces d'échanges et de mobilisation afin d'identifier des pistes de solutions et de propositions pour la résolution pacifique des conflits dans la région à même de contribuer au développement démocratique et à la construction du Maghreb.
2. Lutter contre les approches et les velléités chauvines et ultra nationalistes, pour renforcer la construction d'une identité maghrébine multiple, diversifiée, inclusive, face à l'offensive des mouvements identitaires et des extrémismes religieux.

3. Développer, renforcer, élargir des plateformes communes et des mouvements de solidarité à l'échelle maghrébine autour de problèmes communs qui constituent le socle des valeurs de la société civile dans la région, à savoir la démocratie, la dignité, la liberté et la justice sociale.
4. Appuyer et adhérer à la bataille des femmes pour l'égalité, contre la violence. Cette lutte est la nôtre, elle est d'abord est avant tout une bataille pour un projet sociétal démocratique.
5. Relancer et élargir les adhésions aux campagnes conjointes sur l'ouverture des frontières, contre la militarisation, contre le racisme et pour le respect des droits des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile, et dégager une stratégie conjointe de résistance et de lutte contre les politiques néolibérales des institutions européennes et internationales.
6. Lancer des campagnes conjointes tant au niveau national qu'au niveau du Maghreb de lutte contre la corruption et pour l'indépendance de la justice et renforcer les dynamiques des plateformes existantes tels que le réseau maghrébin de lutte contre la corruption et la dynamique des réseaux maghrébins des avocats.
7. Donner suite aux mobilisations engagées en avril 2016 à Casablanca qui ont abouti à la mise en place d'une plate forme maghrébine pour la justice climatique en articulant des synergies avec d'autres plateformes et des campagnes conjointes pour la protection de l'environnement et pour la justice climatique.
8. Renforcer le travail de proximité et de terrain, en privilégiant le réseautage et la culture du dialogue entre les acteurs de la société civile et les élu(e)s politiques, tout en identifiant des passerelles avec des entreprises économiques citoyennes qui ne cessent de batailler pour un marché commun maghrébin et qui sont freinées dans leur élan par les pouvoirs politiques en place.

9. Engager une réflexion conjointe et approfondie autour de phénomènes complexes tels que la radicalisation et l'extrémisme chez les jeunes pour faire un front démocratique contre la spirale meurtrière des fondamentalismes.
10. Promouvoir et privilégier la culture et les initiatives de la médiation dans la résolution des conflits. L'expérience du quartet tunisien qui a évité à la Tunisie de basculer vers la guerre civile, est à assimiler et développer à l'échelle de l'ensemble du Maghreb

Les participant(e)s au séminaire, qui se déroule en pleine agitation du Rif marocain, salue et appuie la résistance des populations au Rif, à Tataouine, à Gherdaya et toutes les résistances à l'usure et la violation des droits économiques et sociaux. Ils(elles) condamnent fermement les arrestations et les condamnations des manifestants(e)s pacifiques et appellent les autorités à libérer les prisonniers et répondre aux revendications légitimes des populations. Comme ils(elles) appellent à les mouvements sociaux à initier et à participer aux diverses formes de solidarité au niveau de l'ensemble du Maghreb pour exiger la liberté, la dignité et la justice sociale.

Nous sommes convaincus que l'Appel de Tanger de 1959 garde toute son actualité et que l'intégration régionale favoriserait la résolution des conflits, la production de richesses, d'emplois et d'investissements, mais elle ne garantit pas pour autant ni la démocratie ni la redistribution équitable des richesses, c'est pourquoi les questions de la démocratie, de l'Etat de droit et du respect des droits humains devront être au centre du modèle d'intégration régionale.

A Casablanca le 30 Septembre

**Le N° 8 de Majallat Ar-rabii(version arabe)
dont le dossier est consacré
Au Hirak du Rif
Paraitra prochainement...**



/- Le Conflit du Sahara « occidental » regards croisés

<i>Avant propos</i>	05
Le Conflit du Sahara : Eclairages / Mostafa BOUAZIZ	11
Le Conflit du Sahara occidental : Une approche historique / Otmane MANSOURI	21
Le Conflit du Sahara occidental à l'OUA et à l'ONU / Abdelmajid BELGHZAL	33
Enjeux et défis de l'intégration maghrébine / Aissa KADRI	43
Grand Maghreb : Echecs des Etats et attentes des peuples / Abderrahman ZAKARI	65
Le poids du non-Maghreb pour les maghrébins / Abdelhafid AMAZIRH	87
Le Maghreb sous la menace de l'effritement / Fayçal CHRIF	89
Genèse du séparatisme / Brahim OUCHELH	101
Pour une conscience maghrébine / Rahamim. R. BENHAÏM	109

// - Le Maghreb en question

Le Maghreb en Mounadhara / Mostafa BOUAZIZ	117
René GALLISSOT / La fin de l'âge des libérations nationales.....	123
Mohamed HARBI	135
Hocine AIT AHMED	143

Driss BENALI	147
Karim MAHMOUDI	155
Fayçal CHRIF et Khalid ABID	161
Charles SAINT-PROT / Sahara marocain : 40 ^e anniversaire de la Marche Verte.....	173
Mohamed CHERQAoui / Esquisse d'une interprétation des mouvements sociaux.....	179

///-Maghrébins en action

CERM

1- Interview de Mohamed BENSaid à « La Liberté »(Algérie).....	191
2- Interview de Mostafa BOUAZIZ à « Tel Quel ».....	199
3- Interview de Ahmed SLIMANI à « Al Ittihad Al Ichiraki ».....	205
Communiqué du CERM.....	215
Lettre du CERM à Mr Lakhdar Al IBRAHIMI	219

FMAS

Déclaration de Casablanca 2017	221
Table des matières.....	227



Majallat *Ar-rabii*

Directeur de la publication

Ahmed SLIMANI

Directeur de la rédaction

Abdellatif ELYOUSFI

Secrétaire de rédaction

Abderrahman ZAKARI

Comité de rédaction

Ahmed BOUZFOUR

Najate NERCI

Abderrahim TAENOUT

Mohamed ELAOUNI

Jamila AYEGOU

Mohamed HAFID

Chakib ARSALANE

Administration financière

Najib SABER

Diffusion & conservation

Ahmed HABCHI



Comité scientifique consultatif

Abdellah HAMMOUDI

Driss BENALI (Le regretté)

Ibrahim YASSINE

Mohamed SASSI

Fatna SERHANE

Abdelghani ABOULAAZM

Ali KARIMI

Daho JERBAL (Algérie)

M. Chaouqi EZ-ZINE (Algérie)

Aissa KADRI (Algérie)

Abdelmajid CHORFI (Tunisie)

Rajae BENSLAMA (Tunisie)

Faouaz TRABULSSI (Liban)

Hosn ABBoud (Liban)

Fahmi JADAANE (Jordanie/

Palestine)

■ *Octobre 2018*

Majallat Ar-rabii



40
Dhs